

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

La politique syrienne du président Obama

**Analyse des événements ayant entouré le
franchissement de la « ligne rouge »**

Auteur : Wibaut Tom
Promoteur(s) : Ait-Chaalal Amine
Lecteur(s) : Liegeois Michel
Année académique 2020-2021
Master de Sciences Politiques orientation Relations
internationales à finalité résolution des conflits

Déclaration de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Wibaut Tom

Avant-propos

Le présent mémoire marque un point final à l'un des plus beaux chapitres de ma vie. Sa réalisation fut parfois compliquée et quelquefois déstabilisante tant le monde exploré est vaste et tortueux. Néanmoins, et à l'image de ce que fut mon aventure universitaire, il fut une source d'enrichissement et d'épanouissement certain dans une période pourtant si déprimante. Bien que trop souvent choquant et dramatique, mon voyage au sein des méandres de la Syrie moderne me toucha profondément en tant qu'humain. Par conséquent, je tiens à diriger les premières lignes de ce travail à l'intention du peuple syrien, dans l'attente perpétuelle d'un avenir meilleur.

Mes premiers remerciements vont vers mes parents qui, grâce à leur éducation et leurs sacrifices, me permettent d'écrire aujourd'hui ces quelques mots.

Ensuite, j'aimerais également remercier tout particulièrement Monsieur Amine Ait-Chaalal, professeur à l'UCLouvain ainsi que promoteur de ce mémoire. Il fut, comme à son habitude, d'une bienveillance et d'une disponibilité qui m'apporta une aide extrêmement précieuse. Je remercie par la même occasion Monsieur Michel Liégeois, également professeur à l'UCLouvain et lecteur de ce travail, pour le temps qu'il y consacrera.

Je tiens aussi à remercier toutes ces personnes rencontrées, dans le cadre académique ou non, durant ces quelques années. En effet, elles m'ont permis, de manière indirecte ou non, de devenir l'homme que je suis aujourd'hui.

Enfin, ma gratitude la plus sincère va à ma compagne Chloé qui fut une véritable « bouée de sauvetage ». Elle fut mon moteur durant toutes mes études ainsi qu'une relectrice assidue à la conclusion de celles-ci. Je lui dédie sans hésitation ce mémoire, mon futur diplôme et tous les beaux projets que nous entreprendrons ensemble.

Table des matières

Introduction	6
Première partie : L'Histoire de la Syrie	7
I. L'importance de l'Histoire	7
II. La fin de la domination ottomane et les accords de Sykes-Picot	8
a) <i>Tensions au sein de la Sublime Porte</i>	<i>8</i>
b) <i>Le monde entre dans le chaos</i>	<i>9</i>
c) <i>La « révolte arabe »</i>	<i>11</i>
III. La « trahison »	12
a) <i>Le jeu des minorités</i>	<i>12</i>
b) <i>La part du gâteau</i>	<i>14</i>
c) <i>L'idéalisme syrien face à l'impérialisme français</i>	<i>15</i>
IV. Le mandat français	16
a) <i>La France pose son jeu</i>	<i>16</i>
b) <i>La fronde du peuple syrien</i>	<i>18</i>
V. La Seconde guerre mondiale et l'indépendance	21
a) <i>Encore une fois, le chaos</i>	<i>21</i>
b) <i>Enfin survint l'indépendance</i>	<i>22</i>
VI. La Guerre Froide au Proche orient	23
a) <i>L'Egypte du Général Nasser</i>	<i>23</i>
b) <i>L'union syro-égyptienne</i>	<i>24</i>
c) <i>L'indépendance, à nouveau et à jamais</i>	<i>25</i>
VII. La perte du Golan	26
a) <i>Israël : L'ennemi juré</i>	<i>26</i>
b) <i>Une alliance retrouvée</i>	<i>27</i>

Deuxième partie : La Syrie des Al-Assad30

I. Les composantes du pouvoir.....	30
II. Hafez Al-Assad	32
a) <i>L'identité du dirigeant</i>	<i>32</i>
b) <i>Une plaie béante</i>	<i>33</i>
c) <i>Les fondements du pouvoir</i>	<i>34</i>
III. La succession : Bachar Al-Assad.....	35
a) <i>L'héritier disparu</i>	<i>35</i>
b) <i>Le pouvoir s'adapte à l'homme</i>	<i>36</i>
c) <i>Le paradoxe</i>	<i>37</i>
IV. La Syrie en proie à la guerre civile	39
a) <i>Le « Printemps arabe »</i>	<i>39</i>
b) <i>La contestation gagne la Syrie</i>	<i>39</i>
c) <i>La « ligne rouge »</i>	<i>42</i>

Troisième partie : La politique étrangère des Etats-Unis45

I. Un nouveau projet à l'aube d'un nouveau siècle.....	45
II. Obama et le changement de paradigme.....	47
III. Quand les actes se font attendre, les promesses s'envolent.....	50
a) <i>Les mots ont leur importance</i>	<i>50</i>
b) <i>Un Conseil de Sécurité paralysé</i>	<i>51</i>
c) <i>L'échec politique de la coalition.....</i>	<i>53</i>
IV. La métamorphose de la Syrie en nœud gordien	55
a) <i>La Russie</i>	<i>56</i>
b) <i>La République islamique d'Iran</i>	<i>61</i>
c) <i>La philosophie obamienne</i>	<i>66</i>

Conclusion	75
------------------	----

I. L'inaction occidentale	75
II. L'implication grandissante d'acteurs étrangers	77
III. Le communautarisme syrien.....	78

Bibliographie.....	80
--------------------	----

I. Monographies.....	80
II. Articles scientifiques.....	82
III. Articles non-scientifiques.....	86
IV. Mémoires.....	88
V. Documents officiels.....	88
VI. Outil d'analyse de données	90
VII. Support de cours.....	90
VIII. Documents vidéo	91

Introduction

Depuis le déclenchement de la vague de contestation populaire inédite qui se répandit dans la plupart des pays arabes, en 2021, dix années se sont écoulées. Avec le recul qu'offre le passage du temps, il est dorénavant possible de saisir avec davantage de justesse les conséquences de ce « Printemps arabe » survenu en décembre 2010. Certains pays obtinrent quelques améliorations tandis que d'autres plongèrent durablement dans le chaos. Le mémoire qui est ici présenté se concentrera sur la guerre civile syrienne, en action depuis trop longtemps déjà. Hormis le terrible drame humain que ce conflit engendre dans son sillage, il semble important d'en évaluer l'impact sur la géopolitique globale. Pour ce faire, un événement particulièrement décisif, se déroulant en 2013, sera au cœur de cette analyse : le franchissement de la « ligne rouge ». Celui-ci consiste en la transgression d'une limite, teintée de menaces, établies par le président américain Barack Obama à l'encontre du dictateur syrien, Bachar Al-Assad. Malgré le danger occasionné par la potentielle intervention américaine sur le sol syrien, le point de non-retour fut formellement franchi. Pourtant, Washington ne mit pas ses menaces à exécution, surprenant de nombreux observateurs par la même occasion.

A la lumière de ces informations, la plupart des observateurs de la politique étrangère américaine ainsi que les populations victimes des atrocités du président Al-Assad durent tous se poser la même question : « *Pourquoi le président Obama n'est-il pas intervenu en Syrie pour répondre au franchissement de la « ligne rouge » ?* ».

Afin de tenter de comprendre les raisons de cette non-intervention américaine, la suite de ces recherches se divisera en trois parties bien distinctes. Tout d'abord, il s'agira d'étudier l'histoire moderne de la Syrie afin d'en saisir les spécificités. Ces connaissances permettront ensuite de s'intéresser plus précisément au clan Al-Assad dans une deuxième partie. Celle-ci posera les fondations du pouvoir de cette famille qui dirige le pays depuis plus d'un demi-siècle. Enfin, la partie la plus conséquente de ce mémoire s'efforcera d'exposer certains éléments ayant de près ou de loin influencés la décision de Barack Obama.

Première partie : L'Histoire de la Syrie

Afin de comprendre les spécificités de la guerre civile syrienne, il semble important de regarder quelque peu en arrière. Cet exercice permettra sans nul doute d'en apprendre davantage sur le contexte historique dans lequel la région entourant la Syrie se développa mais surtout d'approcher le particularisme de ses populations.

I. L'importance de l'Histoire

Lorsque l'on s'intéresse à un conflit, quel qu'il soit, il est utile de se pencher sur le passif des différents belligérants ainsi que sur leur histoire régionale. Cette tâche minutieuse et ardue est indispensable à la compréhension globale des enjeux et des motivations relatives à l'éclosion d'un conflit. En ce qui concerne la Syrie, sujet principal de cette étude, cette affirmation est d'autant plus vraie au vu de la complexité historique et actuelle qui entoure toute cette région du monde. L'ancienne domination coloniale de certaines nations européennes se partageant le gâteau mondial au mépris des spécificités ethniques ou régionales est bien souvent la raison principale dans ce cas de figure. Cependant, même s'il est intéressant d'analyser les conséquences de la colonisation, mais surtout de la décolonisation, cela serait une erreur de se cantonner à ce « simple » fait. Ainsi, de nombreux conflits, gangrenant encore aujourd'hui la région du Moyen-Orient, puisent leurs racines tellement loin dans le passé qu'il serait difficile d'en faire la synthèse. La religion, l'ethnie ou encore l'idéologie constituent quelques-uns des facteurs ayant façonné le monde tel que nous le connaissons. La Syrie est un exemple significatif de ce découpage arbitraire menant à de nombreux problèmes actuels. Il apparaît donc tout à fait opportun de se pencher sur l'histoire fascinante de ce « jeune » pays du Moyen-Orient.

Tandis que l'on se décide à étudier l'histoire et l'évolution d'un pays ou d'un peuple, il s'agit tout d'abord de définir quel sera le point de départ de notre périple. Cela n'est pas une tâche aisée lorsque l'on parle de la région du Moyen-Orient tant son histoire humaine y est ancienne. En incluant la Turquie et l'Egypte modernes, on retrouve sans aucun doute l'une des régions les plus anciennes et prolifiques en termes d'archéologie. Cette région, s'étendant du Nil à l'Euphrate, que l'on peut également

appeler « Le croissant fertile », vit de nombreuses civilisations naître et se développer en son sein. Des civilisations telles que la Mésopotamie ou l’Egypte antique y ont prospéré. La Syrie moderne regorge également de sites archéologiques très anciens et sans doute moins connus du grand public. Les villes millénaires d’Alep et de Damas prétendent, par ailleurs, toutes deux au titre de « plus ancienne cité de l’Humanité »¹. Cela ne facilite donc pas la tâche qui nous incombe. Afin de ne pas se perdre dans le dédale de l’histoire, il nous paraît légitime de nous concentrer principalement sur l’histoire de la Syrie que l’on qualifiera de « moderne ». Cette période choisie s’étend durant tout le XX^{ème} siècle et reprend ainsi la fin de la période ottomane, la Première guerre mondiale, le mandat français et enfin, la République syrienne. Dans le cas de la Syrie, comme pour la plupart des Etats modernes, les frontières d’hier ne sont pas celles d’aujourd’hui. Durant cette période, son espace géographique et politique s’est durablement modifié au gré des invasions, dominations et manœuvres politiques diverses.

II. La fin de la domination ottomane et les accords de Sykes-Picot

a) Tensions au sein de la Sublime Porte

L’Empire ottoman domina largement la région durant de nombreux siècles et ce, jusqu’à sa chute qui a fait suite à la « Grande guerre ». A cette époque, le « Bilâd el-Châm », que l’on considère comme la Syrie « historique », comprenait un territoire bien plus grand que ce que compte la Syrie actuelle. Ainsi, cette « Grande Syrie » comptait en son sein les territoires actuels du Liban, de la Jordanie, de la Cisjordanie, d’Israël, de l’Irak de l’Ouest et bien évidemment de la Syrie². Malgré son impressionnant territoire, l’Empire ottoman ne fit que décliner durant la majeure partie du XIX^{ème} siècle. Son identité fut mise à mal par les différents nationalismes, turcs notamment, qui montèrent en puissance durant cette période. De plus, les territoires les plus « reculés » de l’Empire, tels que celui du Hedjaz³ au sein de l’actuelle Arabie Saoudite, étaient bien souvent négligés par le pouvoir central et loin de pouvoir rivaliser en termes de modernité face aux grandes puissances européennes. C’est dans

¹ FILIU Jean-Pierre, *Le miroir de Damas : Syrie, notre histoire*, Paris : Editions La Découverte, 2017, page 11.

² BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 13.

³ Plus tard, c’est de cette région que partira la « révolte arabe » durant la Première guerre mondiale.

ce contexte que le pacha d’Egypte⁴, alors protégé de la France⁵, décida de s’opposer à son suzerain, le Sultan Mahmoud II⁶, en occupant la Syrie après avoir défait les troupes ottomanes en 1832. Cette domination égyptienne marqua l’entrée de la Syrie dans le monde moderne grâce aux nombreuses réformes qui lui sont imposées⁷. Ainsi, Ali s’attela à développer l’agriculture ou encore le commerce. Par conséquent, des mesures visant à renforcer l’ordre public furent mises en place⁸. Cette période de réformes s’arrêta en 1840 lorsque les territoires perdus revinrent à Istanbul grâce à une révolte du peuple syrien, las de l’autoritarisme égyptien. Celle-ci se réalisa directement avec l’appui de l’Angleterre et de la Russie, le tout étant favorisé par le manque d’intervention de la France. Cette dernière, pourtant écartée des négociations, ne préféra pas risquer une nouvelle guerre avec le reste de l’Europe, et ce, malgré de nombreux débats internes⁹. Cependant, les réformes firent leur effet et le territoire fut en partie modernisé et doté d’une autorité centrale fonctionnelle lorsque la Syrie fut rendue au Sultan à la suite de la signature de la convention de Londres le 15 juillet 1840¹⁰.

b) Le monde entre dans le chaos

Un événement affecte particulièrement l’histoire de la Syrie moderne : la Première guerre mondiale dans laquelle l’Empire ottoman s’engagea aux côtés des futurs vaincus¹¹. À la suite de ce conflit d’une ampleur encore inégalée, ce furent les grandes puissances européennes victorieuses, principalement la France et le Royaume-Uni, qui s’occupèrent de découper le gâteau ottoman. C’est ce découpage arbitraire,

⁴ Méhémet Ali, vice-roi d’Egypte de 1804 à 1849, est généralement considéré comme étant le fondateur de l’Egypte moderne.

⁵ A cette époque, les grandes nations européennes s’intéressent tout particulièrement aux territoires ottomans afin d’y garantir leurs intérêts. La politique de la France a, sans doute, pour but d’affaiblir l’emprise du Sultan en Egypte afin de sécuriser ses vues sur les territoires du Maghreb, à l’instar de l’Algérie. De plus, l’Egypte était un lieu stratégique de la route des Indes grâce à l’isthme de Suez.

⁶ Il dirigea l’Empire ottoman de 1808 à 1839.

⁷ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 23.

⁸ Ibidem.

⁹ FIGEAC Jean-François, « La crise de 1839-1840 : question d’Orient ou question française ? », *Presses universitaires de Rennes*, février 2018, n°28, pages 169-189.

¹⁰ Le traité est signé par la Grande-Bretagne, la Prusse, l’Autriche, la Russie et l’Empire ottoman. La France subissant quant à elle un « Waterloo diplomatique », pour reprendre les propos d’Alphonse de Lamartine, Méhémet Ali n’a d’autre choix que d’obtempérer.

¹¹ C’est ce qu’on appela « L’alliance des Empires centraux ». Celle-ci, composée des empires allemand, austro-hongrois et ottoman ainsi que du royaume de Bulgarie, fit face dans un premier temps à la « Triple-Entente » composée de la France, du Royaume-Uni et de la Russie.

agrémenté de fausses promesses et de contradictions, qui sera la source de nombreux maux dans la région durant tout le XX^{ème} siècle¹². Ce que l'on pourrait considérer comme le point de départ de cette incertitude est la promesse faite au chérif Hussein. Ce dernier occupe le poste de gouverneur de La Mecque et de la province du Hedjaz¹³, sous domination ottomane à cette époque. Cependant, le chérif apparaît progressivement comme le héraut des aspirations arabes et nationalistes¹⁴. De son côté, Londres, via son haut-commissaire au Caire Sir Henry McMahon, fait une importante promesse au chérif Hussein dans une lettre envoyée le 24 octobre 1915. Dans celle-ci, Sir McMahon s'engage à reconnaître « l'indépendance des Arabes dans toutes les régions situées dans les frontières proposées par le chérif de La Mecque »¹⁵ en échange de son soutien contre les ottomans. Cette promesse représente alors beaucoup de choses pour le nationalisme arabe et offre l'espoir de la création d'un Royaume Hachémite¹⁶. À ce moment-là, Hussein commença alors à galvaniser le sentiment anti-ottoman de la région afin de la mener à la révolte. Malgré ces promesses, les chargés ministériels britannique, Mark Sykes, et français, François Georges-Picot, préparèrent à peu près au même moment les différentes zones d'influence de la région après la guerre. Ces discussions donnèrent lieu aux « accords de Sykes-Picot » en mai 1916 et trahirent en grande partie les promesses faites au chérif Hussein. A cela, vint s'ajouter la déclaration de Lord Balfour¹⁷ de 1917, une lettre ouverte qui promet, en quelque sorte, l'établissement d'un Etat juif en Palestine au détriment des arabes. Dans les faits, de nombreux enjeux différents entrèrent en compétition à ce moment de l'Histoire. Tout d'abord, l'issue de la guerre était toujours incertaine, l'espoir d'une intervention américaine se faisait pressante et le risque de l'établissement d'une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne s'accroissait. Etant donné la forte présence juive aux Etats-Unis et en Russie, cette déclaration devait servir d'incitant à l'entrée en guerre des premiers et au maintien de la seconde¹⁸. Ensuite, il s'agissait également pour Londres

¹² BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 37.

¹³ Territoire s'étendant tout le long du littoral ouest de l'actuelle Arabie Saoudite. Cette large bande de terre de la rive est de la mer Rouge s'étalait du golfe d'Aqaba, au sud-est du Sinaï, jusqu'aux environs de la frontière actuelle du Yémen.

¹⁴ FILIU Jean-Pierre, *Le miroir de Damas : Syrie, notre histoire*, Paris : Editions La Découverte, 2017, pages 199.

¹⁵ Idem, page 200.

¹⁶ Les Hachémites représentent l'une des plus grandes familles du monde arabo-musulman. Ils seraient les descendants directs de l'arrière-grand-père du prophète Muhammad. Ils furent principalement supplantés par la dynastie saoudienne qui donnera naissance à l'Arabie Saoudite.

¹⁷ Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères de décembre 1916 à octobre 1919.

¹⁸ CHARBIT Denis, « La Déclaration Balfour », *Tsafon*, 2017, pages 35-36 (En ligne), <http://journals.openedition.org/tsafon/394>, consulté le 17 mars 2021.

de « couper l’herbe sous le pied » des Français en augmentant son influence dans la région tout en légitimant moralement une occupation militaire de la Palestine¹⁹. Enfin, la précédente promesse des Britanniques à l’égard du chérif entraînait en opposition avec la lettre ouverte de Lord Balfour et par extension, avec les accords de Sykes-Picot. Ces trois grandes promesses successives liant quatre acteurs majeurs constituèrent la source de nombreux problèmes géopolitiques actuels dans la région du Moyen-Orient.

c) La « révolte arabe »

Malgré cela, les Hachémites tinrent parole, et la révolte eut bien lieu. Fayçal, l’un des fils du chérif Hussein, entra alors triomphalement dans Damas en octobre 1918. Néanmoins, bien que l’année 1916 soit souvent citée comme le point de départ de cette fameuse « révolte arabe », celle-ci commença bien avant en réalité. En effet, la colère grondait déjà fortement depuis le début du siècle dans certaines régions de l’empire et beaucoup attendaient qu’une occasion se présente pour se débarrasser du joug turc. Par ailleurs, les Syriens nouèrent secrètement des liens dès 1914 avec les Britanniques tout en affichant publiquement leur loyauté envers le Sultan²⁰. De plus, le terme « révolte arabe » lui-même, attribué à posteriori, est à mettre en perspective. Ainsi, loin d’être la révolte de tout le monde arabe uni contre les Turcs, celle-ci est surtout celle des Hachémites²¹. Ces derniers furent pourtant fortement influencés par les britanniques, et ce, par l’entremise de T.E. Lawrence, que l’on surnommait plus tard « Lawrence d’Arabie », alors agent de liaison auprès de Fayçal. Bien que le rôle réel de l’officier britannique soit toujours largement controversé, on lui prête pourtant assez aisément le mérite d’avoir su convaincre différentes factions arabes de coordonner leurs efforts tout en flattant et exacerbant leurs aspirations nationalistes. Toujours est-il que la stratégie mise en place fut fructueuse et permit une

¹⁹ Idem, page 36.

²⁰ HANNE Olivier, « La révolte arabe en 1916 : mythe et réalité. », in BLED Jean-Paul et DESCHODT Jean-Pierre (sous la direction de), *De Tannenberg à Verdun : la guerre totale*, France : SPM, novembre 2016, page 336.

²¹ Idem, page 340-341. De plus, la « révolte arabe » d’Hussein est souvent opposée à celle d’Ibn Séoud. Les visions divergentes des deux hommes les feront d’ailleurs s’affronter quelques années plus tard jusqu’à ce que le chérif soit chassé de la Mecque en 1924 par son rival.

déstabilisation interne grandissante de « l'homme malade de l'Europe »²² qui vivait alors ses derniers jours.

III. La « trahison »

a) Le jeu des minorités

La France, bien décidée à accroître considérablement son influence dans la région, ne laissa pas les Hachémites savourer leur victoire bien longtemps. Très vite, elle déploya de nombreux agents dont l'objectif était de dénicher de nouveaux alliés à l'intérieur même de la Grande Syrie. Ils cherchèrent alors à mettre de leur côté de nombreuses minorités délaissées par ce nationalisme arabe grandissant ou en désaccord avec celui-ci. Cette tâche ne fut pas des plus compliquées car l'Islam était particulièrement présente au sein du nationalisme arabe de l'époque, ne fût-ce que par l'ascendance de son leader hachémite. Ainsi, certaines communautés furent très vite lésées par ce mouvement à cause de leur conviction religieuse. C'est ainsi que les autorités françaises se rapprochèrent des Chrétiens du Liban ou encore des Alaouites de Syrie²³. Cette dernière minorité est particulièrement importante dans l'histoire de la Syrie moderne car la famille Al-Assad en est issue. Cette communauté musulmane chiite²⁴ hétérodoxe est particulièrement détestée par les musulmans orthodoxes, qu'ils soient chiites ou sunnites. Cette haine est principalement causée par certaines de leurs croyances fortement différentes et enrobées de secrets²⁵. Les membres de cette communauté n'étaient même pas considérés comme des musulmans à l'époque, preuve du grand mépris que beaucoup éprouvaient à leur égard. Marginalisés, les Alaouites durent attendre 1936 pour que le mufti de Palestine Hajj Amin al-Husayni, l'une des plus hautes autorités sunnites de l'époque, les reconnaisse en tant que communauté musulmane²⁶. Près d'un demi-siècle plus tard, en 1973, ils furent enfin

²² Ainsi était surnommé depuis la moitié du 19^{ème} siècle l'Empire ottoman alors dans une phase de déclin qui semblait interminable.

²³ FILIU Jean-Pierre, *Le miroir de Damas : Syrie, notre histoire*, Paris : Editions La Découverte, 2017, pages 204-205.

²⁴ Le chiisme est l'une des deux principales branches de l'islam. La seconde est le sunnisme.

²⁵ BALANCHE Fabrice, « Le cadre alaouite I. Alaouites : une secte au pouvoir », *Outre-Terre*, Janvier 2006, n°14, p. 73-96 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-1-page-73.htm>, consulté le 08/01/2021.

²⁶ Ibidem.

reconnus en tant que Chiites par l'imam chiite du Liban, Musa al-Sad²⁷. Malgré sa marginalisation et sa faiblesse démographique (environ 10% de la population), la communauté se distingua par sa capacité d'adaptation surprenante et son habileté politique. En résumé, on parle ici d'une minorité religieuse largement persécutée tout au long de son histoire, vivant dans un milieu difficile²⁸ et partageant l'envie toute naturelle d'avoir enfin voix au chapitre.

Il n'est donc pas étonnant de voir à quel point cette peuplade fut précieuse contre les hachémites. Ainsi, la France était vue comme la garante des libertés confessionnelles. C'est en tous cas le rôle qu'elle endossa durant de nombreuses années en volant à la rescousse de certaines minorités, bien souvent chrétiennes, opprimées ou mises en danger. Les grands massacres des Chrétiens par les Druzes qui firent rage durant l'été 1860 dans la Grande Syrie ottomane sont encore bien présents dans les mémoires. C'est la France qui avait ramené l'ordre dans les quartiers les plus agités de Damas et de Beyrouth²⁹, chose que les autorités locales représentant la Sublime Porte³⁰ furent bien incapables de réaliser. De cette façon, de nombreuses communautés virent en la France, une protectrice de leurs intérêts face à un islam nationalisé et possiblement radical. L'établissement d'un royaume islamique serait, pour ces communautés, un sort encore moins enviable que sous l'Empire dans lequel les minorités religieuses avaient été relativement respectées. Les Français s'engagèrent alors dans un jeu des minorités qui ne cessa qu'à leur départ, des dizaines d'années et un conflit mondial plus tard.

²⁷ Ibidem.

²⁸ Les Alaouites étaient principalement établis dans le Djebel Ansériehs, caractérisé par une chaîne montagneuse.

²⁹ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 26-29.

³⁰ Terme utilisé à l'époque pour désigner le gouvernement ottoman.

b) La part du gâteau

Pendant ce temps, au niveau international, le Royaume-Uni et la France discutaient pratiquement à eux seuls du sort du Moyen-Orient. De fait, entre les Etats-Unis qui n'avaient pas ratifié la charte de la SDN³¹, les empires détruits ou humiliés par la guerre et la Russie mise hors-jeu à la suite de la révolution bolchévique, il ne restait alors plus que ces deux Etats. Ceux-ci possédaient alors la puissance requise pour diriger le concert des nations. C'est ainsi que le visage de la révolution arabe, Fayçal, se vit dans l'obligation de réaliser de nombreux allers et retours en Europe afin d'assurer un avenir à son projet de royaume arabe³². Il s'attarda tout particulièrement à Paris, qu'il visita deux fois, dans le but de promouvoir son projet panarabiste. Durant son premier voyage, il eut l'occasion de s'exprimer lors de la conférence de la paix de Paris en 1919,³³ réunissant les vainqueurs et les vaincus de la Grande Guerre sans que cela n'aboutisse à de grands résultats. Cependant, Fayçal entretint, lors de ces pérégrinations, de nombreux contacts, indirects ou non, avec Georges Clemenceau. Celui-ci occupait alors la fonction de président du conseil des ministres et, par conséquent, celle de chef du gouvernement français. Leurs échanges portaient sur les conditions, souvent à la défaveur des arabes, requises à l'établissement du Royaume de Fayçal. Le défi était grand pour le futur roi car ses adversaires ne manquaient pas. D'un côté, les Européens, avec la France en tête de proue, étaient particulièrement réticents à l'idée de laisser un royaume arabe indépendant gérer ses affaires tranquillement. Cela serait prendre de nombreux risques comme celui d'exacerber les volontés d'indépendance de certaines colonies. De plus, ni les Français ni les Britanniques ne souhaitaient perdre leur influence dans la région, bien au contraire. De l'autre côté, les dissensions internes étaient légion au sein même de la Syrie. Certains, comme une grande partie de la population de la ville d'Alep par exemple, étaient encore attachés à l'empire ottomans et réprouvaient donc la récente révolte. D'autres, comme les élites de Damas, refusaient d'être dirigés par « quelqu'un du désert »³⁴. Fayçal tenta alors de temporiser la situation en cédant un peu de souveraineté aux

³¹ La Société Des Nations, organisation internationale censée prévenir d'autres conflits de grande ampleur comme le fut la Grande Guerre. Elle est considérée comme l'ancêtre ou le précurseur de l'ONU.

³² REY Matthieu, *Histoire de la Syrie : XIX^e- XXI^e siècle*, Paris : Librairie Arthème Fayard, 2018, page 148.

³³ Cette conférence servit principalement de préparation au traité de Versailles signé le 28 juin 1919 décidant du sort de l'Allemagne et de ses alliés.

³⁴ REY Matthieu, *Histoire de la Syrie : XIX^e- XXI^e siècle*, Paris : Librairie Arthème Fayard, 2018, page 149.

Français tout en proclamant son indépendance aux nations étrangères en interne. Cependant, les Européens se montrèrent de plus en plus insistants pendant que les dissensions internes s'accroissaient en parallèle.

c) L'idéalisme syrien face à l'impérialisme français

C'est à la conférence de San Remo, qui se déroula en avril 1920, que le statut international de la Syrie fut décidé. La France obtint alors un mandat sur la Syrie et le Liban tandis que l'Irak et la Palestine passèrent sous mandat britannique³⁵. Fayçal, pragmatique, était prêt à accepter la suprématie française, sachant son royaume incapable de s'y opposer. Pourtant, le Congrès général syrien fraîchement mis en place ne l'entendit pas de cette oreille. Celui-ci, plus radical, désigna Fayçal un mois plus tôt, souverain constitutionnel d'une Syrie indépendante « dans ses frontières naturelles »³⁶. La France durcit le ton et somma l'éphémère souverain d'accepter le mandat. Fayçal essaya alors de calmer le jeu mais le Congrès, quelque peu humilié par l'ignorance totale à son égard lors de la conférence de San Remo, était bien décidé à en découdre. Par ailleurs, celui-ci fut sans doute galvanisé par leur victoire sur les Ottomans quelques temps plus tôt et par le nationalisme kémalien fort présent au nord du pays. A cause de cela, d'une mauvaise communication entre Fayçal et les autorités française³⁷ ainsi que de l'ambition du général français en poste sur le terrain, le haut-commissaire en Syrie et au Liban Henri Gouraud, l'affrontement était inévitable³⁸. Les troupes syriennes furent écrasées à quelques kilomètres de Damas le 24 juillet 1920, sonnant le glas du rêve d'indépendance arabe né avec le chérif Hussein quelques années auparavant. Fayçal écrivit cette lettre aux Français avant de s'exiler en Angleterre³⁹ : « Si les nations d'aujourd'hui vivaient au temps du Moyen Âge où la force seule faisait le droit et l'épée seule tranchait les litiges, votre conduite aurait été parfaitement conforme aux lois établies. Cependant, si la grande guerre que nous avons menée aux côtés des Alliés pour obtenir notre liberté et notre indépendance

³⁵ FILIU Jean-Pierre, *Le miroir de Damas : Syrie, notre histoire*, Paris : Editions La Découverte, 2017, page 205.

³⁶ Idem, page 206.

³⁷ La lettre de Fayçal acceptant les conditions françaises semble être arrivé trop tard pour empêcher le conflit. De plus, le « Roi » de Syrie n'était pas reconnu comme légitime ni par le gouvernement français ni par le haut-commissaire en poste sur place. Dans tous les cas, les Français semblaient vouloir en découdre.

³⁸ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, pages 48-51.

³⁹ Les Britanniques lui offrirent par la suite le trône d'Irak, initialement promis à l'un de ses frères.

a réellement atteint son but qui est la consécration du droit par le droit et l'écrasement du militarisme, si les principes du congrès de la paix – qui a proclamé la liberté des peuples et le droit de se gouverner par eux- mêmes – ne sont pas de vains mots et le pacte de la Société des Nations – qu'Alliés et ennemis ont signé –, abolissant la guerre et l'asservissement des peuples, reste à l'honneur, la force française qui a occupé la zone et dont j'ai la direction ne peut être considérée que comme un instrument d'oppression et devra être traitée comme tel. »⁴⁰. C'est donc en ignorant complètement son droit à l'autodétermination, ses attentes et les valeurs d'idéal démocratique, tant plébiscitées durant la première guerre mondiale, que la France prit possession de la Syrie avec les encouragements de la SDN⁴¹.

IV. Le mandat français

a) La France pose son jeu



Divisions territoriales des mandats français et britanniques⁴².

⁴⁰ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, pages 50 et 51.

⁴¹ De fait, la SDN octroyant à la France un mandat sur la Syrie, elle légitimise et légalise donc les actions françaises aux yeux de la communauté internationale.

⁴² BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, 400 pages.

Dans un premier temps, la puissance mandataire s'employa à diviser la Grande Syrie tant sur le plan géographique que politique. C'est ainsi que le Grand Liban fut créé et déclaré indépendant dès septembre 1920⁴³. À la suite de cette déclaration, la Syrie perdit une grande partie de son littoral méditerranéen ainsi que la plaine de la Bekaa, une vallée fertile s'étendant sur toute la partie orientale du nouvel Etat. Cette amputation fut extrêmement mal vécue par la Syrie qui ne l'accepta pas⁴⁴. En revanche, le pays resta sous l'influence directe de la Syrie de manière presque continue et ce, du départ des Français jusqu'à aujourd'hui. La stratégie française ne s'arrêta pas en si bon chemin et les régions respectives d'Alep et de Damas formèrent également deux « Etats » distincts⁴⁵. Aussi, le Sandjak⁴⁶ d'Alexandrette, compris dans ce premier « Etat », se vit octroyer une certaine autonomie afin de satisfaire le voisin turc et son nationalisme grandissant grâce à sa grande figure, Mustafa Kemal⁴⁷. Le Djebel druze reçut, quant à lui, un statut particulier ainsi qu'une administration et une juridiction qui lui étaient propres, à l'instar des Alaouites pour lesquelles la France créa des frontières⁴⁸. Finalement, la totalité du littoral syrien jouit, à cette époque, soit d'un statut spécial, soit ni plus ni moins d'une réelle indépendance. L'objectif de ces nombreuses divisions est multiple. Tout d'abord, il permettait aux autorités françaises de se rapprocher de certaines minorités, flattées par une certaine autonomie ou reconnaissance nouvelle. Ensuite, diviser le territoire, c'était également le diviser politiquement et ainsi entraver la libre circulation des idées. A l'instar des portes coupe-feu, les nouvelles frontières étaient censées isoler la contestation dans ce cas-ci. Enfin, cela permettait d'entraver considérablement tout projet pan arabe par, notamment, la difficulté pratique que cette division entraîne. Mais également par les identités spécifiques flattées et donc moins enclines à se jeter dans un projet plus global⁴⁹. Cette politique est bien résumée par Raymond O'Zoux, auteur de l'ouvrage *Les États du Levant sous mandat français*. Bien que les propos de ce dernier soient

⁴³ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 54.

⁴⁴ Il faudra attendre 2008 pour que Damas accepte d'y installer une ambassade à Beyrouth, signe de reconnaissance de la souveraineté du pays.

⁴⁵ FILIU Jean-Pierre, *Le miroir de Damas : Syrie, notre histoire*, Paris : Editions La Découverte, 2017, page 208.

⁴⁶ Un Sandjak est une subdivision administrative.

⁴⁷ Mustafa Kemal est la figure emblématique du nationalisme turc. Considéré comme le fondateur de la Turquie, l'homme influencera grandement les pays voisins par son très appuyé message d'émancipation nationaliste.

⁴⁸ FILIU Jean-Pierre, *Le miroir de Damas : Syrie, notre histoire*, Paris : Editions La Découverte, 2017, page 208.

⁴⁹ TAHA Zakaria, « La construction nationale syrienne face aux dynamiques identitaires et communautaires », *Vers un nouveau Moyen-Orient ? Etats arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*, 2016.

légèrement datés en comparaison avec les valeurs contemporaines, cela permet de mieux comprendre l'état d'esprit des autorités françaises de l'époque. Celui-ci nuance le célèbre adage « il faut diviser pour mieux régner » en indiquant plutôt que Paris a surtout « divisé pour isoler, et, partant, atténuer les fanatismes. »⁵⁰. Par « fanatisme », l'auteur décrit ici les aspirations à l'autonomie et à la liberté des différentes populations de la région. En plus de montrer le mépris des Français à l'égard du droit à l'autodétermination des peuples soumis sous leur mandat, ces propos indiquent toute la considération que certains occidentaux pouvaient éprouver au regard des revendications identitaires en tant que telles de ces peuples.

b) La fronde du peuple syrien

Néanmoins, la réussite de cette stratégie fut toute relative pour la puissance mandataire. Ainsi, un événement particulièrement traumatisant pour le peuple syrien vint marquer l'échec de la stabilisation du pays, le bombardement de Damas. Pour donner suite au premier découpage territorial, les Français remanièrent à différentes reprises les frontières du pays au gré des circonstances rendant, par la même occasion, la situation floue et instable. Par ailleurs, la France apparut dès le début comme une force occupante et adversaire des arabes, en témoigne l'écrasante défaite infligée aux troupes nationalistes syriennes durant l'été 1920. Un sentiment anti-européen, voire même pro-kémalien se développa ainsi durant plusieurs années⁵¹. Les premières années du mandat furent difficiles pour les autorités françaises en Syrie. Cependant, grâce aux efforts des différents agents sur place, la situation fut alors relativement apaisée dans le pays. Le calme ne perdura pas longtemps car on assista à un changement drastique de contexte lors des élections législatives françaises de 1924. De ce fait, c'est un cabinet de gauche radicale et anticlérical qui se forma à la suite de celles-ci. Ce changement politique eut de grandes conséquences au Levant pour deux raisons principales. La première fut le remplacement du Haut-Commissaire en Syrie et de son équipe par un individu, le général Sarrail, représentant davantage les convictions du cabinet. L'homme, anticlérical, en mal de prestige et dénué de charisme, enchaina les mauvaises décisions dans une région où l'accomplissement et les convictions personnelles sont d'une importance toute particulière. La seconde

⁵⁰ Raymond O'Zoux, *Les États du Levant sous mandat français*, Paris : Larose, 1931, p. 72.

⁵¹ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, pages 45-47.

conséquence se matérialisa sur le terrain par un double mouvement politique dans la région. Ainsi, les Chrétiens du pays se mobilisèrent, craignant d'être abandonnés par une politique antireligieuse, tandis que de leur côté, une autre partie des Syriens nourrissaient l'espoir que cette nouvelle majorité de gauche soit sensible à leur volonté d'émancipation⁵². Finalement, il suffisait d'ajouter à tout cela une diminution des effectifs militaires métropolitains pour que la région se retrouve dans une nouvelle phase d'instabilité.

C'est de cette manière qu'une légère révolte commencée dans le Djebel druze en juillet 1925 se généralisa vite grâce à des alliances de fortune réalisées dans un seul et même but, s'émanciper de l'autorité française. C'est en se proclamant l'héritière de Fayçal que cette révolte convergea vers Damas où l'agitation faisait rage au sein de certains quartiers. L'insécurité grandissante dans la capitale fut la raison de son bombardement, sans sommation préalable, par l'artillerie française le soir du 18 octobre de la même année⁵³. Il est difficile de connaître le bilan humain de cette tragédie. Cependant, les estimations sur l'ensemble de la révolte tablent sur environ 10 000 morts du côté syrien, essentiellement des civils, pour 2500 à 6000 pertes militaires françaises. À l'époque, cet événement représenta un choc pour tout le monde arabe ainsi que pour une partie de la population française. Il faudra environ deux ans et un nouveau Haut-Commissaire pour que la France redresse entièrement la situation. Malgré le fait que cet événement dévoile au grand jour la précarité avec laquelle la puissance mandataire contrôle le territoire, l'enseignement principal est tout autre. De ce fait, la rébellion syrienne a surtout montré l'incapacité des différentes, et nombreuses, communautés de la région à s'allier et s'entendre de manière efficace. Ainsi, les quelques alliances politiques passées au début de la révolte s'écroulèrent dès les premières déconvenues. La pseudo-unité nationale prônée sous les couleurs de Fayçal était donc déjà bien loin, pourtant à peine quelques années plus tard. Cela permet alors d'apprécier la clairvoyance, à défaut de sa réussite, de la stratégie française ayant misé sur la division des différentes communautés afin d'asseoir son pouvoir sur la région. Tout observateur averti comprend alors, à ce moment-là, que la

⁵² Idem, pages 79-81.

⁵³ Idem, page 92.

mosaïque syrienne représentera un défi de taille pour tous ceux cherchant à la contrôler.

Dans un second temps, et pour donner suite aux tragiques événements de Damas, la France accorda aux Syriens la constitution d'une assemblée constituante en juin 1928. Cette assemblée, était majoritairement composée de députés modérés relativement favorables à la présence française. Ce sont pourtant les députés nationalistes qui domineront les débats et qui ne cesseront de réclamer l'indépendance. Paris, peu encline à perdre la moindre influence au Levant, resta sourde à ces revendications jusqu'aux élections française de 1936. Comme une dizaine d'années auparavant, c'est un changement de coloration dans la majorité politique métropolitaine qui servira de déclencheur. A partir de cette année-là, les discussions franco-syriennes concernant la fin du mandat devinrent enfin plus concrètes et aboutirent à l'élaboration d'un traité franco-syrien ainsi qu'à l'établissement d'une présidence syrienne⁵⁴. Cependant, la montée des tensions sur la scène internationale poussa les Français à signer et à ratifier un traité d'amitié avec la Turquie en octobre 1939. Cette dernière, inquiète pour ses prétentions sur le Sandjak d'Alexandrette, profita ainsi de sa position géographique stratégique en Méditerranée. En ratifiant ce traité, la France trahit dans le même temps les aspirations syriennes et les promesses faites à leurs égards. Elle sacrifia, par la même occasion, Alexandrette au profit des Turcs. Cet événement représenta un énième coup de poignard dans le dos de l'intégrité syrienne et dévoila au grand jour les réelles préoccupations françaises. Le monde entraît alors dans la Seconde guerre mondiale et la situation syrienne n'avait pas beaucoup évolué depuis la fin de la précédente. Le mandat de la SDN, qui prévoyait pourtant que la France prépare le pays à l'indépendance, fut donc un échec retentissant à l'image de l'organisation qui s'écroula en même temps que la paix.

⁵⁴ FILIU Jean-Pierre, *Le miroir de Damas : Syrie, notre histoire*, Paris : Editions La Découverte, 2017, page 213-220.

V. La Seconde guerre mondiale et l'indépendance

a) Encore une fois, le chaos

C'est un peuple syrien déçu et malmené qui se présente à l'aube du conflit. Un projet de constitution qui n'aboutira jamais malgré les nombreuses concessions syriennes, une promesse d'indépendance effective pour le 31 janvier 1940 tout simplement ignorée, tout cela agrémenté de voltefaces et de répressions violentes⁵⁵. Une chose est sûre, les frustrations syriennes ne manquaient pas lorsque le régime de Vichy fut établi. Afin de garder une influence dans la région et surtout, pour ne pas laisser les portes grandes ouvertes aux Britanniques, les représentants de la France libre promirent alors l'indépendance à tous les peuples du Levant. Le soutien de ces peuples représentait alors un enjeu de taille face à l'avancée de l'Afrikakorps du général nazi, Erwin Rommel. Une fois la région maîtrisée par les Alliés, les représentants de la France libre en profitèrent pour déclarer dans la foulée l'indépendance⁵⁶ de la Syrie, le 28 septembre 1941, et du Liban, le 26 novembre de la même année, afin d'apaiser la population⁵⁷. Cependant, cela n'empêcha pas de nouveaux troubles durant toutes les années de conflit et Damas fut à nouveau bombardée en mai 1945. L'aviation et l'artillerie française pilonnèrent ainsi la ville du 29 au 30 mai, faisant environ 400 morts et des centaines de blessés. Ce cauchemar, qui dura 36 heures détruisit également une partie de la ville et notamment le parlement syrien lui-même. Dès le 1^{er} juin, Winston Churchill intervint en personne en tant que modérateur afin que les affrontements franco-syriens cessent enfin. Néanmoins, il faudra attendre le printemps 1946 pour que l'inéluctable départ français soit acté. Le bilan de ces années de mandat fut particulièrement désastreux pour l'Hexagone, dont la violence, difficilement avouée par le général De Gaulle⁵⁸, contrasta avec l'idéalisme du 18 juin 1940⁵⁹. Malgré cela, la puissance mandataire laissa pourtant derrière elle un pays modernisé, passant du statut de province ottomane d'un autre âge à celui d'Etat moderne. Ainsi, le pays fut alors doté d'infrastructures encore inexistantes deux

⁵⁵ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, pages 97-114.

⁵⁶ Une indépendance toute relative car les Français imposèrent de nombreuses conditions, notamment en termes de politique, au préalable.

⁵⁷ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, pages 120 et 121.

⁵⁸ DE GAULLE Charles, *Mémoires de guerre*, Paris : Plon, 1959, Tome 3, page 525.

⁵⁹ Date de l'appel du Général de Gaulle à la résistance française face à l'occupation depuis les locaux de la BBC.

décennies plus tôt, à l'instar de certains établissements académiques et administratifs⁶⁰.

b) Enfin survint l'indépendance

Les premières années de l'indépendance furent assez chaotiques au niveau politique. Les divergences d'opinions s'accrochèrent progressivement une fois l'adversaire commun rentré en Europe. Aussi, une corruption quasi-généralisée gangréna la classe politique. C'est dans ce contexte politique difficile que se déclencha la première guerre israélo-arabe de 1948. La coalition arabe, dans laquelle fut engagée la Syrie, subit alors une défaite qui marqua fortement les esprits. Le traumatisme fut particulièrement puissant dans une Syrie où l'idéal pan arabe n'a jamais vraiment quitté les esprits. La responsabilité de la défaite fut alors largement mise sur le dos de la classe dirigeante, principalement par des officiers. C'est à cette époque que l'armée commença à s'immiscer dans la vie politique du pays. C'est ainsi qu'un premier coup d'Etat militaire se produisit le 30 mars 1949, amorçant une période de 21 ans de troubles politiques presque continus. Preuve de l'instabilité régnant durant cette période, ce n'est pas moins de 11 chefs d'Etat qui se succéderont, bien souvent par le biais de coup d'Etat⁶¹. Durant cette période, les Etats-Unis, encore discrets dans la région, tentèrent d'amener la Syrie dans le camp occidental. De fait, la Guerre Froide s'installant rapidement à la suite de la Seconde guerre mondiale, il devint vite impératif de contrebalancer l'Egypte de Nasser qui se rapprochait progressivement de l'URSS. Néanmoins, même la visite de l'influent secrétaire d'Etat américain John Foster Dulles⁶² n'y changea rien et la Syrie garda sa neutralité. La situation changea toutefois avec la montée en puissance du parti Baas en interne et de celle du nationalisme arabe du président égyptien Nasser.

⁶⁰ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 124.

⁶¹ Idem, page 128.

⁶² Secrétaire d'Etat américain sous l'administration du président Eisenhower de 1953 à 1959, année de son décès.

VI. La Guerre Froide au Proche orient

a) L’Egypte du Général Nasser

A cette époque, Gamal Abdel Nasser, alors président de l’Egypte à la suite de son coup d’Etat et du renversement de la monarchie en 1952, est l’homme fort du monde arabe. La nationalisation de la société du canal de Suez en juillet 1956, alors aux mains des Français et des Britanniques⁶³, marqua fortement les esprits. Ainsi, un Etat arabe pouvait faire reculer deux grandes puissances européennes. Mieux encore, cet évènement acta la déchéance de statut de ces deux Etats et changea considérablement la perception et le fonctionnement de l’ordre mondial. En effet, les Français et les Britanniques réagirent avec force à cette nationalisation afin de protéger leurs intérêts. Ils s’allièrent secrètement avec Israël et lancèrent une action militaire conjointe envers l’Egypte, sans l’accord du conseil de sécurité de l’ONU, qui débuta le 29 octobre. L’alliance fonctionna très bien sur le plan militaire avec une avancée rapide et efficace en terrain égyptien jusqu’à la signature d’un cessez-le-feu le 7 novembre. Néanmoins, cette victoire militaire fut vite balayée par l’intervention américaine et russe en faveur d’un retrait des forces occupantes. La France et la Grande-Bretagne quittèrent le pays en décembre, les Israéliens en mars 1957. Ce fut une victoire politique écrasante pour Nasser qui jouit d’une très grande popularité dans tout le monde arabe. De plus, son action mit hors-jeu les deux puissances historiques dominantes de la région et leur alliance avec Israël en a fait les ennemies des Arabes. Nonobstant, cette grande victoire, le président Nasser la doit principalement aux Soviétiques qui menacèrent les envahisseurs d’attaque nucléaire, ceux-ci cherchant à consolider leur influence dans la région. Le dirigeant la doit également aux Américains, qui exigèrent le retrait des troupes européennes afin de désamorcer la crise et ainsi éviter un potentiel affrontement nucléaire entre l’OTAN et l’URSS. Pourtant, l’Egypte subissait une défaite cuisante sur le plan militaire. Sachant cela, il convient de faire remarquer que l’histoire aurait pu être tout autre sans leur intervention. A partir de ce moment-là, seules deux superpuissances, les USA et l’URSS, établirent les règles géopolitiques internationales et cherchèrent à garantir la stabilité au sein du concert

⁶³ La construction du canal fut financée, à l’origine, par la France et l’Egypte. Le Royaume-Uni racheta néanmoins plus tard la part de l’Egypte, encore sous un régime monarchique.

des nations⁶⁴. Par ailleurs, l'URSS gagna en popularité dans la région et devint, en quelque sorte et de manière totalement intéressée, la garante des intérêts géopolitiques arabes⁶⁵.

b) L'union syro-égyptienne

C'est dans ce contexte qu'un rapprochement syro-égyptien renforcé s'effectua. Déjà en 1955, un pacte de défense fut signé le 20 octobre entre Le Caire et Damas en réponse au pacte de Bagdad⁶⁶. Marchant dans les traces de l'Egypte, les Syriens obtinrent un accord d'aide militaire soviétique avec Moscou. Ce rapprochement était déjà bien amorcé avant la crise de Suez mais ces événements apportèrent trois modifications majeures aux préoccupations syriennes. Tout d'abord, l'attaque immédiate de l'éphémère alliance tripartite⁶⁷ contre l'Egypte raviva chez les Syriens la peur d'être attaqués militairement sur leur territoire. Il devint donc urgent pour ces derniers de fonder des alliances solides dans la région afin de contrer cette éventualité. Ensuite, le récent effacement du Moyen-Orient des anciennes puissances dominantes étrangères offrit une marge de manœuvre accrue aux pays de la région par le vide laissé. Enfin, conséquence directe de l'élément précédent dans le contexte de la Guerre Froide, les Etats-Unis s'empressèrent de combler le manque avant que l'URSS ne s'engouffre dans la brèche. Ainsi, la « Doctrine Eisenhower », adoptée en début d'année 1957, autorisa Washington à utiliser la force pour aider tout Etat « contre une quelconque agression armée venant d'un pays contrôlé par le communisme international »⁶⁸. Cette doctrine exacerba alors les craintes syriennes concernant une éventuelle attaque sur leur propre sol. Cela poussa d'ailleurs Damas dans les bras soviétiques, et ce, pour une longue période.

⁶⁴ D'ENCAUSSE C. Hélène, *La politique soviétique au Moyen-Orient : 1955-1975*, Paris : Presses de Science Po, 1975, page 82.

⁶⁵ Idem, page 80.

⁶⁶ Celui-ci est signé en février 1955 par l'Irak et la Turquie dans le but de contenir l'influence soviétique dans la région notamment. Ils seront ensuite rejoints par le Royaume-Uni, le Pakistan et l'Iran.

⁶⁷ Royaume-Uni, France et Israël.

⁶⁸ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 145.

Au vu de ces circonstances, les autorités syriennes misèrent alors sur leurs aspirations pan-arabiques pour prospérer. C'est pourquoi la création d'une République Arabe Unie (RAU), comprenant l'Égypte et la Syrie, fut proclamée le 1^{er} février 1958⁶⁹. À la suite de la tenue d'un référendum, c'est la forte personnalité de Nasser qui l'emporta. Il devint ainsi le premier président, et le seul, de cette surprenante union. De fait, la Syrie choisit ainsi étonnamment de renoncer à une indépendance si difficilement acquise. Son choix fut bien évidemment dicté par des difficultés internes ainsi que par le contexte géopolitique anxiogène mais ce ne fut pas les seules raisons. Le Baas, parti au pouvoir en Syrie, pensait également pouvoir diffuser ses idéaux en Égypte et ainsi, amorcer le fameux projet d'unité arabe grâce à l'impulsion donnée par la figure de Nasser. Malheureusement, l'utopie fut de courte durée pour les Syriens qui tombèrent vite sous l'autoritarisme égyptien. Celui-ci se fit de plus en plus écrasant au fur et à mesure que les appuis politiques locaux quittaient le navire. Cette situation particulièrement difficile à vivre pour les officiers militaires syriens relégués au second plan mena à la création d'un comité préparant la nouvelle Syrie.

c) L'indépendance, à nouveau et à jamais

A partir de cette désillusion, la branche plus radicale du Baas prit le dessus. C'est de cette mouvance qu'est d'ailleurs issu le noyau dur de ce comité. Au sein de celui-ci on retrouve, entre autres, une personnalité qui marqua et façonna la Syrie contemporaine, Hafez Al-Assad. Accompagné de quatre autres hauts gradés baasistes, ils préparèrent le coup d'État du 28 septembre 1961 qui mit fin à l'éphémère RAU. Une fois l'indépendance reconquise, s'ensuivit alors un combat interne entre les multiples convictions politiques et idéologiques. C'est le parti Baas qui tira le mieux son épingle du jeu en prenant officiellement le pouvoir en mai 1964, conséquence d'un énième coup d'État, pour ne plus jamais le quitter⁷⁰. Puis, éclata une inévitable lutte intestine au sein même du parti pour la conquête du pouvoir. Dans un premier temps, les plus modérés l'emportèrent et dirigèrent le pays. Néanmoins, l'aile radicale du parti attendit patiemment son heure. La rupture se produisit de façon irrémédiable au début de l'année 1966 lorsque l'aile radicale du parti prit le pouvoir par la force, creusant par la même occasion la tombe du parti « historique ». Salah Bitar, l'un de ses

⁶⁹ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 147.

⁷⁰ Idem, page 151.

fondateurs, déclara celui-ci disparu alors qu' « un nouveau Baas - dogmatique, sectaire, coupé du peuple et, par-dessus tout, régionaliste - est sorti des mains de ceux qui ont pris le pouvoir. »⁷¹. Ce schisme, pouvant être comparé à celui qu'a connu le communisme avec la rupture entre Pékin et Moscou, modifia durablement les rapports de force politiques et institutionnels de la Syrie.

VII. La perte du Golan

a) Israël : L'ennemi juré

Une fois la nouvelle direction installée, le discours concernant Israël se durcit. Dans les faits, cela se traduisit par un soutien accru à la Palestine en réalisant des actes de guérilla contre les positions israéliennes. L'Etat hébreu ne resta pas muet face aux provocations syriennes et égyptiennes faisant grimper la tension jusqu'au déclenchement d'un nouveau conflit ouvert. La Guerre des six jours, qui éclata le 5 juin 1967, fut un véritable désastre pour les Etats arabes. Le Sinaï, Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est et le Golan furent envahis par Israël en à peine six jours. La perte de ce dernier représenta une véritable humiliation pour les Syriens qui ne recouvrirent pas leur souveraineté sur ce territoire. Par ailleurs, au-delà de ce traumatisme, l'éclatante défaite syrienne eut une autre conséquence majeure sur le pays. De ce fait, un nouveau conflit politique éclata entre l'aile civile du parti⁷², dirigée par Salah Jedid, le chef du gouvernement, et l'aile militaire, représentée par Hafez Al-Assad alors ministre de la Défense. Depuis le dernier coup d'Etat, ces deux personnalités se partageaient le pouvoir réel, tant l'armée gagna en importance au fil du temps. Cependant, cette cohabitation devint particulièrement compliquée à la suite de la perte du Golan. C'est finalement la crise jordanienne de 1970 qui servit d'élément déclencheur. L'armée régulière jordanienne affronta ainsi l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) afin de sécuriser son territoire. Cependant, les deux hommes forts de la Syrie n'étaient pas d'accord sur l'attitude à adopter face à la crise. Jedid envoya une division blindée soutenir l'OLP alors qu'Al-Assad ordonna à son aviation de ne pas bouger. Les divergences d'opinions devinrent insurmontables et il fut alors

⁷¹ Idem, pages 163 et 164.

⁷² Parti que l'on qualifia dorénavant de « néo-baasiste ».

inévitables que l'un des deux camps s'incline. Le 13 novembre, c'est le général Al-Assad qui prit les devants en envoyant ses troupes occuper les bâtiments publics et arrêter ses opposants politiques. Il réalisa ainsi un coup d'Etat « pacifique », en ce qu'il n'impliquait pas la population. Cela lui permit de réaliser une transition fluide entre les différents niveaux de pouvoir. Après de nombreuses années rythmées par des coups d'Etat, des tromperies et une instabilité politique quasi-permanente, Hafez Al-Assad accéda au pouvoir le 16 novembre 1970. Il ne quitta d'ailleurs son rôle de leader qu'à sa mort, trente ans plus tard.

b) Une alliance retrouvée

Néanmoins, la perte du Golan resta une défaite personnelle pour le nouveau président. Afin de consolider son pouvoir, il était impératif de redorer le blason syrien en réparant cette erreur. Ainsi, il commença par se rapprocher à nouveau de l'Egypte, elle aussi humiliée par la dernière guerre, l'ayant opposée à Israël. De cette manière, Sadate, passant de vice-président à président à la mort de Nasser le 28 septembre 1970, et Al-Assad formèrent une nouvelle collaboration durant l'année 1973. L'objectif était double pour le nouveau dirigeant syrien : reconquérir les territoires perdus six ans plus tôt et sortir le pays de son isolement régional. Galvanisé par de l'équipement soviétique dernier cri et par un plan de bataille permettant d'étrangler l'Etat hébreu sur deux fronts en simultané⁷³, la confiance était au plus haut dans le camp arabe. L'offensive fut déclenchée le 6 octobre et les forces armées arabes enchainèrent les victoires dans un premier temps. Cependant, alors que les troupes syriennes avançaient bien sur le Golan, les Egyptiens s'arrêtèrent très tôt, montrant que l'objectif était bien différent pour les deux chefs d'Etats. Al-Assad voulait une avancée maximale pour une retentissante victoire alors que Sadate souhaitait, avant toute chose, secouer les Israéliens afin de les faire revenir à la table des négociations. L'incompréhensible stratégie égyptienne cousta très cher aux forces syriennes qui, subissant de plein fouet toute la puissance israélienne, durent irrémédiablement reculer. Les lignes de 1967 furent ainsi réactualisées mais la géopolitique régionale a, quant à elle, bel et bien évolué.

⁷³ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 212.

Au crépuscule de la guerre, c'est son très influent diplomate, Henry Kissinger alors Secrétaire d'Etat et Conseiller à la sécurité nationale, que Washington chargea de désamorcer la situation. Grâce à sa fameuse politique des « petits pas »⁷⁴, l'homme parvint à se poser comme l'unique interlocuteur crédible face aux différents belligérants. De ce fait, les Etats-Unis avaient tout intérêt à se montrer dominants dans cette affaire tant ils avaient à y gagner. L'objectif premier consistait à éviter la défaite à Israël. Celui-ci étant atteint⁷⁵, Washington s'affaira, par la suite, à empêcher que l'humiliante défaite arabe de 1967 ne se répète. Les Américains cherchaient ainsi à atteindre une sorte d'équilibre afin que les différents acteurs soient plus à même de négocier. La Syrie parvint ainsi à obtenir une bande de terre d'environ 510 km carré qu'elle avait réussi à reprendre durant la guerre⁷⁶. Cependant, Israël tarda à respecter ses engagements et une force onusienne dut être mise en place afin d'arbitrer le désengagement. Néanmoins, les conséquences de cette guerre et de l'implication américaine furent nombreuses. La plus importante fut sans aucun doute la mise à l'écart des Soviétiques grâce à un réchauffement dans les relations syro-américaines et égypto-américaines. Cet élément fut officialisé par la visite du président américain Nixon à Damas en juin 1974. Du côté de la Syrie, le bilan de la guerre était loin d'être totalement négatif. C'est pourquoi, en plus des territoires repris, Damas put se réjouir de voir son régime consolidé par la récente démonstration de l'efficacité de ses forces armées, ayant fait trembler son pire ennemi. Enfin, ce fut également une victoire sur le plan géopolitique car c'en était fini de l'isolement syrien. Hafez Al-Assad devint donc, par ces différentes manœuvres politiques internes et régionales, un acteur majeur du Proche-Orient⁷⁷.

Ce voyage à travers l'histoire mit en exergue la complexité parfois native mais souvent artificielle de la Syrie ainsi que de sa région au global. Après des décennies de manœuvres politiques meurtrières, un homme parvint, en apparence du moins, à unifier le pays sous un pouvoir centralisé et fort. Pourtant, certains événements précédemment évoqués, à l'instar du mandat français, montrent que la mosaïque

⁷⁴ COPPOLANI Antoine, « Henry A. Kissinger et les négociations sur le Proche-Orient : de la « diplomatie de l'immobilisme » à la « diplomatie de la navette » », *Relations internationales*, mars 2008, n° 135, pages 73-97 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2008-3-page-73.htm>, consulté le 20 janvier 2021.

⁷⁵ Les USA, en tant que proches alliés d'Israël ne pouvait accepter une invasion en territoire hébreu.

⁷⁶ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 221.

⁷⁷ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 221.

syrienne était difficilement contrôlable sous une nation unifiée. Pour comprendre cette réalisation, la partie suivante s'attardera ainsi sur les tenants du pouvoir syrien contemporain, articulé autour de la famille Al-Assad.

Deuxième partie : La Syrie des Al-Assad

En novembre 2020, cela faisait un demi-siècle que les Al-Assad dominaient la Syrie : le père d'abord, le fils ensuite. Ceux-ci gardèrent la colère populaire sous silence pendant quarante ans. En 2011, celle-ci explosa en divisant et ruinant le pays entier. Pourtant, Bachar Al-Assad est toujours, en 2021, le dirigeant officiel du peuple syrien. Les pages suivantes tâcheront de saisir les mécanismes qui ont permis à la famille Assad de garder le pouvoir durant tant d'années.

I. Les composantes du pouvoir

Depuis la prise de pouvoir de l'aile « radicale » du parti Baas, la Syrie moderne se compose de trois éléments indissociables faisant office de « piliers » du régime. Présente sur le devant de la scène depuis les premières années de l'indépendance, l'armée forme l'un de ces piliers. Cette composante fut d'autant plus marquante avec l'arrivée d'Hafez Al-Assad au poste de ministre de la Défense. De fait, celui-ci profita de sa position afin de travailler à la mutation des cadres militaires afin que le commandement lui soit fidèle. Cela lui fut particulièrement profitable lors de son coup d'Etat de 1970 durant lequel il ne dut tirer aucun coup de feu⁷⁸, rendant sa prise de pouvoir plus anecdotique que celle de ses prédécesseurs. Néanmoins, c'est par la force que le président alaouite fit prospérer son régime. Les différentes purges politiques commises les années précédentes contre les sunnites ou les druzes facilitèrent grandement la tâche du président dont bon nombre d'opposants furent d'ores et déjà mis hors course. Pourtant, connaissant très bien le contexte d'instabilité politique permanente du pays et son incapacité à se doter d'un leadership efficace sur la durée, Al-Assad installa un climat de peur au sein des différentes strates de la société, sans exception. La répression perpétrée par le régime était alors impitoyable en cas de dissidence. Le leader montra qu'il ne voulait prendre aucun risque lorsque le général Mohamed Omrane fut assassiné en 1972. L'homme était le chef du comité du Caire, dont faisait partie Al-Assad. Il poussa d'ailleurs la Syrie hors de la RAU. Pourtant exilé au Liban et esseulé depuis le coup d'Etat de 1966, le général fit les frais de l'implacable politique de nouveau président. En résumé, c'est à travers ses services

⁷⁸ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 174.

secrets et sa brutalité que ce dernier préserva le pays de coup d'Etat dont il était jusqu'alors trop accoutumé.

Le second pilier représente, quant à lui, l'une des nombreuses communautés présentes en Syrie, les Alaouites. Persécutés durant des siècles, ces derniers profitèrent de la politique française pour gagner en importance. Celle-ci s'appuyait en effet sur les minorités. Une fois l'indépendance acquise, les Alaouites éliminèrent peu à peu leurs opposants pour concentrer *in fine* le pouvoir entre leurs mains. De ces siècles d'oppression découla une soif insatiable de pouvoir, que la communauté assouvait en s'immisçant dans toutes les couches dirigeantes de la société. Par conséquent, on les retrouva aux postes importants de l'armée, de l'administration ou encore du parti. Cette peuplade ne représentait pourtant qu'environ dix pourcents de la population. Cette importante minorité numérique ne les empêcha pas de contrôler la société pour autant. Les alaouites nourrissaient des ressentiments particuliers à l'égard de la communauté sunnite, qui fut particulièrement dure envers eux dans le passé. En effet, les sunnites ne reconnurent pas les alaouites comme de « véritables musulmans » durant des années. Ils allèrent même jusqu'à les persécuter. Malgré cela, les Alaouites durent tout de même composer avec les autres communautés, étant donné leur écrasante minorité. De plus, bien que l'identité communautaire était une composante importante, elle n'était ni la seule, ni la plus importante en Syrie.

Enfin, la troisième et dernière composante vitale du régime syrien est ce qui permet d'unifier et de justifier politiquement le régime et ses actes : le parti Baas. Ce dernier participait déjà au pouvoir depuis de nombreuses années. Par ailleurs, c'était le principal instigateur du projet d'union avec l'Egypte. C'est également de ce parti que furent issus les membres du comité du Caire. Toujours dans l'optique d'asseoir et de légitimer son pouvoir, Hafez Al-Assad désira passer à la vitesse supérieure. Par conséquent, une nouvelle constitution fut proposée au peuple syrien via un référendum en mars 1973. Celle-ci précisa certains éléments comme le fait que la République syrienne est « un Etat démocratique, populaire, socialiste et souverain »⁷⁹. Cela signifiait également que des pouvoirs plus importants seraient accordés au président. Indépendamment de cela, l'élément principal de cette nouvelle constitution concernait le parti. En effet, celle-ci stipulait que le Baas « est le parti dirigeant de la société et de

⁷⁹ BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 185.

l'Etat »⁸⁰, institutionalisant ainsi sa suprématie. L'emprise du parti, dirigé *de facto* par Al-Assad, devint alors totale et immuable. En résumé, le président syrien concentra entre ses mains, le pouvoir exécutif par son poste, le pouvoir législatif à travers le parti, et le pouvoir militaire via les cadres qui lui étaient fidèles.

II. Hafez Al-Assad

a) L'identité du dirigeant

Afin de bien comprendre le fonctionnement du régime syrien, il semble utile de se focaliser un instant sur la personnalité de son leader et architecte principal. Hafez Al-Assad, né le 6 octobre 1930 et issu d'une famille modeste alaouite, a grandi dans le contexte particulier du mandat français. Il vécut alors les différentes péripéties de la politique française, qui s'appuyait à l'époque sur les minorités et les conflits intra-alaouites. En effet, cette minorité se divisa en deux clans durant cette période. D'un côté, elle comptait ceux qui profitaient de la présence française pour grimper les échelons du pouvoir et ainsi tenter d'obtenir l'indépendance de leur région en concordance avec le projet français⁸¹. De l'autre, il y avait ceux qui refusaient de faire « cavaliers seuls » et qui prônaient les bienfaits d'une nouvelle Syrie politique unie⁸². Quoi qu'il en soit, le jeune Hafez fut l'un des premiers à jouir de la modernisation des régions reculées du pays. Cela lui permit d'ailleurs d'accéder à une éducation convenable. L'adolescent se politisa très rapidement et entama, dès le lycée, quelques actions militantes en faveur d'un Etat syrien uni. Cette volonté unificatrice ne quitta jamais le jeune homme. Ainsi, Al-Assad fut l'un des grands défenseurs de la thèse panarabe et ses discours allèrent systématiquement en ce sens. Par ailleurs, s'il mit tant d'énergie dans la cause palestinienne, ce n'était pas seulement par stratégie militaire ou par pur acte de fraternité arabe. Hafez considérait tout simplement ces territoires comme faisant partie intégrante de la « Grande Syrie » et donc de son pays. De ce fait, n'ayant jamais accepté les accords Sykes-Picot qui dessinaient artificiellement les frontières de la région, il se posa souvent comme le protecteur des

⁸⁰ Ibidem.

⁸¹ Idem, page 180.

⁸² Ibidem.

intérêts arabe face à l'avidité occidentale⁸³. Ces convictions, Al-Assad put les développer au sein du parti Baas qu'il intégra à 16 ans, à peine deux ans après la création de celui-ci, en 1944. Comme de nombreux alaouites, Al-Assad poursuivit sa formation à l'académie militaire, qui lui octroya le grade de lieutenant en 1955. Celle-ci lui permit de bénéficier d'une éducation gratuite, avec de grandes possibilités d'avancement en termes de carrière. Il entra ensuite à « l'Ecole de l'air » d'Alep où il reçut le grade de capitaine en 1958. Cette génération de Syriens fut alors grandement influencée par les Soviétiques et nombre d'officiers, à l'instar d'Hafez qui fut envoyé la même année, complétèrent leur formation militaire au sein de l'armée rouge durant quelques mois. Au contraire, l'élite des générations suivantes fut, quant à elle, principalement formée dans de grandes écoles anglo-saxonnes, comme ce fut le cas pour Bachar Al-Assad. C'est cet écart d'apprentissage et de vision globale qui marqua une fracture claire entre les fondateurs du régime et leurs fils, tenus à assurer sa continuité.

b) Une plaie béante

Alors qu'il occupait le puissant poste de ministre de la Défense depuis 1966, un événement va profondément marquer le futur président syrien : la prise du Golan par Israël lors de la guerre des six jours. De fait, Hafez Al-Assad fut alors considéré par beaucoup de membre du Baas comme étant responsable de cette déconfiture. Cette critique fut habilement redirigée vers la branche radicale du parti qui ne s'en relèvera pas. Cet échec hantera Hafez Al-Assad qui ne cessa jamais de manœuvrer politiquement et militairement pour récupérer le territoire perdu. Par ailleurs, et à l'instar de nombreux autres territoires, le plateau du Golan représente l'échec de l'unité arabe face à « l'ennemi commun » que représente l'Etat hébreu. C'est pourquoi, après être devenu président de la Syrie, le nouveau maître de Damas s'allia avec l'Egypte de Sadate afin de reprendre les territoires perdus aux Israéliens. Le comportement du président égyptien durant la guerre de 1973 donna alors un goût particulièrement amer à l'homme qui n'aspirait qu'à davantage de solidarité arabe. Malgré ces déceptions, Hafez Al-Assad tenta de garder Sadate de son côté tout au long des négociations afin de faire bloc face à l'Etat hébreu. Même après la conclusion d'une paix séparée entre l'Egypte et Israël signée le 26 mars 1979, le leader syrien continua de plaider les

⁸³ MUNAWAR Nour A. et Zarandona José A. G., « The unfallen statues of Hafez Al-Assad in Syria », City, 2020, vol. 24, pages 642-655 (En ligne), <https://www-tandfonline-com.proxy.bib.ucl.ac.be/2443/doi/full/10.1080/13604813.2020.1784594>, consulté le 02 février 2021.

bienfaits d'une mise en commun de leurs forces respectives⁸⁴ dans tout le monde arabe. En plus de son grand nationalisme arabe, cela montra d'Assad une vision relativement complexe du monde qui ne se limite pas au célèbre adage « Celui qui n'est pas avec nous est contre nous ». En outre, comme l'explique Shaaban Bouthaina, auteure syrienne proche du pouvoir, les Syriens se percevaient eux-mêmes comme des victimes, se battant alors farouchement contre la mort et la destruction. Il est ici sous-entendu que Hafez Al-Assad ne s'était jamais lui-même considéré agresseur et qu'il s'estimait même plutôt libérateur⁸⁵. Cette manière de penser permit alors probablement de légitimer et d'excuser certains actes de violences du régime tout en pointant du doigt le fait que la source de cette violence venait d'ailleurs. De nombreux Syriens pensaient alors comme lui et cette perception du peuple syrien pour lui-même ou pour son chef légitimait ses actions ainsi que la brutalité des moyens parfois employés.

c) Les fondements du pouvoir

En résumé, la personnalité du dictateur syrien et son style de gouvernance tournait sûrement autour de trois axes principaux : le premier était l'idéologie, le second tournant se situait autour des relations diplomatiques et le dernier se basait sur la personnalité du leader. En ce qui concerne l'idéologie, le régime puisait sa légitimité dans l'élaboration et l'engagement en une cause qui dépassait les individus syriens. C'était une reconquête des biens nationaux mais pas seulement. Cela concernait également une affirmation sur la scène régionale et internationale des aspirations nationales et arabes face aux ingérences occidentales. Par ailleurs, cette résistance affirmée face à « l'oppresseur » israélien permit au régime de maintenir le pays dans un état d'urgence permanent, limitant ainsi les libertés individuelles des Syriens et augmentant par la même occasion la mainmise des autorités sur le reste de la population. Le deuxième axe découlait alors directement du premier : les relations diplomatiques. Une fois arrivé au pouvoir, Hafez Al-Assad s'affaira à nouer de nombreux contacts régionaux et n'hésita pas à entreprendre quelques alliances afin d'accroître son influence. Par ce biais, et associé entre autres choses à la grande fermeté du régime, il put ainsi devenir un acteur incontournable du Moyen-Orient, comme le prouvent différentes prises de parole comme celles d'Henry Kissinger ou

⁸⁴ SHAABAN Bouthaina, *The Edge of the Precipice: Hafez al-Assad, Henry Kissinger, and the remaking of the modern Middle East*, Beyrouth : Bissan, 2017, page 11.

⁸⁵ Idem, page 16.

François Mitterrand, qui concluaient que rien ne pouvait se faire au Moyen-Orient sans passer par Damas. Le troisième et dernier pilier concernait la figure d'Hafez Al-Assad. Ainsi, celui-ci était considéré par certains comme le seul véritable pilier du régime sur lequel reposait tout l'édifice⁸⁶. Cet élément expliquerait en partie la dureté avec laquelle il dirigea le pays. De surcroît, la moindre concession du régime pourrait renvoyer toute la communauté alaouite « à leur ancien état de *damnés de la terre* »⁸⁷. Ces trois axes représentent sans doute un bon élément de compréhension face à la spécificité première du régime syrien consistant à ne rien lâcher face à la contestation. Lorsqu'il fut temps pour le jeune Bachar de prendre la place de son père, ces éléments ne changèrent pas de direction tant ils étaient indissociables du régime.

III. La succession : Bachar Al-Assad

A présent que les bases du régime syrien et de la personnalité de son architecte sont décrites, il est temps de s'intéresser à l'homme qui reprit le flambeau. Au départ, rien ne destinait Bachar Al-Assad à la succession de son père. Tout d'abord, parce que la Syrie se trouve être un régime présidentiel dans lequel le chef d'Etat est « élu » et non désigné par son prédécesseur, et encore moins par les liens du sang. Ensuite, Bachar avait un frère aîné, destiné et préparé à cette tâche, qui semblait posséder toutes les caractéristiques requises pour assumer cette lourde responsabilité. Enfin, le jeune Bachar écarta assez vite la possibilité de faire carrière au sein du régime en allant suivre des études d'ophtalmologie à Londres au lieu d'entrer à l'académie militaire comme il était coutume de le faire pour une personne de son statut. Pourtant, un jour de janvier 1994, le jeune ophtalmologue reçut un appel qui changea son destin, et celui des Syriens à jamais.

a) L'héritier disparu

Le frère aîné de Bachar, Bassel Al-Assad, était l'héritier désigné à la succession de son père. Son parcours académique, sa carrière et sa personnalité s'ancraient parfaitement avec les attentes du régime en place. Ainsi, la propagande de ce dernier misait sur la figure de « l'exemple », que celle-ci rattachait en permanence à la

⁸⁶ QUEMENER Jean-Marie, *Bachar Al-Assad en lettres de sang*, Paris : Plon, 2017, page 39.

⁸⁷ Idem, page 36.

personnalité de Bassel. Malheureusement pour lui, cette ascension programmée prit fin prématurément à la suite d'un accident de voiture qui lui couta la vie. Pour donner suite à cet évènement, le jeune ophtalmologue fut rappelé d'urgence à Damas afin d'être préparé à sa nouvelle destinée. Cette perspective ne l'enchantait pas spécialement au vu de la vie qu'il menait à Londres. Il dut cependant s'y résigner, sacrifiant ainsi sa carrière et, en quelque sorte, une part de lui-même⁸⁸. En effet, les personnes l'ayant connu à l'époque parlent de lui de manière relativement positive. On dit de lui que c'était une personne calme, polie et douce contrastant avec la personnalité de la plupart des « fils de dictateur » de l'époque⁸⁹. Cette facette de Bachar s'atténua peu à peu, laissant place à un caractère mieux adapté pour soutenir le régime. Afin de légitimer sa position, il gravit rapidement les échelons d'officiers militaires, condition *sine qua non* à l'exercice du pouvoir en Syrie. Sous l'impulsion de son père, tous deux s'efforcèrent, durant les dernières années de sa vie, de préparer Bachar au pouvoir mais aussi « de préparer le pouvoir pour Bachar ». Ainsi, on écarta certains cadres du régime, pourtant souvent proches d'Hafez, potentiellement réticents à l'ascension du nouvel héritier. En parallèle, un solide cercle de conseillers proches et fidèles fut progressivement mis en place autour de Bachar. La machine de propagande du pays s'efforça, quant à elle, de préparer le peuple à son futur dirigeant. « L'exemple » étant mort, il fallait dorénavant glorifier une nouvelle figure peu connue du grand public, ce fut à travers le prisme de « l'espoir ».

b) Le pouvoir s'adapte à l'homme

Concernant les entraves relatives à l'accession du fils Al-Assad à la présidence syrienne, elles furent rapidement et facilement écartées par le parlement aux mains du parti Baas. L'âge minimum requis à la fonction fut abaissé, le côté héréditaire de la succession accepté et le peuple valida le tout par un référendum à la date du 10 juillet 2000. Le scrutin fut quasiment unanime (97,29% des voix). Les Syriens adoptèrent ainsi un nouveau type de système politique appelé la *jumlukiyya* qui était donc une sorte de croisement entre la monarchie héréditaire et la république⁹⁰. Ce côté hybride, que l'on pourrait également qualifier de « dual » tant de nombreux éléments

⁸⁸ QUEMENER Jean-Marie, *Bachar Al-Assad en lettres de sang*, Paris : Plon, 2017, pages 18-47.

⁸⁹ Idem, page 18.

⁹⁰ REY Matthieu, *Histoire de la Syrie : XIX^e- XXI^e siècle*, Paris : Librairie Arthème Fayard, 2018, page 291.

opposaient ces deux systèmes, se fit sentir dans la gestion même de Bachar. A de nombreux niveaux, on retrouva une dualité constante qui complexifia grandement le système syrien, entravant dans certain cas la remontée de l'information et jouant un rôle certain dans le déclenchement de la guerre civile. De ce fait, bien que le pouvoir fût fortement centralisé, les autorités locales jouissaient d'une grande liberté d'action tant que celles-ci n'entravaient pas la grandeur ou les projets du régime⁹¹. Cet aspect eut de lourdes conséquences lors des événements d'avril 2011 à Deraa. En effet, des adolescents furent emprisonnés et torturés après avoir tagué « Le peuple veut la chute du régime »⁹² sur un mur de la ville. Lorsque la nouvelle se répandit, les familles et amis proches des victimes descendirent dans la rue afin de réclamer leur libération. Cette demande fut réprimée dans le sang et cette violence gratuite de la part des pouvoirs locaux appela à davantage de protestations. Les membres des familles au sens large et les amis des amis se réunirent pour réclamer justice dans les rues de la ville. Une fois encore et malgré le pacifisme de la protestation, la répression fut d'une extrême violence. Celle-ci, à défaut de mettre au pas les contestataires, enflamma une partie du pays, enclenchant petit à petit les mécanismes menant à la guerre civile. Durant de nombreux jours, qui furent cruciaux pour l'avenir du pays, le pouvoir central resta dans l'ignorance (ou presque) de ce qui se tramait dans cette ville de l'extrême sud du territoire. Lorsque le président et ses proches réalisèrent l'ampleur des dégâts, le gouverneur de la province fut immédiatement limogé, l'armée retirée et les adolescents libérés. Mais il était déjà trop tard car, lorsque les événements de Deraa se répandirent, des manifestations éclatèrent un peu partout dans le pays.

c) Le paradoxe

Par ailleurs, cette dualité du pouvoir était également présente au sein même du processus législatif où le formel et l'informel coexistaient pleinement. Ainsi, bien qu'il existât une véritable vie parlementaire en Syrie discutant et votant les lois, ce sont les services de renseignements qui prirent véritablement les décisions en faisant pression sur les décideurs. En effet, ceux-ci possédaient de grands moyens qui leur permettaient d'obtenir énormément d'informations sur n'importe qui et à n'importe quel moment. Via ce biais, ils pouvaient alors manipuler et influencer durablement le pouvoir

⁹¹ Idem, page 295.

⁹² BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, page 317.

législatif qui se concentrait alors dans les mains de celui qui contrôlait les services de renseignements. Malgré tout, cela finit par exploser au visage de Bachar lorsque les demandes de réformes se firent de plus en plus pressantes. De cette façon, Bachar se créa, à la fin de la vie de son père et lors de ses premiers pas à la présidence, une image de modernisateur. Il souhaitait ainsi devenir l'icône de la Syrie du futur en passant notamment par la promotion de la *Syrian Computer Society* et plus globalement, d'internet. Pourtant, les réformes se firent timides et superficielles tandis que les aspirations de modernité augmentaient. De plus, le développement d'internet permit, à l'instar d'autres pays arabes concernés, d'organiser plus facilement la contestation via le transfert rapide des informations. C'est ainsi que les prémices de la catastrophe multidimensionnelle qui frappe la Syrie depuis de nombreuses années s'installèrent petit à petit.

Finalement, cela montre que la dualité du pouvoir fut une profonde source de faiblesse pour le régime de Bachar. Lorsque l'on s'intéresse à la complexe histoire syrienne, il apparaît de manière certaine que cet élément est loin d'être le seul ou le plus important déclencheur de l'instabilité à venir. Il est cependant fort intéressant de voir à quel point le socle sur lequel repose le régime, durement bâti précédemment au prix de nombreuses batailles, se fissure par le simple fait du temps qui passe. Tandis que le monde évoluait de plus en plus rapidement, le régime syrien tentait quant à lui de survivre selon les mêmes codes du passé, quelque peu modernisés par ces fils issus des grandes écoles anglo-saxonnes. Cette stratégie dorénavant « traditionnelle » du régime syrien peut être catégorisée par « la rationalité de l'immédiat » de celui-ci, explique la politologue Lisa Wedeen⁹³. Pour résumer, le régime serait dans une sorte de course infinie visant à perpétuellement se repositionner suivant le contexte et prenant des décisions en fonction de ce qui lui permettait de survivre jusqu'au lendemain⁹⁴. Malgré le fait que cette stratégie permit de pérenniser durant tout ce temps un régime dirigeant dans un pays instable, celle-ci montra toutes ses limites lorsque l'autoritarisme devint le catalyseur de tous les maux de la région.

⁹³ Professeure spécialisée sur la question du Moyen-Orient à l'Université de Chicago.

⁹⁴ WEDEEN Lisa, *Ambiguities of Domination : politics, rhetoric, and symbols in contemporary Syria*, Chicago : university of chicago press, 1999, 244 pages.

IV. La Syrie en proie à la guerre civile

a) Le « Printemps arabe »

Les tragiques événements de Deraa évoqués un peu plus haut se déroulèrent dans un contexte particulier, le « Printemps arabe ». Ce dernier débuta symboliquement en décembre 2010, à la suite de l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi, un vendeur ambulant tunisien. L'homme décida de s'ôter la vie après avoir subi un énième contrôle de la police. Il l'avait alors considéré comme arbitraire. Ses outils de travail furent confisqués et Mohamed aurait été malmené par les forces de l'ordre. Ce fut l'excès d'autoritarisme de trop pour ce marchand de 26 ans qui décida de commettre l'irréparable en public, devant le siège du gouvernorat⁹⁵. Cet acte servit d'élément déclencheur à une vague de contestations qui s'étendit dans tout le pays. Rapidement, le mouvement se répandit en Algérie puis en Egypte ou encore en Libye. Finalement, c'est toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord qui est touchée de près ou de loin par la vague de contestations. Certains Etats ne subirent que quelques manifestations d'ampleur mineure, d'autres de violentes contestations difficilement maitrisables et quelques-uns⁹⁶ finirent par obtenir un changement de leadership, d'une manière ou d'une autre. Tout ceci eut un impact considérable sur les différentes populations arabes de la région qui, sans forcément aspirer à un régime démocratique à l'occidentale, souhaitèrent dorénavant une plus grande participation du peuple au pouvoir ainsi qu'une répression et un autoritarisme gouvernemental moins systématiques.

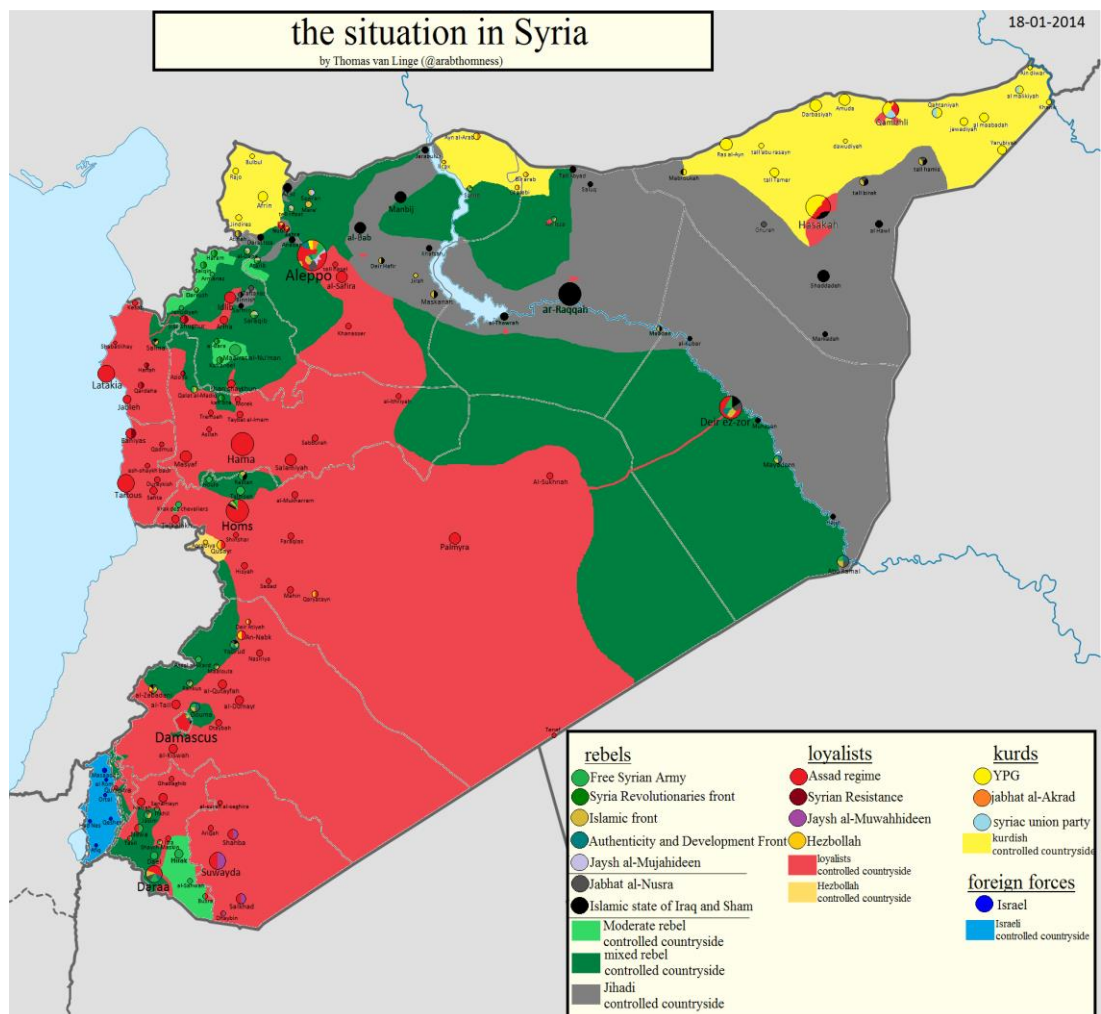
b) La contestation gagne la Syrie

Par conséquent, c'est au sein de ce contexte particulier que les fâcheux événements de Deraa et sa gestion catastrophique eurent lieu. Il n'en fallait alors pas plus pour enflammer ce pays déjà sous haute tension, dont la population subissait un état d'urgence depuis 1963. D'abord pacifique, la contestation s'arma rapidement face à la répression violente du régime syrien. De cette manière, le pays entra dans une spirale de violence incontrôlable. L'un des principaux problèmes vint de la multiplication des acteurs de cette guerre civile. Au début, cela se passait

⁹⁵ Subdivision territoriale tunisienne équivalent à une province ou à un département.

⁹⁶ A l'instar de la Tunisie, de l'Egypte ou encore de la Libye.

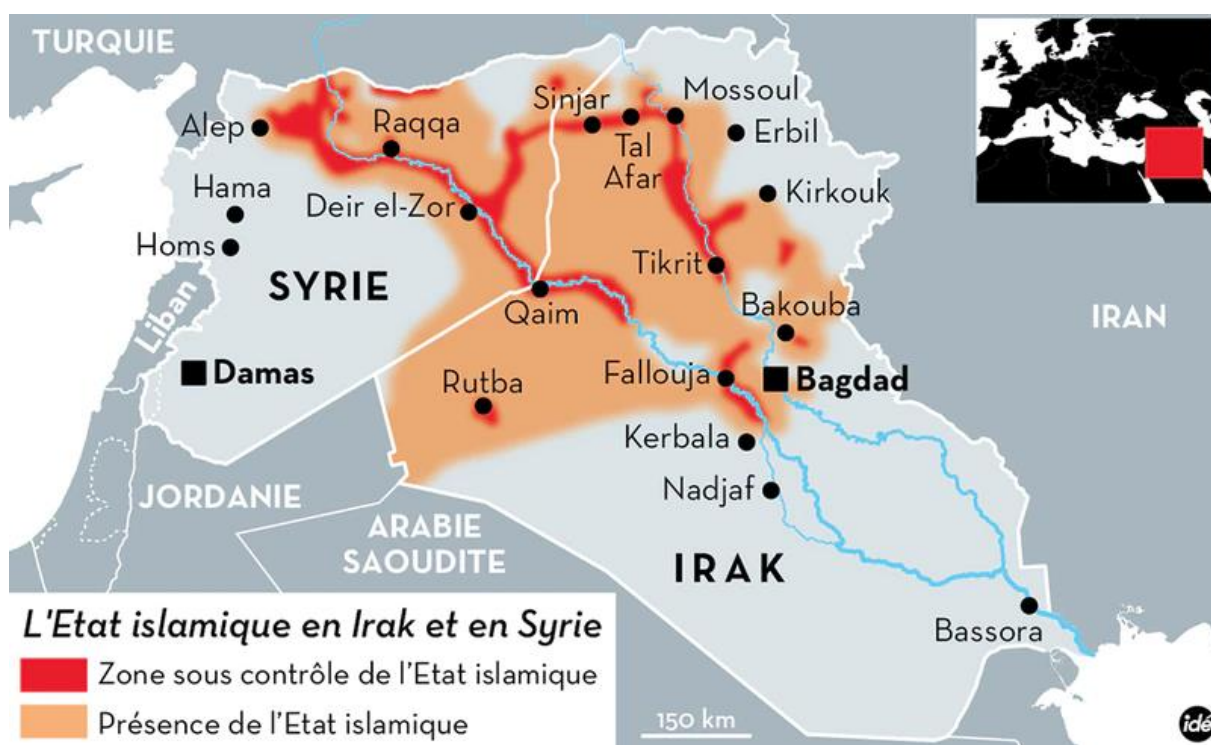
principalement entre deux camps bien distincts, les forces officielles et les rebelles. Bien que différentes factions existassent déjà, celles-ci n'entrèrent pas en compétition et poursuivirent un objectif commun : la chute du régime. Cependant, les différents groupes rebelles furent progressivement supplantés dans certaines régions par des groupes à connotations religieuses extrémistes, voire djihadistes, dont les objectifs étaient nébuleux. De plus, certaines minorités comme les Kurdes prirent leur destin en main en organisant la rébellion de façon autonome.



Répartition des différentes forces en présence sur le territoire syrien à date du 1^{er} janvier 2014⁹⁷.

⁹⁷ BERRUYER Olivier, « Mieux comprendre la complexité de la guerre civile syrienne », *Les Crises*, 19 octobre 2015 (En ligne), <https://www.les-theses.fr/mieux-comprendre-la-complexite-de-la-guerre-civile-syrienne/>, consulté le 09 avril 2021.

Par ailleurs, de nombreuses influences étrangères entrèrent dans le combat, que cela soit par un soutien logistique ou milicien au profit d'un groupe ou directement via la présence de forces militaires autonomes travaillant pour leur propre compte. Finalement, la situation se compliqua encore davantage en 2014 lorsque *l'Etat islamique en Irak et au Levant* (EIL) entra en conflit avec l'ensemble des belligérants en s'emparant de l'Est de la Syrie et du Nord-ouest de l'Irak. La carte présente ci-dessus permet alors de se rendre compte de la mosaïque d'acteurs présents sur le territoire syrien en 2014, possédant des convictions ou des objectifs différents. En définitive, à cette époque, le conflit était généralisé à l'échelle nationale et même au-delà. Par conséquent, en tenant compte des éléments précédents, il devint extrêmement ardu d'identifier avec facilité et clarté les responsabilités et accomplissements de chaque groupe. Le régime syrien utilisa cet aspect à de nombreuses reprises dans le but de jeter un voile sur ses agissements ou sur les moyens employés sur le terrain.



Déploiement de l'Etat islamique en Syrie et en Irak en septembre 2014⁹⁸.

⁹⁸ MATHIEU Luc, PERRIN Jean-Pierre et SEMO Marc, « Etat islamique : Quatre questions pour une coalition », *Libération*, 11 septembre 2014.

c) La « ligne rouge »

En 2011, depuis les premiers jours du conflit opposant le régime syrien aux rebelles, le pays est en proie à une extrême violence. Des villages sont rasés, des villes détruites et une partie du patrimoine historique syrien et international est saccagée. Comme s'il fallait une preuve de l'atrocité de la situation, les Syriens quittèrent le pays par millions, réduisant de près d'un tiers la population nationale. Au total, après dix ans de violence, c'est plus de six Syriens sur dix qui furent contraints d'abandonner leur foyer en 2021⁹⁹. Cela représente environ 13 millions de personnes et parmi elles, plus de la moitié quittèrent le pays tandis que les autres sont des déplacés au sein de leur propre nation. Au global, le conflit qui détruisit le pays depuis de nombreuses années fit qu'en 2021, près du quart des réfugiés dans le monde est Syrien¹⁰⁰. Malgré toutes ces horreurs, un événement particulièrement ignoble fit réagir le monde entier et eut des conséquences géopolitiques durables.

En 2013, la guerre prit un aspect encore plus abject qu'il ne l'était déjà. Durant la nuit du 21 août, une attaque meurtrière est commise par l'armée régulière syrienne à l'encontre des groupes rebelles installés dans des villes et quartiers en périphérie de Damas, dans la Ghouta orientale. Le bilan est terrible et comprend, comme d'habitude dans ce genre de conflit, une grande majorité de civils dont de nombreux enfants. Néanmoins, au-delà de la violence de l'attaque, ce sont les moyens utilisés qui posèrent vite question. En effet, de nombreux témoignages et observations ont fait état de morts suspectes et de symptômes similaires à ceux découlant d'une attaque chimique. Prestement, la communauté internationale s'empara de l'affaire et une vague d'indignation déferla sur le clan Assad. Bien qu'il soit difficile d'établir un bilan précis en raison du contexte et de la nature biaisée des différents belligérants sur place, de nombreux médias et ONG tels que *Le Monde*¹⁰¹, *The Guardian*¹⁰² ou encore *Médecins*

⁹⁹ Syrie : 10 ans de guerre en 10 chiffres, ONU Info, 15 mars 2021 (En ligne), <https://news.un.org/fr/story/2021/03/1091792#:~:text=13%20millions,dans%20le%20monde%20est%20Syrien.>, consulté le 10 avril 2021.

¹⁰⁰ Ibidem.

¹⁰¹ « Syrie : les États-Unis ont la "forte certitude" que Damas a eu recours à des armes chimiques », *Le Monde*, 30 août 2013 (En ligne), https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/08/30/syrie-les-etats-unis-ont-la-forte-certitude-que-damas-a-eu-recours-a-des-armes-chimiques_3469202_3218.html, consulté le 10 avril 2021.

¹⁰² MAHMOOD Mona, « Syrian eyewitness accounts of alleged chemical weapons attack in Damascus », *The Guardian*, 22 août 2013 (En ligne), <https://www.theguardian.com/world/2013/aug/22/syria-chemical-weapons-eyewitness>, consulté le 10 avril 2021.

*sans frontières*¹⁰³ rapportèrent plus d'un millier de morts et plusieurs milliers de blessés imputables à cette attaque d'armes non-conventionnelles. Très vite, les différents groupes rebelles en Syrie accusèrent Damas d'être responsable de cette attaque. Le gouvernement syrien commença par nier l'existence d'une quelconque attaque chimique sur son territoire. Finalement, devant l'accumulation de preuves, il finit par accuser les rebelles d'être eux-mêmes responsables de l'attaque dans le but de diaboliser le régime et de favoriser une action militaire étrangère. Certains pays soutinrent alors les loyalistes, à l'instar de la Russie et de l'Iran. Tandis que d'autres se rangèrent du côté des rebelles, comme les Etats-Unis, la France ou la Ligue arabe, et accusèrent le gouvernement d'avoir gazé son propre peuple.

L'année précédente, un officiel du ministère des Affaires étrangères syrien admit que le pays disposait d'un stock d'armes chimiques. C'était la première fois qu'une telle déclaration, venant d'un proche du régime, faisait surface. Un mois plus tard, en août 2012, Obama prévint Damas que l'utilisation de telles armes serait immédiatement suivie de conséquences énormes et que cela constituerait le franchissement d'une « ligne rouge ». Cela signifia alors qu'une intervention militaire à l'encontre du régime Al-Assad sous une impulsion américaine devint possible. Néanmoins, il y eut, durant l'année 2012, plusieurs accusations d'attaque à l'arme chimique par le gouvernement. La communauté internationale s'interrogea alors sur la validité de ces accusations. Il est utile de rappeler que l'obtention d'informations fiables était particulièrement difficile en raison du contexte syrien. La continuation de ce conflit permanent et la multiplication des différents belligérants furent loin d'être des facteurs de clarté et de bonne circulation de l'information. Cependant, le Secrétaire général des Nations-Unies de l'époque, Ban Ki-moon, en poste de 2007 à 2016, ne comptait pas rester les bras croisés face à de telles accusations. Ainsi, une mission d'enquête mandatée par l'ONU fut envoyée en Syrie dès mars 2013 afin d'établir la véracité et l'ampleur de l'emploi d'armes chimiques. L'attaque dans la Ghouta ayant été réalisée durant le mois d'août de la même année, cela signifie qu'elle eut lieu alors même que des enquêteurs internationaux étaient présents sur le territoire syrien. Immédiatement, l'enquête s'intéressa à cet événement bien précis qui, s'il était avéré,

¹⁰³ « Syrie : des milliers de patients souffrant de symptômes neurotoxiques soignés dans les hôpitaux soutenus par MSF », *Médecins sans frontières*, 24 août 2013 (En ligne), <https://www.msf.fr/communiques-presse/syrie-des-milliers-de-patients-souffrant-de-symptomes-neurotoxiques-soignes-dans-les-hopitaux-soutenus-par-msf>, consulté le 10 avril 2021.

constituait la plus grande attaque chimique réalisée sur le territoire syrien depuis le début du conflit. Après plusieurs semaines d'investigation, les enquêteurs remirent leur rapport le 16 septembre confirmant l'utilisation d'armes chimiques à « relativement grande échelle » le 21 août 2013 dans la Ghouta sans en accuser formellement le responsable¹⁰⁴. Par conséquent, tous les prérequis à une opération militaire multilatérale, comme promis par le président Obama, étaient donc réunis en septembre 2013. Pourtant, l'intervention militaire promise par Washington n'eut pas lieu.

Afin de comprendre les raisons de cette volte-face, il semble utile de fournir une analyse plus approfondie lors de la troisième et dernière partie de ce mémoire dédié à la politique étrangère américaine.

¹⁰⁴ *Rapport de la Mission d'enquête des Nations unies concernant les allégations d'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne sur l'utilisation qui aurait été faite d'armes chimiques dans la Ghouta, faubourg de Damas, le 21 août 2013*, New York : Nations unies, 16 septembre 2013, 67e sess, Doc NU A/67/997- S/2013/553 (2013).

Troisième partie : La politique étrangère des Etats-Unis

Le contexte socio-politique de la Syrie contemporaine ayant été abordé, il semble désormais opportun de s'attarder sur la politique étrangère américaine dédiée à la région du Moyen-Orient depuis le début du second millénaire. Cela permettra de mieux saisir les enjeux et contraintes des différents acteurs ayant influencé, directement ou non, le cours de la crise syrienne.

I. Un nouveau projet à l'aube d'un nouveau siècle

Le 20 janvier 2001, les néoconservateurs arrivèrent à la Maison Blanche, Georges W. Bush Junior à leur tête. Ce changement de présidence et d'idéologie à la tête des Etats-Unis représenta un tournant encore insoupçonné dans l'histoire des pays du Moyen-Orient. Pour comprendre comment cela put se produire, il faut s'arrêter un instant sur l'idéologie et les objectifs de ces néoconservateurs américains. La plupart des membres de l'équipe de Bush Junior étaient déjà réunis au sein d'un même *think tank*, appelé « Project of the New American Century », lors du second mandat de Bill Clinton. Ceux-ci sont, d'une certaine façon, des révolutionnaires souhaitant bousculer l'ordre établi en passant par une profonde refonte du contexte géopolitique moyen-oriental. Ils partaient du postulat que les Etats-Unis s'étaient ramollis depuis la fin de la Guerre Froide et qu'il était grand temps d'assumer leur leadership mondial en durcissant le ton face aux *Rogue States*¹⁰⁵. Leur théorie était simple et pouvait s'apparenter à une sorte d'inversion de la fameuse *théorie des dominos*¹⁰⁶ très utilisée lors de la Guerre Froide dans la lutte contre le communisme. Dans l'esprit des néoconservateurs, il s'agissait donc de combattre l'autoritarisme de Saddam Hussein en Irak en déclenchant la chute du régime pour y apporter la démocratie. L'accès des Irakiens à cette dernière serait ensuite source d'une sorte de contagion démocratique qui toucherait alors tous les pays de la région. Enfin, le Moyen-Orient étant dorénavant régi par des idéaux démocratiques, cette nouvelle conjoncture géopolitique devrait alors, *in fine*, mener à la résolution du conflit israélo-palestinien. Bien que relevant

¹⁰⁵ Etats ne respectant pas les lois internationales et représentant une menace pour les autres.

¹⁰⁶ Selon cette théorie, le basculement idéologique d'un pays dans le communisme aura un effet domino sur les pays voisins qui tomberont également dans le communisme. L'effet est alors susceptible de se répéter indéfiniment sans une intervention externe.

aujourd'hui de l'utopie, cette théorie se vérifia tout de même en partie et de façon très limitée lors du « Printemps arabe ». De fait, déclenché en Tunisie, le mouvement prit rapidement de l'ampleur dans de nombreux pays de la région. Tel un vent de liberté soufflant sur le monde arabe, celui-ci n'était pas sans rappeler le souhait des néoconservateurs une décennie auparavant.

Néanmoins, l'invasion de l'Irak par les forces américaines fut source d'inquiétude et d'instabilité pour les régimes à proximité, craignant que le même sort leur soit réservé. La chute de Saddam Hussein fut alors vécue comme un véritable séisme dans de nombreux pays, notamment en Syrie. Par le biais de cet événement, c'est la figure du tyran qui a été désacralisée, annonçant ainsi un changement de paradigme. Le régime syrien tenta alors de jouer sur les deux tableaux. D'un côté, comprenant tous les problèmes que l'invasion américaine puisse lui causer, celui-ci offrit son aide aux dirigeants irakiens. D'un autre côté, le pays était tenu par ses engagements internationaux dans la lutte contre les terrorismes et se devait d'agir en ce sens lorsque les USA menaçaient le pays de sanctions¹⁰⁷. Ce petit jeu d'équilibriste fonctionna durant un temps mais le regard des occidentaux était de plus en plus tourné vers le Moyen-Orient, et l'étau se resserra petit à petit. Certaines situations sur lesquelles on fermait autrefois les yeux devinrent de véritables enjeux en termes de politique étrangère de nombreux pays. Ainsi, l'assassinat de l'ancien Premier Ministre libanais¹⁰⁸, Rafic Hariri, lors d'un attentat-suicide un jour de février 2005 fut l'insolence de trop aux yeux des observateurs étrangers, Français notamment. C'est de cette façon que, sous la pression étrangère, les Syriens durent se retirer du Liban, sur lequel ils avaient la mainmise depuis plus d'un demi-siècle. Les derniers soldats syriens quittèrent ainsi le pays en avril 2005. Cet événement ouvrit une nouvelle page dans la politique étrangère du pays qui n'eut que pour choix celui de s'ouvrir à de nouveaux partenaires régionaux¹⁰⁹. Ce changement répondant une nouvelle fois à la logique de « la rationalité de l'immédiat », il poussa Bachar Al-Assad à créer de surprenantes alliances. A l'instar de l'Iran, pourtant bien loin de partager la vision syrienne d'un Etat laïque depuis sa fameuse révolution islamique de 1979.

¹⁰⁷ REY Matthieu, *Histoire de la Syrie : XIX^e- XXI^e siècle*, Paris : Librairie Arthème Fayard, 2018, pages 297 et 298.

¹⁰⁸ Il existe alors de lourds soupçons de l'implication, voire de l'organisation, du régime syrien dans cet attentat.

¹⁰⁹ REY Matthieu, *Histoire de la Syrie : XIX^e- XXI^e siècle*, Paris : Librairie Arthème Fayard, 2018, page 301.

II. Obama et le changement de paradigme

Le 20 janvier 2009 représente une journée spéciale dans l'histoire des Etats-Unis et sans doute plus encore pour les minorités du pays. En effet, c'est à cette date que l'on assiste à l'investiture du premier président non-blanc de toute l'histoire américaine. Au-delà du fait que cela représente une grande révolution sociale, c'est également une véritable transformation politique en termes de style et d'idéologie. Cependant, lorsque Barack Obama prête serment sous un tonnerre d'applaudissements, celui-ci est en réalité déjà président depuis de nombreuses semaines. Il est vrai que le système politique américain offre une place spéciale au gagnant des élections avant même que celui-ci ne prenne ses fonctions. Néanmoins, le cas de 2008 fut particulier à cause de différentes raisons explicitées ci-dessous.

Premièrement, les deux mandats de son prédécesseur, le républicain Georges W. Bush Junior en fonction de janvier 2000 à 2008, furent particulièrement difficiles à cause des différentes catastrophes qui frappèrent le pays durant ces huit années. Le 11 septembre 2001, les deux tours du *World Trade Centre*, touchées par un attentat terroriste aérien, s'écroulèrent en plein Manhattan. Le président Bush Junior, qui n'était même pas en fonction depuis dix mois, dut alors faire face à une crise d'une ampleur inégalée sur le sol américain. Les répercussions furent gigantesques et annoncèrent un changement géopolitique mondial. L'administration américaine déclencha ainsi la *War on terror*, nom donné aux différentes campagnes militaires du pays en réplique aux événements du 11 septembre. Ces attentats menèrent ainsi à l'invasion de l'Irak en 2003, sous la justification de l'hypothétique présence d'armes de destruction massive sur son territoire. Bush désigna « The axis of evil », reprenant une série d'Etats¹¹⁰ qui, selon lui, souhaitaient se procurer des armes de destruction massive et soutenant le terrorisme. Cette invasion s'éternisa et devint un bourbier politique, militaire, humain, financier, moral, de crédibilité internationale et intérieure. En 2005, l'Ouragan Katrina, l'un des plus forts jamais enregistrés, frappa durement les Etats-Unis et fit de nombreuses victimes. Cette catastrophe naturelle ternit fortement l'administration Bush à qui l'on reprocha son manque de réactivité et d'implication. Enfin, alors que la campagne présidentielle de 2008 était en cours, la

¹¹⁰ On retrouve à l'époque, en 2002, trois pays présent sur cet « axe » : La Corée du Nord, l'Iran et l'Irak de Saddam Hussein. Etant donné la chute de ce dernier grâce à l'invasion américaine, il n'en resterait plus que deux aujourd'hui.

*crise des subprimes*¹¹¹ éclata. Le président fut rapidement pointé du doigt, à l'intérieur comme à l'extérieur des Etats-Unis (par une enquête de *The Guardian* par exemple¹¹²), comme étant l'une des personnes ayant directement favorisé les conditions requises à l'éclatement de la crise financière. Ce dernier élément termina de détruire la popularité et la réputation de Bush Junior dont la légitimité fut mise à mal jusqu'à la fin de son mandat. Ainsi, un vide présidentiel se forma et un homme charismatique s'empessa de le combler.

Secondairement, c'est également la personnalité et le *background* d'Obama qui firent de lui un *President-elect*¹¹³ particulièrement impliqué. Né en 1961 à Honolulu, capitale de l'Etat d'Hawaï, et possédant des origines africaines, Barack Obama était loin d'entrer dans le moule historique de la présidence américaine. Cet élément, combiné à son dynamisme et à son image d'homme moderne progressiste, offrirent à Obama une aura transformatrice, un espoir de renouveau pour de nombreux américains. Cela représentait alors une importante rupture, en comparaison avec l'administration néo-conservatrice qui opérait, sous Bush Junior. Très vite, Obama étonna et brilla par son style décontracté qu'il associa avec brio à une touche d'humanité bien trop souvent occultée dans le passé. C'est ainsi que le nouveau président américain jouit d'une grande popularité à travers le monde et en particulier en Occident. Obama, en habile homme politique, savait alors qu'il se devait de prendre les devants. Depuis toujours, il souhaitait représenter une sorte d'idéal politique. C'est une conviction profonde que l'on retrouve chez le démocrate et qui ne peut passer inaperçue lorsque l'on s'intéresse au personnage. Dans ses mémoires, *Une terre promise*, il évoque souvent ses déceptions et ses hontes. Un passage de ce livre est particulièrement éclairant sur la personnalité de Barack Obama. Celui-ci évoque ses sentiments à la suite d'une cuisante défaite politique alors qu'il brigait un siège au Congrès en 2000. Alors en pleine remise en question, le futur dirigeant du monde libre s'interrogea sur ses réelles motivations : « (...) j'étais conscient que ma prétention à me faire élire au Congrès m'avait été dictée, non par je ne sais quel rêve désintéressé, l'ambition de changer le monde, mais par le besoin de justifier les choix que j'avais

¹¹¹ Crise financière ayant touché le secteur des prêts hypothécaires à risques aux USA en juillet 2007. Celle-ci représente une sorte d'inauguration à la crise financière et bancaire qui frappa le monde en 2007-2008.

¹¹² FINCH Julia, « Twenty-five people at the heart of the meltdown ... », *The Guardian*, 26 janvier 2009.

¹¹³ Terme utilisé pour désigner le vainqueur des présidentielles américaines jusqu'à l'investiture de celui-ci.

déjà faits, ou de flatter mon ego, ou encore d'apaiser le sentiment de jalousie que j'éprouvais à l'égard de ceux qui avaient réussi là où je n'avais encore rien accompli. Autrement dit, j'étais devenu exactement ce que je m'étais promis, quand j'étais plus jeune, de ne jamais devenir. J'étais devenu un homme politique – et pas le plus brillant. »¹¹⁴. On remarque directement à travers ces mots que la notion d'idéal est plus que présente chez l'auteur. Il veut à tout prix réussir de grandes choses et faire ce qu'il juge être le bien là où il le peut. Pour Obama, l'accès à cet enviable statut passa alors par une profonde cassure avec la précédente administration et par extension, avec ses agissements. Ainsi, l'une de ses promesses de campagne fut de retirer les troupes américaines présentes en Irak. Cette dernière représentait alors une véritable ode à la transformation, à l'instar de son combat face à la prolifération des armes à feu dans le pays. Déjà en 2002, Obama, alors sénateur dans l'Etat de l'Illinois, se fit remarquer à l'échelle nationale lorsqu'il rejeta avec force les arguments de l'administration Bush concernant la nécessité d'envahir l'Irak. L'homme devint alors petit à petit l'incarnation du changement et cette volonté ne le quitta pas durant ses huit années à la Maison Blanche.

En résumé, avant même le début de son premier mandat, Obama souhaitait faire les choses différemment, à sa manière. Cette philosophie ne le quitta pas durant l'ensemble de son séjour à la Maison Blanche et eut une influence non négligeable sur de nombreux dossiers, la Syrie n'y dérogeant pas. Lorsque le président américain imposa la fameuse « ligne rouge » au président Bachar Al-Assad, il pensait alors à limiter au maximum l'escalade de violence qui frappait la Syrie et touchant de nombreux civils. Mais lorsque la ligne fut franchie et qu'une intervention militaire coalisée contre le régime syrien devint probable, le souvenir irakien refit inexorablement surface. Comment l'homme aux promesses de paix et de désengagement militaire pourrait-il sciemment déclencher une nouvelle guerre au Moyen-Orient ? « *Yes, we can !* » scandait-il durant sa campagne, « *No, we can't* » pensa-t-il alors probablement en évoquant la Syrie à peine quelques années plus tard.

¹¹⁴ OBAMA Barack, *Une terre promise*, New York : Crown, 2020, page 63.

III. Quand les actes se font attendre, les promesses s'envolent

a) Les mots ont leur importance

Dans la culture mondiale, une promesse représente un concept avec un aspect puissant et sacré. Lorsque l'on formule une promesse, une sorte de contrat moral s'établit entre les différentes parties qui ressentent alors l'obligation symbolique de la respecter. Pourtant, cette « coutume humaine » est tout autant violée que respectée. De fait, il est facile de transformer la portée de ses précédents propos ou d'en justifier la modification en fonction du contexte. Néanmoins, certaines promesses sont particulièrement claires et ne souffrent d'aucune ambiguïté possible. Ce fut le cas de l'une d'entre-elles, formulée par le président des Etats-Unis durant l'été 2012. Celui-ci promet alors que l'utilisation d'armes chimiques de la part du régime syrien constituerait le « franchissement d'une ligne rouge » et évoqua que cela changerait son calcul de la situation¹¹⁵. Bien qu'une intervention militaire américaine ne soit pas directement évoquée ici, il apparaît très clairement que c'est ce dont Obama menace unilatéralement le régime Assad. L'avertissement est le suivant : l'utilisation d'arme chimique contre son propre peuple représente le dépassement d'une limite qui ne peut être ignoré. Si cela se produisait, alors une réaction américaine immédiate et forte ne pourrait être évitée.

De façon tragique, une attaque à l'arme chimique de grande ampleur est perpétrée un an plus tard, presque jour pour jour, dans la périphérie de Damas. Bien sûr, il n'est pas directement admis que le régime syrien est le responsable assuré de cette attaque. Seulement, les preuves le pointant du doigt s'accumulèrent vite et le mobile était des plus évidents. Certaines ONG, à l'instar de *Médecins Sans Frontières*, confirmèrent rapidement l'utilisation d'armes chimiques et révélèrent que c'étaient des civils qui en avaient principalement fait les frais, ainsi que des combattants rebelles. En tous cas, la responsabilité de l'attaque fit peu de doutes pour de nombreux dirigeants occidentaux. Ce fut le cas d'Obama qui renforça immédiatement la présence navale américaine dans la région et rassembla ses collaborateurs afin d'établir la

¹¹⁵ « Barack Obama menace la Syrie de représailles en cas d'utilisation d'armes chimiques », *Le Monde*, 21 Août 2012 (En ligne), https://www.lemonde.fr/proche-orient/video/2012/08/21/barack-obama-menace-la-syrie-de-represailles-en-cas-d-utilisation-d-armes-chimiques_1748095_3218.html, consulté le 20 avril 2021.

Vidéo de la conférence de presse durant laquelle le président Obama s'exprime sur l'hypothétique franchissement de cette « ligne rouge ».

réponse la plus adéquate à cet accès de violence et de cruauté. Durant l'année qui s'est écoulée, entre l'évocation de sanctions américaines immédiates en cas de franchissement de la « ligne rouge » et le massacre de la Ghouta, de nombreuses accusations de recours à l'attaque chimique survinrent sans que cela n'entraîne de conséquences majeures. La communauté internationale eut tout de même certaines réactions comme la nomination d'une enquête onusienne en territoire syrien. Néanmoins, l'ampleur de cette attaque, la vague d'indignation globale qu'elle entraîna et l'insolente effronterie avec laquelle le régime Assad faisait fi de toutes les règles internationales donnèrent à cet événement le rôle de *Game Changer*¹¹⁶.

b) Un Conseil de Sécurité paralysé

En effet, depuis le déclenchement des hostilités en Syrie, le Conseil de sécurité des Nations Unies a été paralysé par les vetos russe et chinois. De ce fait, aucune intervention militaire internationale ne pouvait être envisagée en toute légalité sans l'aval unanime du conseil. L'organisation prohibe le recours « à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies »¹¹⁷ dès l'article deux du premier chapitre de sa charte. Toutefois, il est possible d'y recourir selon certaines conditions très strictes explicitées au septième chapitre de la Charte. Ainsi, la légitime défense est autorisée en cas d'agression par un tiers¹¹⁸. Ensuite, l'Organisation peut également, via l'autorisation préalable du Conseil, envoyer une force composée de casques bleus vouée au maintien de la paix. Enfin, le Conseil de Sécurité a la capacité d'autoriser un ou plusieurs Etats membres à intervenir militairement au sein d'un conflit quelconque. On s'aperçoit alors que l'organisation peut très vite se retrouver impuissante lorsque les intérêts d'un ou de plusieurs membres permanents¹¹⁹ sont en jeu. C'est effectivement ce qu'il se passa pendant la grande majorité de la Guerre froide durant laquelle Américains et Russes bloquèrent systématiquement toute action internationale. Plus de vingt ans après la fin officielle de cette rivalité Est-Ouest, l'histoire se répète sur le dos du peuple syrien.

¹¹⁶ Un événement, une idée ou autre dont les effets changent de manière significative la manière de faire ou de penser d'une chose en particulier.

¹¹⁷ *La Charte des Nations Unies, Chapitre I : Buts et principes, article 2, paragraphe 4*, San Francisco : Conférence de San Francisco, 26 juin 1945.

¹¹⁸ Idem, chapitre VII, article 51.

¹¹⁹ Ceux-ci possédant un droit de veto contrairement aux membres non-permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Nonobstant, bien que la possibilité d'obtenir l'autorisation des Nations Unies pour une intervention en Syrie se fasse lointaine, une autre approche était possible. En réalité, ce qui importe en relations internationales, presque autant que la légalité des actions, c'est la légitimité morale d'agir. S'il se produit des événements avérés et tragiques bafouant toutes les règles de la guerre moderne, il est possible d'intervenir militairement sans y être autorisé, tout en ne risquant pas de grandes représailles diplomatiques. En 1999, alors que la guerre au Kosovo faisait rage, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) intervint militairement contre des cibles serbes sans l'aval explicite du Conseil des Nations Unies. Cette intervention fut décidée au vu des différentes exactions commises par les Serbes et notamment pour donner suite au massacre de Reçak durant lequel quarante-cinq Albanais du Kosovo furent abattus par la police serbe. Malgré cela, des critiques fusèrent sur la légitimité de ces actions, non autorisées par l'ONU et perpétrées par une organisation censée être une force exclusivement défensive. Cependant, l'OTAN se défendit en argumentant que leur intervention s'était déroulée dans l'esprit de la Charte des Nations Unies et avec l'objectif d'empêcher le désastre humanitaire qui se formait à l'horizon¹²⁰. Cette manière de penser, le fait de justifier une action coercitive dans un but humanitaire alors que l'ONU ne l'autorisait pas, donna plus tard le concept de *Responsabilité de protéger*. Cela signifie qu'il existe un devoir moral d'intervenir dans un autre État au sein de la communauté internationale. Si cela avait lieu, ce serait pour protéger la population si les autorités du pays en question ne peuvent ou ne veulent le faire elles-mêmes, contre les génocides, crimes de guerre, nettoyages ethniques ou crimes contre l'humanité. Le concept, avalisé en 2005 par l'ONU, repose sur trois piliers égaux¹²¹. Le premier réaffirme la responsabilité de chaque Etat de protéger ses populations. Le deuxième met en avant la responsabilité de la communauté internationale d'aider chaque Etat à protéger leur population. Enfin, le troisième et dernier pilier officialise la responsabilité de la communauté internationale de protéger les populations présentes dans des Etats incapables de s'en occuper eux-mêmes ou responsables des violences. Bien que la catastrophe dont il s'agit ici s'est déroulée dans un contexte particulier de guerre civile dans laquelle les différents belligérants étaient à certains moments difficilement identifiables quant à leurs actions, le concept peut être tout à fait

¹²⁰ LATAWSKI Paul et SMITH Martin A., *The Kosovo crisis and the evolution of post-Cold War European security*, Manchester : Manchester University Press, 2003, pages 11-21.

¹²¹ ŠIMONOVIC Ivan, *La responsabilité de protéger*, New York : Nations Unies (En ligne), <https://www.un.org/fr/chronicle/article/la-responsabilite-de-proteger>, consulté le 21 avril 2021.

transposé ici. Etant donné la gravité des accusations, le régime est tout de même soupçonné d'avoir asphyxié son propre peuple. Dans ce cas, il apparaît comme relativement légitime d'envisager une intervention militaire étrangère selon ce principe. D'autant plus que les accusations de crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés par le régime syrien sont légion depuis 2011. Au sein de ceux-ci, on retrouve notamment des déplacements forcés de population, des cas de torture et d'exécutions arbitraires ainsi que le bombardement et la destruction délibérée d'infrastructures civiles. C'est dans ce contexte que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France discutèrent d'une éventuelle intervention militaire conjointe visant à en finir avec le régime des Al-Assad.

c) L'échec politique de la coalition

Malgré ce contexte extrêmement favorable à une intervention étrangère, l'action militaire conjointe préparée par les trois Etats précédemment cités n'eut pas lieu cette année-là, en 2013. Pourtant, rien ne semblait pouvoir empêcher une réaction militaire à l'encontre du régime de Damas. Tout d'abord, les preuves de sa responsabilité s'accumulaient, que ce soit via les ONG présentes sur place ou via les enquêteurs officiels comme ceux de l'ONU. Ensuite, le régime s'affaiblissait et s'isolait davantage de jour en jour. Ses alliés les plus influents, la Russie et l'Iran, se retrouvaient dans une situation très délicate se résumant à devoir trouver le moyen de soutenir un gouvernement ayant commis un acte qu'ils ne pouvaient officiellement cautionner. Enfin, en brandissant le devoir moral de la *Responsabilité de protéger*, bien qu'un accord au conseil des Nations unies soit difficilement envisageable, l'action en elle-même aurait été difficilement critiquable. Seulement, David Cameron, le Premier Ministre du Royaume Uni de 2010 à 2016, essuya un refus de la part de son parlement national le 29 août 2013. Selon certains observateurs, on attribue principalement la responsabilité de ce revers au souvenir encore brûlant de l'invasion en Irak de 2003 et à l'affaiblissement militaire du pays à la suite des précédentes opérations de grande ampleur effectuées depuis le début du millénaire¹²². De son côté, le président Obama dut alors accuser le coup de cette défection britannique. Il se rassura auprès de l'allié français du maintien de sa motivation à intervenir. Français

¹²² POUVREAU Ana, « L'engagement du Royaume-Uni en Syrie », *Revue Défense Nationale*, mars 2016, n° 788, pages 113-119 (En ligne), <https://www.caim.info/revue-defense-nationale-2016-3-page-113.htm>, consulté le 22 avril 2021.

Hollande, Président de la République française de 2012 à 2017, assura alors à son homologue américain la volonté française de frapper le régime syrien. Malgré cela, David Cameron avait ouvert la boîte de Pandore et Obama en était bien conscient. De plus, l'opinion publique américaine était majoritairement défavorable à une quelconque nouvelle intervention de l'armée à l'étranger. Visiblement, le président américain ne voulait plus, à ce stade, d'une intervention qui pouvait lui coûter très cher politiquement au niveau domestique. Dans ce contexte, le chef d'Etat américain se retrouva dans une position assez délicate et la solution qu'il trouva en déstabilisa plus d'un. Ainsi, il botta en touche en demandant au Congrès son accord alors qu'il n'y était absolument pas obligé. Par conséquent, par ce biais, il baissait le coût politique de sa décision. Si le Congrès se montrait favorable à une action, cela la légitimerait aux yeux de l'opinion et les responsabilités seraient partagées. En cas de refus, Obama pouvait alors facilement justifier son manque d'intervention et sa promesse brisée. C'est le second scénario qui se réalisa et les Etats-Unis se retirèrent à leur tour de cette coalition. La France se retrouvant esseulée, les Syriens observèrent circonspects l'éventualité d'une opération militaire occidentale s'éloigner. C'est à ce moment précis que la Russie se décida à intervenir afin de reprendre pied dans la région. Celle-ci arriva alors avec une proposition de démantèlement de l'arsenal chimique syrien en lieu et place d'un bombardement étranger. L'administration américaine fut alors bien trop heureuse de se sortir de ce pétrin et saisit avec enthousiasme la main tendue, aussi intéressée soit-elle.

IV. La métamorphose de la Syrie en nœud gordien

La Syrie constitue un Etat incontournable dans la région du Moyen-Orient, notamment sur la question de la résolution du conflit israélo-arabe. A de nombreuses reprises, elle fut même évoquée comme la clé permettant enfin d'ouvrir la porte menant vers la paix. Par ailleurs, *The Iraq Study Group Report*¹²³ évoquait en 2006 la possibilité d'avancer sur ce dossier en utilisant le plateau du Golan comme monnaie d'échange¹²⁴. Cette solution permettrait aux Syriens de recouvrer leur intégrité territoriale en plus de leur offrir une victoire diplomatique symbolique en tant que héraut de la résistance arabe face à l'appétit des Israéliens. De leur côté, ces derniers profiteraient d'une baisse de tensions à leurs frontières, garantie par la présence militaire américaine. Washington se pencha quelques peu sur la question et espérait, quant à elle, de rompre les liens existants entre Damas et Téhéran. Néanmoins, le retour au pouvoir de Benjamin Netanyahu en février 2009 sonna irrémédiablement le glas de cette stratégie, l'homme étant opposé à toute rétrocession territoriale. Cependant, lorsque la guerre civile éclata en Syrie, cela complexifia davantage la situation. Cette région, déjà en proie à l'instabilité, devint, avec le développement de l'Etat islamique, un casse-tête diplomatique grandissant.

Les suspicions concernant l'utilisation d'armes non-conventionnelles de la part du régime syrien ne firent qu'ajouter de la complexité et de l'urgence au sein des discussions internationales. De celles-ci découlèrent de nombreuses questions sur la légitimité et la légalité d'une intervention étrangère sur le sol syrien. Certains événements récents, postérieurs à ceux de 2013, apportèrent de nouveaux éléments permettant de mieux comprendre quelle aurait été la réaction internationale à l'époque face à une intervention en Syrie par une coalition menée par les Etats-Unis. Lorsque la question syrienne devint internationale, cela permit à de grandes puissances affaiblies de revenir sur le devant de la scène. Ce fut notamment le cas de la Russie qui profita de l'hésitation suivant le franchissement de la « ligne rouge » pour redorer son blason de protagoniste influent au Moyen-Orient. Par ailleurs, l'Iran est également un acteur régional à ne pas oublier tant son rôle est important dans le traitement

¹²³ Ce texte, rédigé par cinq démocrates et cinq républicains, constitue une sorte de bilan critique de l'administration Bush Junior au Moyen-Orient tout en établissant toute une liste de recommandations.

¹²⁴ BAKER James A., III, EAGLEBURGER Lawrence S., HAMILTON Lee H., JORDAN Vernon E. Jr, MEESE Edwin III, O'CONNOR Sandra Day, PANETTA Leon E., PERRY William J., ROBB Charles S. et SIMPSON Alan K., *The Iraq Study Group Report*, décembre 2006, pages 39-41.

américain envers la Syrie. De ce fait, l'administration Obama donna une importance toute particulière à l'aboutissement d'un accord sur le nucléaire iranien. Le pays du Golfe étant devenu depuis quelques décennies un allié solide et fidèle de la Syrie des Al-Assad, toute action contre cette dernière aurait des conséquences immédiates sur les négociations en cours. Enfin, il s'agit également de prendre en considération la façon dont le président Obama et son entourage percevaient le monde et la région moyen-orientale. La lumière de ces trois pistes permettra d'apporter une compréhension accrue sur la politique obamienne tout en soulevant de nouvelles questions.

a) La Russie

1. Le réalisme russe

Il semble tout à fait pertinent de s'intéresser à la Russie ainsi qu'au rôle qu'elle joua et joue toujours au sein de cette tragédie humaine. Comme cela fut évoqué antérieurement, ce fut l'ancienne terre des Tsars qui permit à l'administration Obama d'éviter le malaise lors de la crise politique d'août 2013 entourant le massacre de la Ghouta. De ce fait, Vladimir Poutine, président de la Russie une première fois de 2000 à 2008 et une seconde fois depuis 2012, réussit un coup de poker à l'époque. Afin de bien comprendre le chemin de pensée traversant les hautes sphères du pouvoir russe, il s'agit en premier lieu d'étudier sous quelle perspective évolua sa politique étrangère et d'en délimiter les objectifs. Ce premier point reste relativement aisé dans ce cas précis tant la perception du monde de Vladimir Poutine est simple¹²⁵ et lisible. Ainsi, il est possible d'affirmer que la politique étrangère russe s'inscrit dans une perspective réaliste qui se révèle tout particulièrement dans le cadre du conflit syrien. Selon la théorisation de cette perspective, les Etats représentent les acteurs majeurs de l'écosystème des relations internationales. Bien que les réalistes admettent l'existence et le rôle d'organisations supranationales, étatiques ou non, celles-ci ne sont, selon eux, qu'une prolongation ou un outil de la puissance des Etats. Ainsi, ce sont-eux qui façonnent, construisent et mènent la danse sur la scène internationale¹²⁶. Ceux-ci se

¹²⁵ Le mot « simple » n'est pas à prendre ici de manière péjorative. Il permet juste de mettre l'accent sur la façon relativement manichéenne de Poutine de regarder le monde en opposition avec la vision complexe que pourrait avoir un leader tel qu'Obama.

¹²⁶ BATTISTELLA Dario, SMOUTS Marie-Claude, VENNESSON Pascal, *Dictionnaire des relations internationales*, Paris : Dalloz, 2003, p. 418.

complaissent alors dans une certaine logique, basée sur le pragmatisme, dans laquelle l'intérêt national prévaut sur tout le reste. Les idéaux et les belles valeurs sont alors relégués au second plan afin de laisser la plus grande chance possible à l'Etat de projeter sa puissance dans le monde. Les réalistes considérant que celui-ci est équivalent à un jeu à somme nulle, Poutine doit alors, selon cette idée, tout faire pour que les autres Etats perdent afin que la Russie y gagne quelque chose.

2. Poutine et son ami Bachar

Afin d'illustrer ce propos, il apparaît pertinent de rappeler le soutien de Poutine, depuis son retour à la tête du pays en 2012, envers le clan Assad en bloquant au Conseil de Sécurité toute initiative militaire autorisée par les Nations unies. Par le passé, la Russie n'a que rarement hésité à utiliser son droit de veto au sein de ce Conseil. Cela montre ainsi la tendance du pays à considérer cette institution comme le parlophone de sa politique étrangère et non comme un véritable lieu de discussion éclairée. De plus, le fait que l'une des plus grandes puissances mondiales traite de manière aussi proche avec un dictateur notoirement connu pour ses manquements relatifs aux Droits de l'Homme¹²⁷ met en évidence la priorité de l'intérêt national russe sur la protection des populations civiles syriennes¹²⁸. Enfin, Poutine comprit parfaitement l'importance de l'hésitation américaine lors du franchissement de la « ligne rouge ». En effet, cela représentait l'occasion rêvée pour Moscou de reprendre pied au Moyen-Orient. Depuis la fin de la Guerre froide et malgré son ancien rôle majeur durant l'époque soviétique, la Russie se fit quelque peu discrète dans la région ainsi que sur la scène internationale de manière générale¹²⁹, conservant un rôle de spectateur tandis que les USA y jouaient les chefs d'orchestre. Cependant, le pays sortit de ce relatif immobilisme dès l'instant où son grand rival historique marqua un

¹²⁷ *La Déclaration universelle des droits de l'homme*, Paris : Nations Unies, 10 décembre 1948.

¹²⁸ Il est tout de même important de souligner que la Russie elle-même fait face à de graves accusations concernant d'éventuelles violations de la déclaration universelle des droits de l'Homme. Encore récemment, en novembre 2020, elle fut condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) pour « traitement dégradants » infligés à Alexeï Navalny, premier opposant politique à Vladimir Poutine.

« Affaire Navalny : la CEDH condamne à nouveau la Russie pour « traitements dégradants », *Le Soir*, 10 novembre 2020 (En ligne), <https://plus.lesoir.be/337026/article/2020-11-10/affaire-navalny-la-cedh-condamne-nouveau-la-russie-pour-traitements-degradants>, consulté le 15 avril 2020.

¹²⁹ Comme le montre son inaction face aux guerres dans les Balkans et à l'intervention de l'OTAN en Serbie durant la dernière décennie du XXème siècle.
PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », *Politique étrangère*, janvier 2013, pages 107-118 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-1-page-107.htm>, consulté le 20 avril 2021.

léger signe de faiblesse. Alors que Washington ne semblait pas souhaiter s'engager militairement en Syrie malgré ses promesses de représailles, Moscou en profita pour se poser en médiateur éclairé en offrant aux différentes parties un plan pacifique visant à démanteler l'arsenal chimique syrien. Cela permit à Obama de se sortir du dilemme dans lequel il s'était lui-même embourbé et à Al-Assad de voir le spectre d'une intervention étrangère potentiellement fatale pour le régime s'éloigner. Les Européens n'eurent, quant à eux, que le choix de se résigner à suivre ce plan dont ils furent presque écartés durant l'élaboration.

3. Un retour maîtrisé

Bien évidemment, ce retour de la Russie comme acteur majeur de la région ne se fit pas en un jour et ce ne fut pas la seule hésitation d'Obama sur ce sujet qui en permit la réalisation, mais bien un contexte global favorable depuis quelques temps. Ainsi, trois facteurs principaux semblent avoir favorisé le retour de la Russie au Moyen-Orient et ainsi justifier son action par la même occasion. Le désintérêt évident de Washington dans les affaires moyen-orientales depuis l'accession d'Obama au bureau ovale en est la cause première. Les différents fiascos militaires de l'armée américaine ayant suivi les invasions de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003 rendirent les Américains frileux concernant cette région. Par ailleurs, l'autosuffisance énergétique globalement acquise par les Etats-Unis depuis le début des années 2010, grâce au gaz et au pétrole¹³⁰, joue également un grand rôle dans le désengagement du pays au Moyen-Orient. Ces différents éléments font dire à de nombreux observateurs russes que cette région du monde subit alors une crise de leadership que plusieurs candidats, à l'instar de la Turquie ou de l'Iran, tentent de combler¹³¹. Le second facteur découle de la profonde crise de la gouvernance que traverse la région depuis les contestations du « Printemps arabe ». Cette série d'événements remodela durablement la géopolitique régionale par la chute de certains régimes comme en Egypte ou par la déstabilisation institutionnelle d'autres comme c'est le cas en Syrie. L'affaiblissement de ces Etats a ainsi déclenché ou accentué une perte de souveraineté sur certains de leurs territoires, ce qui a favorisé la prolifération d'acteurs non-étatiques souvent

¹³⁰ L'extraction de ces « nouvelles » réserves de pétrole et de gaz aux USA est rendue possible grâce à la prolifération de méthodes non-conventionnelles telle que la fracturation hydraulique par exemple.

¹³¹ DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », *Hérodote*, printemps 2017, n° 166-167, pages 243-260 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-herodote-2017-3-page-243.htm>, consulté le 20 avril 2021.

violents, à l'égal de l'Etat islamique¹³². Enfin et en conséquence de cela, la disparition de régimes arabes historiques majeurs, en quelques années, comme ce fut le cas pour l'Irak, l'Egypte ou la Libye, représente le troisième et dernier facteur. Ces différents éléments constituent ainsi un ensemble qui indique à Moscou que l'émergence d'un nouvel ordre Moyen-oriental est inévitable¹³³.

4. Une opportunité saisie en plein vol

C'est pourquoi, Poutine n'hésita pas à saisir la chance que lui offraient indirectement le président américain et son équipe. Ainsi, le 9 septembre 2013, John Kerry¹³⁴, laissa entendre lors d'un échange avec un journaliste que la Syrie pourrait éviter les frappes militaires étrangères sur son territoire en plaçant son arsenal chimique sous contrôle international. Directement, la diplomatie russe fit une proposition que Damas accepta aussitôt, celle de démanteler son arsenal. Le 14 septembre, Américains et Russes tombèrent d'accord sur les modalités entourant ce démantèlement. Cette entente effaça, par la même occasion, tout espoir aux rebelles syriens de voir une intervention militaire occidentale contre le régime dans un avenir proche. Le tout fut ensuite entériné aux Nations unies par la résolution du Conseil de Sécurité 2118 du 27 septembre 2013 en réaffirmant notamment l'attachement de l'organisation « à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne »¹³⁵. Ces quelques mots bannissaient clairement toute action coercitive envers le pays. Néanmoins, le Conseil prévint tout de même, quelques pages plus loin, que des mesures pourraient être prises « en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies », laissant entendre la possibilité d'une intervention militaire punitive en cas de non-respect de cette résolution. On y apprenait également que, dans la foulée, « la République arabe syrienne a déposé auprès du Secrétaire général son instrument d'adhésion à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (« la Convention ») et déclaré qu'elle se conformerait à ses dispositions et les observerait fidèlement et de bonne foi, et appliquerait la Convention à titre

¹³² Ibidem.

¹³³ Ibidem.

¹³⁴ Le secrétaire d'Etat des Etats-Unis de février 2013 à janvier 2017 (Administration Obama, second mandat).

¹³⁵ *Résolution 2118 du Conseil de sécurité traitant du démantèlement de l'arsenal chimique syrien*, New-York : Nations unies, 27 septembre 2013, S/RES/2118 (2013).

provisoire en attendant son entrée en vigueur à son égard »¹³⁶. Bachar Al-Assad, bien content d'éloigner l'idée de son départ forcé, mit donc tout en place, du moins à ce moment-là, afin de montrer à la communauté internationale le plus de transparence possible.

En résumé, il semblerait que l'action russe représente la raison principale de la non-intervention militaire américaine en Syrie. Même s'il aurait été possible de décider de celle-ci avant même que les Russes n'entrent dans le processus, il s'est écoulé moins de trois semaines entre le massacre de la Ghouta et les négociations russo-américaines. Entre ces deux événements, le Royaume-Uni de Cameron s'était retiré tandis qu'il semblait évident qu'Obama cherchait une échappatoire en repoussant sa décision puis celle du Congrès. Cette proposition vint donc à point nommé pour tout le monde, ou presque. Moscou réalisa une opération diplomatique remarquable qui lui permit d'atteindre la plupart de ses objectifs : empêcher le départ d'Assad, « condamner » l'utilisation d'armes chimiques sans pour autant déstabiliser davantage le régime et reprendre pied au sein de la diplomatie Moyen-Orientale. A partir de cet instant, la présence russe dans la région ne fit que se renforcer jusqu'à atteindre un point culminant avec leur soutien militaire à l'armée loyaliste de Bachar en septembre 2015¹³⁷. Bien que de nombreux leaders, notamment européens, saluèrent l'action de la Russie, il était, déjà à l'époque, fortement admis que cela constituait une ruse permettant avant toute chose de gagner du temps. Olivier Lepick, docteur en Histoire et Politiques Internationales de l'Institut des Hautes Études Internationales de Genève, expliquait en septembre 2013 dans les colonnes du journal *Le Monde* à quel point ce démantèlement était irréalisable à moyen-terme, en plus d'être difficilement contrôlable¹³⁸. En 2021, presque huit années sont passées, et, malgré cela, de nombreuses incertitudes entourent l'effectivité du démantèlement de l'arsenal chimique syrien.

¹³⁶ Ibidem.

¹³⁷ Le 30 septembre 2015, le président syrien Bachar Al-Assad demande officiellement l'aide militaire de la Russie. Celle-ci est acceptée le jour même par le Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie pour donner suite à la demande de Vladimir Poutine. Cette intervention aura pour objectif de combattre les groupes rebelles et terroristes agissant en territoire syrien.

¹³⁸ LEPICK Olivier, « Démanteler l'arsenal chimique syrien ? », *Le Monde*, 10 septembre 2013 (En ligne), https://www.lemonde.fr/idees/article/2013/09/10/demanteler-l-arsenal-chimique-syrien_3474195_3232.html, consulté le 28 avril 2021.

b) La République islamique d'Iran

1. Un nouveau régime

En février 1979, l'Ayatollah¹³⁹ Khomeyni, leader principal de l'opposition iranienne, foulait le sol de son pays natal pour la première fois depuis 14 ans. Le retour de cet homme, exilé tout ce temps en Irak puis à Paris, marqua l'avènement d'une nouvelle ère pour ce pays. En effet, depuis 1941, c'était un régime pro-occidental qui dirigeait l'Iran. Celui-ci prospéra alors grâce aux dividendes que les Occidentaux lui versèrent en échange de l'extraction de son pétrole. Néanmoins, de fortes contestations commencèrent à se faire entendre dans ce pays, alors très autoritaire. En 1978, l'Iran est paralysé par des grèves d'ampleur nationale. L'opposition, alors galvanisée par la propagande de Khomeyni, reçut davantage d'échos au fil du temps jusqu'à obtenir le départ de Mohammad Reza Pahlavi, Shah¹⁴⁰ d'Iran depuis 1941, le 16 janvier 1979. À la suite de cela, Khomeyni instaura un régime radicalement différent dans le pays que l'on peut dorénavant qualifier de république islamique nationaliste, anticapitaliste, antisioniste et anti-impérialiste s'inspirant principalement de la charia lors du processus législatif¹⁴¹. C'est ainsi que la relation américano-iranienne, jusqu'alors très étroite car l'Iran était l'un des plus proches alliés des USA dans la région, évolua vers une relation basée sur la méfiance et la provocation.

Dès les balbutiements de ce nouveau régime, Téhéran se montra hostile envers les Américains. Ainsi, en novembre 1979, des manifestants envahirent l'ambassade américaine à Téhéran sous le regard complice de Khomeyni. À la suite de cet évènement, cinquante-deux Américains devinrent ainsi des otages pendant un peu moins d'un an et demi. Cette prise d'otages déboucha sur une crise diplomatique sans précédent en raison du caractère normalement inviolable de l'ambassade. En 1988, ce sont les Etats-Unis qui abattirent un avion iranien lors d'un vol commercial. Le bilan fut extrêmement lourd, 290 morts dont 66 enfants. Enfin, en parallèle de ces tragédies, de lourdes sanctions financières furent infligées par Washington à l'encontre de Téhéran. C'est également le cas dans le sens contraire mais en de plus rares occasions,

¹³⁹ L'Ayatollah, qui signifie « signe de Dieu », est l'un des titres les plus élevés qu'un membre du clergé de l'islam chiite puisse recevoir.

¹⁴⁰ Titre du monarque en Iran.

¹⁴¹ BURESI Pascal, « RÉVOLUTION ISLAMIQUE IRANIENNE (1979) », *Encyclopædia Universalis* (En ligne), <http://www.universalis-edu.com.proxy.bib.ucl.ac.be/encyclopedie/revolution-islamique-iranienne/>, consulté le 4 mai 2021.

comme lorsque les Américains abattirent par erreur cet avion de ligne iranien. Cependant, c'est le programme nucléaire de la république islamique qui préoccupa la communauté internationale depuis le début du millénaire. Commenant de simples suspicions, la réalité du programme nucléaire iranien devint particulièrement inquiétante lorsque Reza Aghazadeh, vice-président de l'Iran et président de l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran, évoqua le programme nucléaire du pays lors d'une déclaration à la Conférence générale de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)¹⁴². A partir de ce moment-là, une bataille diplomatique s'engagea alors entre les Occidentaux qui souhaitaient l'abandon du programme et les Iraniens qui assuraient l'utiliser dans un but strictement pacifique. Il est vrai que l'Iran a signé dès 1968, et ratifié en 1970 le Traité de non-prolifération nucléaire visant à favoriser l'usage pacifique de l'énergie nucléaire tout en prohibant fortement son utilisation militaire¹⁴³. Néanmoins, les Occidentaux détenteurs de l'arme nucléaire ne l'entendaient pas de cette oreille et tentèrent, par de nombreux moyens, de forcer les Iraniens à abandonner leur projet. Après une première promesse violée par l'Iran en 2004 concernant la suspension de ses activités nucléaires, le pays était de plus en plus soupçonné d'entretenir un programme clandestin ayant potentiellement des fins militaires. En 2011, l'AIEA renforça ses soupçons en indiquant que la république islamique avait « exécuté des activités qui ont trait à la mise au point d'un dispositif nucléaire explosif (...) dans le cadre d'un programme structuré »¹⁴⁴. La menace était donc bien réelle et la négociation d'un accord sur le nucléaire iranien fut une priorité pour l'administration Obama.

2. Un monde libéré de la menace nucléaire

En effet, au-delà de la potentielle menace que pourrait représenter un pays tel que l'Iran aux ambitions incertaines concernant la maîtrise de la puissance de l'atome, Obama, dès son entrée à la Maison Blanche, s'est positionné en faveur d'un désarmement nucléaire total. Ainsi, lors d'un vibrant discours donné à Prague le 5 avril 2009 à l'occasion d'un sommet entre l'Union Européenne et les Etats-Unis, le

¹⁴² AGHAZADEH Reza, *Déclaration à la 46^{ème} conférence générale de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique*, Vienne : AIEA, 16 septembre 2002.

¹⁴³ *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)*, New York : Nations Unies, 12 juin 1968, INFCIRC /140.

¹⁴⁴ DE GALBERT Simond, « L'Iran renoncera-t-il à l'arme nucléaire ? », *Politique étrangère*, mars 2016, pages 133-143 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-3-page-133.htm>, consulté le 02 mai 2021.

président américain affirma sans équivoque son intention d'agir en ce sens. De ce fait, celui-ci donna le ton pour ses années à la présidence lorsqu'il affirma « clairement et avec conviction l'engagement de l'Amérique à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires. »¹⁴⁵. Il continua ensuite son discours en promettant de diminuer petit à petit l'importance de l'arsenal nucléaire dans la stratégie américaine jusqu'à ce que celui-ci disparaisse complètement. Pour donner quelque peu de consistance à ses propos, Obama ajouta également que son « administration va immédiatement et énergiquement se consacrer à la ratification par le Sénat américain du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires »¹⁴⁶. Le traité en question fut adopté en 1996 aux Nations Unies et ratifié par la grande majorité de ses membres. Pourtant, certaines puissances nucléaires ne l'ont toujours pas ratifié en 2021 à l'instar de la Chine, d'Israël ou encore ... des Etats-Unis¹⁴⁷. Malgré l'échec obamien concernant la ratification de ce traité, ce genre de discours eut au moins le mérite d'envoyer un message envers les Etats proliférants, ou considérés comme tels, comme l'Iran ou la Corée du Nord. Ainsi, à défaut de réaliser de véritables avancées sur la question au sein de son propre pays, Obama exerça une pression sur ces autres Etats afin d'augmenter sa crédibilité d'une part et de responsabiliser ces derniers d'autre part¹⁴⁸. De plus, l'une des grandes craintes de Washington était de voir des acteurs non étatiques, comme des groupes terroristes par exemple, obtenir l'arme nucléaire via ces Etats proliférants. Contrôler les avancées nucléaires de ces pays a donc limité, par la même occasion, ce type de risque. Enfin, en ce qui concerne le nucléaire iranien, celui-ci représentait une menace réelle pour les intérêts américains dans la région. En effet, l'avènement d'une nouvelle puissance nucléaire au Moyen-Orient aurait sans aucun doute eu un effet de *Game changer*¹⁴⁹. Cela aurait donc été une source potentielle d'instabilité, puisque le *statu quo* était brisé. Cela aurait également représenté une grande menace pour Israël qui aurait vu sa supériorité militaire être grandement diminuée si cela venait à se produire. Au vu de ces éléments, il est aisé de comprendre

¹⁴⁵ « Barack Obama : "Un monde sans armes nucléaires" », *Le Monde*, 06 avril 2009 (En ligne), https://www.lemonde.fr/idees/article/2009/04/06/barack-obama-un-monde-sans-armes-nucleaires_1177289_3232.html, consulté le 05 mai 2021.

¹⁴⁶ Ibidem.

¹⁴⁷ *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*, New York : Nations Unies, 10 septembre 1996, A/RES/50/245.

¹⁴⁸ COURMONT Barthélemy, « Le désarmement nucléaire selon Barack Obama », *Revue internationale et stratégique*, mars 2010, n°79, pages 125-130 (En ligne), <https://www-cairn-info.proxy.bib.ucl.ac.be/2443/revue-internationale-et-strategique-2010-3-page-125.htm>, consulté le 05 mai 2021.

¹⁴⁹ RUSTHOVEN Peter J., « Obama's Iran deal opens Pandora's Box », *Indianapolis Business Journal*, 20-26 juillet 2015.

pourquoi le dossier revêtait ainsi une importance particulière pour l'administration Obama.

3. Un nouvel espoir

Le 14 juin 2013, Hassan Rohani est élu président de la République islamique d'Iran. Son élection apporte un renouveau dans les négociations sur le nucléaire iranien car l'homme est considéré comme « modéré », favorable à un rapprochement du pays vers les occidentaux et sensible aux valeurs des droits de l'Homme. Ces éléments ne sont pas à négliger vis-à-vis de la politique intransigeante que ses prédécesseurs mirent en place depuis la révolution de 1979. Par ailleurs, les nombreuses années de sanctions occidentales eurent un effet relativement dévastateur sur l'économie iranienne dont les retombées touchèrent directement la population qui subit, entre autres choses, un taux de chômage extrêmement élevé¹⁵⁰. Le temps était donc aux changements et à la réforme du côté de l'exécutif iranien et ce, dès le début de l'été 2013. Cependant, comme cela fut évoqué précédemment, l'Iran était un allié fidèle de la Syrie depuis le début des années 1980. La situation devint donc encore plus complexe qu'à l'accoutumée durant l'été 2013 où de nombreux intérêts géopolitiques divergents entrèrent en collision. Pour résumer la situation, Téhéran se montra favorable à la conclusion d'un accord sur le nucléaire qui déboucherait inexorablement vers un réchauffement des relations avec les Occidentaux. D'un autre côté, l'opposition de ces derniers au régime de Damas se fit de plus en plus forte jusqu'à atteindre un pic après le massacre de la Ghouta. Ce dernier événement plongea alors Téhéran et Washington dans une situation fort embarrassante. Les Iraniens, bien que condamnant fermement l'emploi d'armes chimiques, ne semblèrent pas remettre pour autant en question leur amitié avec le clan Assad. De son côté, Obama avait initialement promis une réponse sévère à l'encontre des responsables de telles atrocités en Syrie. Cependant, une intervention militaire ne pouvait que nuire aux discussions sur le nucléaire iranien. Finalement, l'histoire voulut que ce soit la Russie qui apporte la solution à ce problème. A peine trois mois plus tard, le 24 novembre 2013, l'Accord préliminaire de Genève sur le programme nucléaire iranien fut conclu. Celui-ci, rassemblant l'Iran,

¹⁵⁰ Les chiffres officiels parlaient d'environ 10% en 2015 mais celui-ci pourrait être bien plus élevé en réalité.

SCHULTZ Véronique (sous la direction de), « Accord sur le nucléaire iranien : au bénéfice de qui ? », *Infoveilles : Centre de documentation de l'école militaire*, n°37, 21 octobre 2015, page 3.

les Etats-Unis, la Chine, la Russie, la France et le Royaume-Uni, permit l'arrêt temporaire du programme iranien et un assouplissement des sanctions occidentales. Il mena par la suite à l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien, qui est à ce jour la plus grande avancée sur ce dossier¹⁵¹. Cet accord historique fut ainsi signé en juillet 2015 par les six Etats précédemment cités, comprenant les cinq membres du Conseil de Sécurité et l'Iran. L'Allemagne et l'Union européenne s'engagèrent également sur le même terrain d'entente. La grande différence de celui-ci résulte en partie du fait que la communauté internationale accepta formellement pour la première fois la tenue d'un programme nucléaire civil en Iran. En contrepartie, les Iraniens devaient respecter de sévères restrictions, comme la limitation des stocks d'uranium enrichi¹⁵² par exemple, pour empêcher le développement d'un programme à usage militaire.

En conclusion, il semble important de prendre en considération la question nucléaire iranienne lorsque l'on tente de comprendre l'hésitation du président Obama pour donner suite au franchissement de la « ligne rouge ». Cet événement s'est déroulé dans un contexte moyen-oriental favorable à un réchauffement dans les relations entre Téhéran et Washington. Il s'agit d'une amélioration qui était presque impensable depuis la prise d'otage de l'ambassade américaine en 1979. Par ailleurs, la suite des événements prouve aujourd'hui que ce réchauffement était réel et que l'arrivée de Rohani à la tête de l'exécutif iranien, couplé à la volonté d'Obama d'avancer sur la question du nucléaire, représentait une occasion assez exceptionnelle, qu'il n'aurait pas fallu « gâcher ». Bien entendu, cela ne fut pas la seule pièce posée dans la balance lorsque la décision américaine de temporiser fut prise. Néanmoins, ces éléments eurent le mérite d'apporter un fragment de compréhension supplémentaire sur la question. Enfin, la proposition russe permit également de trouver une sorte de compromis sur ce dilemme. La responsabilité du régime de Damas fut ainsi mise en cause et Washington évita par la même occasion de froisser Téhéran.

¹⁵¹ Les Etats-Unis se retirèrent néanmoins de l'accord en mai 2018 sous l'impulsion du président américain Donald Trump (mandat de janvier 2017 à janvier 2021).

¹⁵² L'uranium enrichi est l'un des composants utilisés dans la fabrication de l'arme atomique.

c) La philosophie obamienne

1. Le respect des institutions internationales

Lorsque l'on se penche avec attention sur l'idéologie dominante au sein de l'administration Obama, un libéralisme certain en termes de relations internationales apparaît clairement. En effet, cette perspective, bien différente du réalisme de Vladimir Poutine, offre une importance toute particulière aux institutions internationales ainsi que, de manière générale, à la diplomatie. Etant donné le rôle prépondérant accordé à la coopération selon cette perspective, il existe un concept central à ce chemin de pensée, le principe de la réciprocité¹⁵³. Ainsi, les Etats ont plus de chances d'améliorer leur coopération s'ils interagissent fréquemment ensemble. Par ailleurs, on retrouve également chez les libéraux une sorte de code moral relationnel. De ce fait, chaque acte étatique a des conséquences, non seulement immédiates et directes mais également indirectes concernant les relations futures entre ces Etats. Ainsi, il existe une forte responsabilité individuelle dans le chef de chaque Etat selon cette perspective. Cette coopération va ensuite mener à une forme d'interdépendance qui façonnera indubitablement un monde multipolaire¹⁵⁴. Au sein de celui-ci, chaque Etat a donc besoin des autres, contrastant ainsi avec la vision anarchique des relations internationales entretenue par les réalistes. Les institutions internationales permettent enfin de réguler ces interactions tout en offrant un forum de discussion privilégié.

En ce qui concerne le cercle restreint du président Obama, celui-ci s'inscrit dans cette manière d'observer le monde. Lors de son arrivée à la Maison Blanche, l'objectif principal d'Obama en termes de politique étrangère fut de repositionner les Etats-Unis sur l'échiquier mondial. En effet, les huit années précédentes passées sous l'égide d'une administration Bush, plutôt belliqueuse, se sont terminées de manière assez catastrophique. Par conséquent, il s'agit dorénavant d'adapter et de renforcer le leadership américain selon une nouvelle conjoncture davantage portée sur la diplomatie que sur la démonstration ou l'usage de la force¹⁵⁵. De cette manière, Obama sembla avoir compris que le monde unipolaire vivait, avec le départ des

¹⁵³ NAU Henry R, *Perspectives on international relations : Power, Institutions, and Ideas*, Los Angeles : CQ Press, 2019, sixième édition, pages 52 et 53.

¹⁵⁴ Ibidem.

¹⁵⁵ VAÏSSE Justin, *Barack Obama et sa politique étrangère (2008-2012)*, Paris : Odile Jacob, 2012, page 14.

néoconservateurs, ses derniers instants. Il était donc temps pour les Etats-Unis de miser davantage sur leur *soft power* en passant notamment par une diplomatie plus efficace, mais pas seulement. Ainsi, la *National Security Strategy (NSS)* des Etats-Unis de 2010 consommait déjà la rupture certaine avec la précédente administration en évoquant dès la seconde page du rapport, tous les bienfaits qu'un monde davantage interconnecté apporterait au pays¹⁵⁶. On y retrouvait également une réaffirmation des valeurs morales prônées par le peuple américain telles que la liberté ou les droits de l'Homme¹⁵⁷. Ainsi, il était du devoir des Etats-Unis de transmettre ses valeurs aux Etats ne les appliquant pas afin d'y améliorer les conditions de vie. Enfin, le document offrait également une place de choix aux institutions internationales ou régionales, à l'instar des Nations Unies et de l'OTAN, dans la préservation de la paix et de la stabilité mondiale. Le rapport conclut alors en admettant que l'idée de jeu à somme nulle était devenue obsolète, entérinant par la même occasion l'idéologie multipolaire de cette administration¹⁵⁸. L'idée que les Etats-Unis étaient les gendarmes du monde censés prévenir, punir et reconstruire les *Rogue states* et leurs victimes paraissait donc déjà bien lointaine en cette nouvelle décennie.

Etonnamment, cette courte analyse entre en totale contradiction avec les déclarations qui entourèrent le franchissement de la « ligne rouge ». En effet, menacer unilatéralement un Etat de représailles militaires, quelles qu'en soient les motivations, est loin d'être une déclaration s'inscrivant dans une perspective libérale. Au contraire, à ce moment-là, Obama se pose plutôt en réaliste cherchant à faire plier la volonté de son adversaire par la force brute. En allant un peu trop loin, il serait même possible d'établir un certain lien entre ces propos et la politique du président Bush Junior concernant l'Irak. Evidemment, les deux cas ne sont pas comparables tant le contexte régional et international diffère entre ces deux événements. De plus, les Américains essayèrent à différentes reprises, avec l'aide de leurs alliés, d'agir à travers les institutions internationales. Malheureusement, celles-ci étaient bloquées par les points de vue divergents de la Russie et de la Chine au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Cela ne fut donc pas possible. Néanmoins, cette comparaison paradoxale représente sans aucun doute un élément de réponse supplémentaire. En effet, si le président américain avait agi de la sorte, c'est toute l'idéologie de son administration qu'il aurait

¹⁵⁶ *National Security Strategy*, Washington : Maison Blanche, mai 2010, page 2.

¹⁵⁷ Ibidem.

¹⁵⁸ Idem, page 3.

remise en cause. Une manière de penser qui pénalise les actions unilatérales et récompense la coopération internationale est difficilement compatible avec ce genre d'actions. Selon une analyse strictement libérale, agir sans le consentement des Nations Unies ou même d'une grande partie de la communauté internationale serait donc une grave erreur qui, selon le principe de réciprocité, coûterait cher diplomatiquement aux USA. Il n'est donc pas étonnant qu'une fois l'émotion retombée, Obama temporisa en demandant l'aval du Congrès. Par ce biais, Obama admit ainsi en quelque sorte ne pas posséder en son chef la légitimité nécessaire au déclenchement de ce type d'intervention. C'est pourquoi, demander l'aval du peuple via ses représentants sembla être un bon moyen de conserver la cohérence de sa politique étrangère.

2. Le rééquilibrage de la politique étrangère américaine

Comme cela fut évoqué lors du chapitre se penchant sur la Russie, Washington se désintéressa progressivement du Moyen-Orient dès le premier mandat de la présidence Obama. Ainsi, sans vouloir faire forcément table rase du passé, le président américain amorça un réel changement de paradigme au sein de la politique étrangère des Etats-Unis. De cette manière, le locataire de la Maison Blanche la fit pivoter du Moyen-Orient vers l'Asie et le Pacifique¹⁵⁹. Il est d'ailleurs possible d'aller plus loin en affirmant que ce fut non seulement un repositionnement géographique mais également un réajustement en termes de stratégie géopolitique. En effet, l'administration Obama fut particulièrement encline à discuter et à travailler davantage qu'auparavant avec les puissances « émergentes » au détriment des « vieilles » puissances européennes¹⁶⁰. Bien que le terme « émergent » soit légèrement dépassé actuellement, celui-ci désigne, dans ce cas-ci, des Etats comme la Chine ou l'Inde qui reçurent beaucoup d'attention de la part de la diplomatie américaine à cette époque. Bien évidemment, ce rééquilibrage est dû à de nombreuses raisons et il apparaît utile d'en expliciter trois d'entre elles dans le cadre de ce chapitre.

¹⁵⁹ VAÏSSE Justin, *Barack Obama et sa politique étrangère (2008-2012)*, Paris : Odile Jacob, 2012, page 14.

¹⁶⁰ Idem, pages 14 et 15.

Dans un premier temps, comme cela fut discuté lors de l'analyse du retour russe, les Etats-Unis développèrent une autosuffisance énergétique faisant automatiquement baisser l'intérêt stratégique du Moyen-Orient. Néanmoins, la région resta intéressante pour une multitude d'autres facteurs et il serait incorrect de se cantonner à ce simple fait. Ainsi, même si les ressources fossiles fortement présentes dans la région ne revêtaient plus l'importance d'autrefois, celles-ci restaient un réservoir énergétique non négligeable qu'il fallait sécuriser. Par ailleurs, le Moyen-Orient représentait la porte de l'Asie et son importance géostratégique ne pouvait être remise en cause. Enfin, la proximité de la région avec de nombreux membres de l'OTAN, comme la Turquie ou la Grèce par exemple, avait pour résultat d'impliquer indirectement la diplomatie américaine dans les affaires moyen-orientales et en particulier au sein de ce contexte post « Printemps arabe ».

Dans un second temps, ce changement dans la position américaine est également dû à un simple constat de Kurt Campbell¹⁶¹, Secrétaire d'État adjoint aux Affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique de juin 2009 à février 2013. Celui-ci suggéra que la diplomatie américaine se concentre sur la région de l'Asie-Pacifique en y consolidant ses liens commerciaux mais aussi en y déployant davantage de forces militaires, navales principalement. La raison de ce repositionnement conséquent se trouvait être le déplacement du centre de gravité du monde vers cette région avec, entre autres choses, l'inexorable ascension chinoise. Il est vrai que la puissance militaire américaine était, à l'époque, encore bien plus impressionnante que ses plus crédibles concurrents. Cependant, l'accroissement d'environ 12% des dépenses chinoises chaque année depuis 2000 pour le département de la Défense a de quoi faire réagir le Pentagone¹⁶². Déjà sous l'administration Bush Junior, comprenant l'importance grandissante de la région, Washington réajusta sa politique étrangère en faveur de l'Asie-Pacifique par différentes mesures. Parmi celles-ci, il est utile de citer la décision de déployer 60% des sous-marins américains dans cette région ou encore la coopération accrue avec le Japon concernant la défense antimissile balistique¹⁶³.

¹⁶¹ NARDON Laurence, « Politique étrangère américaine : faiblesses et succès. Les décisions d'un président et l'image de l'Amérique », dans : DE MONTBRIAL Thierry et DAVID Dominique (sous la direction de), *Climat : une nouvelle chance ?*, Paris : Institut français des relations internationales, collection Ramses, 2015, pages 228-231 (En ligne), <https://www.cairn.info/climat-une-nouvelle-chance--9782100738397-page-228.htm>, consulté le 12 mai 2021.

¹⁶² Département de la Défense aux USA.

¹⁶³ BRUSTLEIN Corentin, « La nouvelle posture militaire américaine en Asie », *Politique étrangère*, février 2013, pages 53-65 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-2-page-53.htm>, consulté le 12 mai 2021.

Néanmoins, les tragiques attentats du World Trade Center en septembre 2001 changèrent la donne et mirent entre parenthèses, durant environ une décennie, ce recentrage stratégique. A partir de ce moment-là et jusqu'à la fin du second mandat de Bush Junior, le Moyen-Orient fut la région prioritaire en termes de politique étrangère américaine. Pourtant, l'arrivée d'Obama et de son équipe amorça l'avènement d'un nouveau paradigme. De ce fait, ils souhaitèrent, quant à eux, faire oublier les errements des huit années précédentes rouvrant ainsi la voie à la route vers l'Asie.

Dans un troisième temps, il y aurait également une dimension financière à ce repositionnement. Ainsi, le Pentagone subissait depuis 2011 une forte pression budgétaire l'obligeant à se montrer plus sélectif¹⁶⁴. Au lieu de dilapider une grosse part du budget dans des opérations de stabilisation et de reconstruction, comme c'était le cas au Moyen-Orient, les Américains auraient été plus enclins à « simplement » maintenir leur supériorité historique dans une région au sein de laquelle de grandes puissances, voire superpuissances, émergent progressivement. De plus, l'expansion de l'économie chinoise ainsi que de son marché intérieur représentaient également un facteur essentiel à prendre en considération. En effet, la Chine représentait 8,31%¹⁶⁵ des exportations américaines en 2013, faisant de l'Empire du milieu le troisième plus gros marché extérieur des Etats-Unis. Du côté des importations, la tendance est encore plus impressionnante car près d'un cinquième (18,2%)¹⁶⁶ de l'importation américaine vient de Chine cette année-là, rendant ainsi les Etats-Unis relativement dépendants de ses produits, informatiques principalement.

Finalement, l'intérêt américain à investir massivement dans la région moyen-orientale paraît bien amoindrie à la lumière de cette analyse. En faisant le point sur la situation, il apparaît à ce stade de moins en moins évident de trouver des arguments, autres qu'humanitaires, en faveur d'une intervention militaire américaine à la fin de l'été 2013. Celle-ci aurait été clandestine, le partenaire de négociation Iranien aurait été froissé et tout cela pour satisfaire des intérêts géostratégiques amoindris. Toutefois, il reste une dernière piste plus humaine à explorer.

¹⁶⁴ Ibidem.

¹⁶⁵ *The Observatory of Economic Complexity*, United States (En ligne), <https://oec.world/en/profile/country/usa>, consulté le 12 mai 2021.

¹⁶⁶ Ibidem.

3. L'implication de la personnalité d'Obama

Quand on s'intéresse à la politique étrangère d'un Etat, il est toujours pertinent de se pencher sur la personnalité du ou des leaders impliqués. Pour ce faire, il existe de nombreuses méthodes permettant de catégoriser le dirigeant en question en prenant en compte telle ou telle caractéristique relative à celui-ci. La personnalité de l'homme, qu'il apparait tout particulièrement pertinent d'analyser dans le cadre de ce travail, est bien évidemment celle de Barack Obama.

De manière générale, il semble important de se focaliser tout d'abord sur la complexité cognitive du leader étudié. Ainsi, il sera possible de déterminer de quelle façon ce dernier voit le monde, soit de tendance manichéenne soit de tendance complexe. La rapidité de la prise de décision du leader peut alors être grandement influencée par cette façon de comprendre son environnement. Barack Obama, étant donné son *background*, est un homme possédant un haut degré de complexité cognitive. En effet, le passé du président américain fut morcelé à travers différentes parties du globe. L'archipel d'Hawaï, l'Indonésie, la Californie, New York, l'Illinois ou Washington, tant d'endroits différents où Barack Obama vécut diverses expériences. Celles-ci lui inculquèrent sans aucun doute le multiculturalisme et l'intérêt pour l'autre nécessaire à l'obtention d'une vision complexe du monde. De plus, Obama grandit au sein d'une famille recomposée ce qui signifia obligatoirement d'adopter une culture du compromis. Cependant, un élément qui préoccupa le premier président afro-américain de l'histoire des Etats-Unis durant une bonne partie de sa vie fut sans aucun doute la question raciale. En effet, étant lui-même issu du métissage, Obama se posa rapidement de nombreuses questions sur la place des minorités au sein de la société américaine. Malheureusement, le constat ne dut pas être très réjouissant, gangréné par les inégalités sociales et raciales de son pays. Pourtant, cette dimension d'injustice sembla créer chez l'homme un idéalisme politique ainsi qu'un goût prononcé pour la liberté et la justice que l'on retrouve à de nombreuses reprises au sein de ses textes ou discours. Par ailleurs, Obama décrit sa mère comme un modèle d'émancipation féminine préférant quitter ses maris plutôt que de s'y soumettre. Avec un tel modèle, rien n'est moins étonnant que d'observer un jeune américain métis très érudit développer un esprit émancipateur, idéaliste mais pragmatique comme celui de Barack Obama. Finalement, il suffit de se pencher quelques instants seulement sur les

écrits de l'homme, à l'exemple d'*Une terre promise*¹⁶⁷, pour saisir l'immensité de son incertitude, de son interrogation et de son intérêt pour l'univers qui l'entoure, le tout marqué d'idéalisme. De nombreuses phrases de ses écrits le prouvent et ce, même lorsque tout son entourage pense que la globalité des Blancs sont épris d'un racisme irrémédiable. A ces propos, il rétorqua simplement : « J'avais la conviction au contraire que le racisme n'était pas quelque chose d'inévitable, et c'était sans doute aussi l'une des raisons pour lesquelles j'avais tellement à cœur de défendre cette grande idée qu'était l'Amérique : ce qu'était notre pays, et ce qu'il pouvait devenir. »¹⁶⁸.

Ensuite, il faut s'intéresser à son style de prise de décision, à savoir son degré d'ouverture ou non au débat. Pour ce faire, il faut faire référence à l'équipe qu'Obama mit en place à ses côtés. Bien que ses plus proches conseillers soient, pour la plupart, membres du parti démocrate, cela ne signifie pas que ce sont pour autant des profils similaires. Ainsi, un certain nombre d'entre eux étaient d'anciens ténors de la politique, dont certains avaient déjà travaillé sous l'administration Clinton¹⁶⁹. Ces derniers furent alors, étant donné leur expérience politique, considérés comme plus réfléchis et « sages » que leurs collègues plus jeunes. Rien qu'au niveau de cette différence générationnelle très présente au sein de cette administration, on imagine déjà aisément les divergences de points de vue. On peut alors évoquer Joe Biden¹⁷⁰, déjà âgé de 66 ans lorsqu'il est élu vice-président aux côtés d'Obama en 2008, apportant une grande expérience au « jeune » président. Le choix de Robert Gates est également très intéressant car c'est un Républicain. De plus, il fut Secrétaire à la Défense sous l'administration Bush avant de continuer ce rôle durant une partie du premier mandat d'Obama. Dernier exemple de ce groupe hétéroclite, Susan Rice, 44 ans en 2008, fut l'ambassadrice d'Obama aux Nations Unies jusqu'en 2013 avant de devenir conseillère à la sécurité nationale jusqu'en 2017. Elle fait également partie des proches d'Obama ayant déjà travaillé sous l'administration Clinton. Ces quelques exemples montrent assez clairement qu'Obama n'est pas le genre de dirigeant à

¹⁶⁷ OBAMA Barack, *Une terre promise*, New York : Crown, 2020, 841 pages.

¹⁶⁸ Idem, page 32.

¹⁶⁹ Président (démocrate) des Etats-Unis de 1993 à 2001. Il est également le mari d'Hillary Clinton, membre de l'administration Obama.

¹⁷⁰ Actuellement président des Etats-Unis depuis janvier 2021.

s'enliser dans un *groupthink*¹⁷¹. De surcroît, le président instaura une dynamique compétitive afin d'avoir un débat le plus ouvert possible. En réalité, ce qu'Obama veut mettre en place c'est une « équipe de rivaux », mais pas rivales, permettant de pousser les idées à s'entrechoquer¹⁷². Pourtant, aussi fortes les différentes personnalités soient-elles autour de lui, la décision finale revient quoi qu'il arrive au président qui représente ainsi le cœur de ce processus délibératif *in fine* très centralisé. Néanmoins, malgré tous les avantages qu'une telle dynamique apporte à un groupe en termes de qualité décisionnelle, cela ne fait que renforcer inévitablement l'incertitude et allonger la prise de décision.

Enfin, le charisme et la confiance en soi semblent compléter la liste des caractéristiques principales nécessaires à l'analyse de la personnalité d'un leader. De ce fait, si l'on en croit la typologie de Margaret Hermann, psychologue politique américaine, un leader possédant une analyse complexe des faits en comparaison de sa confiance en soi sera plus ouvert à la récolte de nouvelles informations, plus pragmatique et plus enclin à modifier sa politique en fonction du contexte¹⁷³. Néanmoins, bien que cela apparaisse globalement comme des caractéristiques positives attribuées au leader, il y a également des cotés négatifs. Toujours selon la psychologue, ce genre de profil aura tendance à se laisser englober par l'incertitude et le doute. Obama semble, quant à lui, entrer dans cette typologie et les événements entourant le franchissement de la « ligne rouge » n'en sont que la confirmation.

Pour conclure ce chapitre, il semblerait que tous les éléments ont été rassemblés pour rendre l'administration Obama modérément réactive aux différents événements aléatoires. Chaque grande décision est alors longuement débattue et réfléchie, ce qui ressemble alors parfois, selon certains observateurs, à une technique de contournement du problème, comme l'explique le chercheur Joseph Bahout dans son article *Obama en Syrie : la stratégie de l'évitement*¹⁷⁴. Le politologue Charles-Philippe David va

¹⁷¹ Le groupthink est un phénomène de groupe dans lequel les différents membres pensent tous être d'accord et prendre la bonne décision alors que le processus est en réalité paralysé par une dynamique de groupe nocive au véritable débat.

¹⁷² DAVID Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des Etats-Unis*, Québec : Presses de l'Université de Laval, 2015, 3^{ème} édition, pages 930 et 931.

¹⁷³ STRUYE DE SWIELAND Tanguy, *Foreign Policy Analysis Courses, Slides du quatrième cours*, Louvain-la-Neuve, UCLouvain, 2019.

¹⁷⁴ BAHOUT Joseph, « Obama en Syrie : la stratégie de l'évitement », *Esprit*, Novembre 2016, pages 85-99 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-esprit-2016-11-page-85.htm>, consulté le 15 avril 2021.

quant à lui définir la politique étrangère d'Obama de « calculatrice »¹⁷⁵, mais dont les résultats furent mitigés. Ce qui est alors remis en cause par cet auteur, et qui détermine le succès d'une politique de l'administration Obama, est la bonne application ou non de la forme de *realpolitik*¹⁷⁶ adoptée par celle-ci. Ainsi, la non-intervention en Syrie de 2013 est considérée comme un échec par l'auteur, déplorant l'incertitude et les contre-indications politiques ayant entouré le dossier.

A l'achèvement de cette partie, on ne peut que constater la multitude d'influences que reçoit le Département d'Etat¹⁷⁷ américain. Les différents éléments repris au sein de celle-ci peuvent ouvrir la voie à une compréhension nouvelle de cet événement. Cependant, ceux-ci n'étant pas exhaustifs, comme l'indique la conclusion de ce mémoire, il n'est possible d'apporter que quelques bribes de réponse et non une vérité unique. Il semblerait donc que la somme de cette multitude d'influences combinée aux volontés des différents acteurs donne *in fine* comme résultat la politique syrienne du président Obama.

¹⁷⁵ DAVID Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des Etats-Unis*, Québec : Presses de l'Université de Laval, 2015, 3^{ème} édition, page 948.

¹⁷⁶ Considérations éclairées des forces et faiblesses de chacun sans faire intervenir une idéologie quelconque au sein de la discussion.

¹⁷⁷ L'équivalent du Ministère des Affaires étrangères aux USA.

Conclusion

Les événements tragiques qui traversent la Syrie et le monde arabe de manière générale sont loin d'être terminés. Le « Printemps arabe » a été déclenché par un homme ne demandant qu'à être libre et respecté. Cet homme, mort en martyr, fut rejoint par des millions d'autres personnes issues de classes, de genres et de religions différents. Ce souffle de colère transforma à jamais le monde arabe et ses populations. Dix années plus tard, malgré quelques victoires, le bilan est loin d'être réjouissant pour ces peuples avides de liberté. Seule la Tunisie fait figure d'exception à ce jour grâce à sa transition démocratique réussie. Le Quartet¹⁷⁸ tunisien reçut même le prix Nobel de la paix en 2015 en récompense de ses efforts. Ceux-ci permirent la réconciliation des différents pans de la société civile du pays et l'adoption d'un nouveau système politique démocratique. Malheureusement, la plupart des pays dans lesquels souffla le vent de la révolution, il y a quelques années à peine, sont dorénavant engloutis sous la violence et la corruption.

I. L'inaction occidentale

Cet « échec » de la révolution, ou plutôt son non-aboutissement, dans certains pays, est souvent imputé aux différents groupes politiques de l'opposition qui ne parviennent pas à s'entendre. Cela crée alors un climat d'instabilité et d'insécurité dont le régime vacillant ou d'autres groupes opportunistes profitent pour asseoir leur domination. En Syrie par exemple, l'opposition au clan Assad s'est rapidement morcelée en différentes milices révolutionnaires. Le résultat est qu'une opposition divisée est bien plus facile à combattre et à décrédibiliser. Néanmoins, il serait beaucoup trop réducteur de se cantonner à ce simple fait. Par conséquent, la responsabilité politique de l'Occident vis-à-vis de ce chaos latent doit être soulignée. Lors de ce travail, le lecteur a pu prendre en considération certains éléments ayant, semble-t-il, influencé la décision américaine de ne pas intervenir en Syrie à la fin de l'été 2013. Tout d'abord, il apparaît important de rappeler le fait que ces bribes

¹⁷⁸ Association de quatre organisations tunisiennes représentant la majorité de la société civile. Leur objectif était d'assurer la transition démocratique du pays en facilitant le dialogue entre les différents partis politiques.

d'explications sont loin d'être exhaustives. Etant donné la complexité inhérente à la région et à la géopolitique dans sa globalité, ce modeste support ne pourrait en aucun cas faire le tour de la question. Toutefois, certains éléments apparaissent comme étant plus pertinents que d'autres dans le cadre de cette analyse et l'inaction occidentale en fait partie. Depuis que les différents Etats composant le monde arabe ont accédé à leur indépendance, le *statu quo* a toujours été la pierre angulaire de la politique occidentale, européenne en particulier. En effet, la peur d'un bouleversement de régime fut plus forte que le dégoût pour le despotisme. De cette façon, les Européens préférèrent traiter avec ces régimes plutôt que de prendre le risque de voir la région tomber dans un chaos politique permanent ou pire, que des régimes islamiques poussent un peu partout dans la région. Enfin, il serait naïf de ne pas considérer les sommes considérables, amassées grâce aux énergies fossiles principalement, sur lesquelles s'assoient ces chefs d'Etats despotiques.

Par ailleurs, c'est probablement pour cette dernière raison que Nicolas Sarkozy, président de la République française de 2007 à 2012, accueillit avec tant d'enthousiasme Mouammar Kadhafi en 2007¹⁷⁹. La position du président français envers cet homme, tyran de la Libye de 1969 jusqu'à son assassinat en 2011, changea pourtant de ton par la suite. En effet, pour donner suite à la répression violente du régime libyen en 2011 face à la vague de contestation populaire, la communauté internationale décida d'agir. Ainsi, le Conseil de Sécurité des Nations Unies autorisa via la résolution 1973¹⁸⁰ une opération militaire de l'OTAN sur le sol libyen dans le but de protéger les populations civiles du pays. L'opération fut un succès militaire qui permit aux rebelles de voir la chute du régime despotique. Malheureusement, les Occidentaux n'accompagnèrent pas ou très peu la transition politique du pays. Une

¹⁷⁹ Sarkozy est accusé par le site d'information français Mediapart d'avoir touché une somme allant jusqu'à 50 millions d'euros lors de sa campagne présidentielle de 2007. Cette somme aurait été versée par le régime libyen faisant ainsi de Kadhafi un « sponsor » du futur président français. La justice française ouvre alors en 2013 une enquête sur l'ancien président qui sera depuis mis en examen à plusieurs reprises, la dernière datant du 16 octobre 2020.

ARFI Fabrice et LASKE Karl, « Sarkozy-Kadhafi : la preuve du financement », *Mediapart*, 28 avril 2012 (En ligne), <https://www.mediapart.fr/journal/international/280412/sarkozy-kadhafi-la-preuve-du-financement>, consulté le 25 mai 2021.

DAGORN Gary, DAHYOT Agathe, DURAND Anne-Aël, PIEL Simon et TILOUINE Joan, « Sarkozy, la Libye et le financement de la campagne présidentielle 2007 : tout comprendre à l'affaire », *Le Monde*, 01 août 2019, mis à jour le 16 octobre 2020 (En ligne), https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/08/01/comprendre-l-affaire-sarkozy-la-libye-et-le-financement-de-la-campagne-presidentielle-2007_5495641_4355770.html, consulté le 25 mai 2021.

¹⁸⁰ Résolution 1973 du Conseil de Sécurité traitant de l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne dans l'espace libyen, New York : Nations Unies, 17 mars 2011, S/RES/1973 (2011).

fois livrée à elle-même, la société civile libyenne ne parvint pas à s'organiser efficacement, ce qui mena à de nouveaux troubles et à l'ingérence de certains Etats, comme la Turquie par exemple. Celle-ci désirait profiter de la situation pour accroître son influence¹⁸¹. A l'instar du syndrome irakien, il semblerait alors que la situation libyenne créa elle aussi son propre « traumatisme » dans l'esprit des dirigeants européens. Il s'agit d'une sensation très occidentale : croire que, finalement, l'inaction est peut-être plus profitable à tout le monde.

II. L'implication grandissante d'acteurs étrangers

En attendant, jusqu'à ce jour, les Syriens ne cessent d'observer leur pays s'autodétruire. De plus, la situation s'est grandement complexifiée depuis 2013. La Russie, après avoir brillamment repris pied au Moyen-Orient, s'est officiellement engagée militairement aux côtés du régime Assad depuis 2015. Le Hezbollah¹⁸² libanais est également impliqué depuis le début des hostilités aux côtés du régime syrien pour des questions religieuses. De même que pour l'Iran et ses différentes milices, le Hezbollah agit contre les rebelles qu'il considère comme des sunnites souhaitant renverser un régime chiite. L'aspect confessionnel s'ajoute donc à cette géopolitique déjà fort compliquée. Pour terminer, la Turquie est également un exemple pertinent de l'ingérence étrangère au cœur de cette guerre civile. Rapidement, le pays se rangea du côté des rebelles syriens, en partie à cause de son passé compliqué avec la Syrie¹⁸³. Toutefois, c'est surtout pour combattre l'influence kurde, via le PKK¹⁸⁴, que la Turquie s'engagea politiquement dans la guerre civile syrienne¹⁸⁵. En effet, les populations kurdes présentes en Syrie ne prirent pas activement part à la révolte. Ce sont les Forces démocratiques syriennes (FDS)¹⁸⁶ qui sécurisèrent la région kurde de Syrie dès le début des hostilités : elles se placèrent plutôt comme des contestataires

¹⁸¹ RICHTER Michael, *Les printemps arabes : de l'espoir au désespoir*, Strasbourg : Arte, mai 2021.

¹⁸² Parti politique islamiste au Liban possédant une milice armée.

¹⁸³ De manière extrêmement simplifié, les Turcs reprochent aux arabes syriens leur « trahison » lorsqu'ils s'allièrent avec les occidentaux contre l'Empire Ottoman au début du XXème siècle. De leur côté, les Syriens n'ont pas oublié les différents mauvais traitements subis sous la domination ottomane.

¹⁸⁴ Organisation politique kurde armée militant pour l'obtention d'un Etat Kurde indépendant. Cette organisation est considérée comme terroriste par la majorité de la communauté internationale. Le PKK est également en conflit ouvert avec la Turquie depuis les années 1980.

¹⁸⁵ KAYA Uğur et YANKAYA Dilek, *Les relations de la Turquie avec la Syrie*, Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2013, pages 71-80.

¹⁸⁶ Nom des armées kurdes autonomes en Syrie.

prêtes à accepter un compromis. De cette façon, comme son père avant lui, Bachar Al-Assad joua avec les minorités afin de maintenir la stabilité. Ainsi, un accord fut trouvé entre les forces loyalistes et les FDS en 2019. Les populations kurdes renoncèrent ainsi à une autonomie à laquelle elles aspirent depuis toujours. La menace turque sur ces populations aura eu raison de leur soif de liberté pour le plus grand bonheur de Bachar Al-Assad qui recouvra donc sa souveraineté sur cette portion du territoire syrien.

III. Le communautarisme syrien

Ce dernier élément permet de conclure ce voyage, là où il a commencé, dans les méandres de la mosaïque syrienne. Au stade de ce travail, le lecteur aura sans doute eu l'occasion de prendre conscience de la complexité de la situation en Syrie. A la lumière des différents éléments étudiés au sein de ce mémoire, l'histoire difficile du pays et de ses différentes communautés semble sans cesse être considérée comme un frein à l'émancipation du peuple syrien face à la tyrannie. Lorsque Barack Obama revient sur la chaîne américaine CBS en mars 2014 sur les différents conflits sévissant au Moyen-Orient, il justifie également son manque d'intervention l'année précédente. Tout d'abord, il nuance la capacité militaire américaine après dix années de guerre au Moyen-Orient. Ensuite, et cela est beaucoup plus intéressant, Obama continue en soulignant l'incertitude entourant la réussite d'une intervention. Il affirme ainsi lors de cet entretien qu'il « n'est pas vrai de penser que nous étions dans une position, avec quelques frappes ciblées, d'empêcher ce que nous voyons en Syrie. (...) Et il n'est pas clair en fait que l'issue aurait été significativement meilleure »¹⁸⁷ avec l'intervention militaire américaine. Lors d'une seconde interview en septembre de la même année, Obama insiste sur le fait que c'est aux populations locales de réaliser leur transition et qu'un simple renversement de régime ne peut tout réparer. Aussi, il n'hésite pas à critiquer le caractère confessionnel très présent dans la vie sociopolitique des pays comme la Syrie : « They have now created an environment in which young men are more concerned whether they're Shiite or Sunni, rather than whether they are getting

¹⁸⁷ « Obama s'explique sur la non-intervention Etats-Unis en Syrie », *RTBF*, 29 mars 2014 (En ligne), https://www.rtbf.be/info/monde/detail_obama-s-explique-sur-la-non-intervention-des-etats-unis-en-syrie?id=8234071, consulté le 14 mai.

a good education or whether they are able to, you know, have a good job. »¹⁸⁸. Ces différentes déclarations sont en réalité, de criants aveux d'impuissance de la part de celui qui était pourtant à l'époque le commandant en chef de la plus puissante armée du globe. Cela peut paraître déconcertant à première vue, mais c'est une évidence si l'on prend la peine d'étudier l'histoire du pays et de sa région. Les différents régimes autocratiques qui dirigeaient, et dirigent toujours le monde arabe à certains endroits fonctionnaient par l'autoritarisme, la censure et la peur. Ces éléments permirent de maintenir debout des châteaux de cartes communautaires ô combien fragiles comme en Syrie. Cependant, presque dix années de guerre ont détruit une grande partie des infrastructures publiques du pays en 2021. La population fut morcelée et la souveraineté du territoire disputée par différents belligérants. Malheureusement, l'avenir du pays s'annonce encore incertain pour de nombreuses années et il est difficile d'en prédire l'issue. Il est pourtant possible d'émettre une hypothèse, issue de ces recherches, pessimiste mais réaliste. Quel que soit le camp qui l'emportera en Syrie, l'éclatement de la société civile est à un point si avancé qu'il est difficile d'en imaginer une reconstruction prochaine. Le pays pourrait alors très bien rester un champ de bataille exsangue pour longtemps encore. Toutefois, en fournissant l'effort nécessaire, les Syriens peuvent espérer redevenir une nation en reconstruisant les liens qui les unissent. Des routes, des ponts ou encore des transports publics représentent tellement plus que de simples infrastructures. Cela représente l'aboutissement d'un projet commun, celui de la coopération. Du premier village aux grandes mégaloïles du XXIème siècle, c'est à cette unique capacité que l'humanité doit son avancement. A l'aide de volonté et de courage, il en sera de même pour reconstruire le berceau de la civilisation humaine.

¹⁸⁸ KROFT Steve, « President Obama : What makes us America », CBS, 28 septembre 2014 (En ligne), <https://www.cbsnews.com/news/president-obama-60-minutes/>, consulté le 14 mai 2021.

Bibliographie

I. Monographies

- BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles et QUESNAY Arthur, *Syrie : Anatomie d'une guerre civile*, Paris : CNRS éditions, 2016, 412 pages.
- BARON Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris : Tallandier, 2014, 400 pages.
- BARR James, *Une ligne dans le sable : Le conflit franco-britannique qui façonna le Moyen-Orient*, Paris : Perrin, 2017, 512 pages.
- BATTISTELLA Dario, SMOUTS Marie-Claude, VENNESSON Pascal, *Dictionnaire des relations internationales*, Paris : Dalloz, 2003, 506 pages.
- CARRE Olivier, *Le nationalisme arabe*, Paris : Payot, 2004, 293 pages.
- DAVID Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des Etats-Unis*, Québec : Presses de l'Université de Laval, 2015, 3^{ème} édition, 1184 pages.
- DE GAULLE Charles, *Mémoires de guerre*, Paris : Plon, 1959, Tome 3, 567 pages.
- D'ENCAUSSE C. Hélène, *La politique soviétique au Moyen-Orient : 1955-1975*, Paris : Presses de Science Po, 1975, 327 pages.
- DUROSELLE Jean-Baptiste et RENOUVIN Pierre, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris : Colin, 1970, 544 pages.
- ENCEL Frédéric, *Géopolitique du Printemps arabe*, Paris : Presses Universitaires de France, 2014, 256 pages.

- FILIU Jean-Pierre, *Le miroir de Damas : Syrie, notre histoire*, Paris : Editions La Découverte, 2017, 286 pages.
- KAYA Uğur et YANKAYA Dilek, *Les relations de la Turquie avec la Syrie*, Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2013, 98 pages.
- LATAWSKI Paul et SMITH Martin A., *The Kosovo crisis and the evolution of post-Cold War European security*, Manchester : Manchester University Press, 2003, 230 pages.
- MEARSHEIMER John J. et WALT Stephen M., *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, Paris : Editions La Découverte, 2007, 500 pages.
- NAU Henry R, *Perspectives on international relations : Power, Institutions, and Ideas*, Los Angeles : CQ Press, 2019, sixième édition, 511 pages.
- OBAMA Barack, *Une terre promise*, New York : Crown, 2020, 841 pages.
- O'ZOUX Raymond, *Les États du Levant sous mandat français*, Paris : Larose, 1931, 329 pages.
- QUEMENER Jean-Marie, *Bachar Al-Assad en lettres de sang*, Paris : Plon, 2017, 176 pages.
- REY Matthieu, *Histoire de la Syrie : XIX^e- XXI^e siècle*, Paris : Librairie Arthème Fayard, 2018, 395 pages.
- SHAABAN Bouthaina, *The Edge of the Precipice : Hafez al-Assad, Henry Kissinger, and the remaking of the modern Middle East*, Beyrouth : Bissan, 2017, 288 pages.
- VAÏSSE Justin, *Barack Obama et sa politique étrangère (2008-2012)*, Paris : Odile Jacob, 2012, 288 pages.

- WEDEEN Lisa, *Ambiguities of Domination : politics, rhetoric, and symbols in contemporary Syria*, Chicago : university of chicago press, 1999, 244 pages.

II. Articles scientifiques

- BAHOUT Joseph, « Obama en Syrie : la stratégie de l'évitement », *Esprit*, Novembre 2016, pages 85-99 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-esprit-2016-11-page-85.htm>, consulté le 15 avril 2021.
- BALANCHE Fabrice, « Le cadre alaouite I. Alaouites : une secte au pouvoir », *Outre-Terre*, Janvier 2006, n°14, pages 73-96 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-1-page-73.htm>, consulté le 08 janvier 2021.
- BALANCHE Fabrice, « Syrie : guerre civile et internationalisation du conflit », *Eurorient*, 05 juillet 2013, pages 14-30.
- BETTATI Mario, « L'usage de la force par l'ONU », *Pouvoirs*, février 2004, n° 109, pages 111-123 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2004-2-page-111.htm>, consulté le 18 avril 2021.
- BURESI Pascal, « RÉVOLUTION ISLAMIQUE IRANIENNE (1979) », *Encyclopædia Universalis* (En ligne), <http://www.universalis-edu.com.proxy.bib.ucl.ac.be/encyclopedie/revolution-islamique-iranienne/>, consulté le 4 mai 2021.
- BRUSTLEIN Corentin, « La nouvelle posture militaire américaine en Asie », *Politique étrangère*, février 2013, pages 53-65 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-2-page-53.htm>, consulté le 12 mai 2021.

- CHARBIT Denis, « La Déclaration Balfour », *Tsafon*, 2017, pages 31-38 (En ligne), <http://journals.openedition.org/tsafon/394>, consulté le 17 mars 2021.

- COPPOLANI Antoine, « La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », *Le bilan d'Obama*, Paris : Presses de Sciences Po, 2012, chapitre 2, pages 63-92 (En ligne), <https://www.cairn.info/le-bilan-d-obama--9782724611915-page-63.htm>, consulté le 14 avril 2021.

- COPPOLANI Antoine, « Henry A. Kissinger et les négociations sur le Proche-Orient : de la « diplomatie de l'immobilisme » à la « diplomatie de la navette » », *Relations internationales*, mars 2008, n° 135, pages 73-97 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2008-3-page-73.htm>, consulté le 20 janvier 2021.

- COURMONT Barthélemy, « Le désarmement nucléaire selon Barack Obama », *Revue internationale et stratégique*, mars 2010, n°79, pages 125-130 (En ligne), <https://www-cairn-info.proxy.bib.ucl.ac.be:2443/revue-internationale-et-strategique-2010-3-page-125.htm>, consulté le 05 mai 2021.

- DE GALBERT Simond, « L'Iran renoncera-t-il à l'arme nucléaire ? », *Politique étrangère*, mars 2016, pages 133-143 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-3-page-133.htm>, consulté le 02 mai 2021.

- DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », *Hérodote*, printemps 2017, n° 166-167, pages 243-260 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-herodote-2017-3-page-243.htm>, consulté le 20 avril 2021.

- ELTCHANINOFF Michel, « L'État russe selon Poutine », *Le Débat*, mars 2016, n° 190, pages 79-87 (En ligne), <https://www-cairn-info.proxy.bib.ucl.ac.be:2443/revue-le-debat-2016-3-page-79.htm>, consulté le 20 avril 2021.

- FIGEAC Jean-François, « La crise de 1839-1840 : question d'Orient ou question française ? », *Presses universitaires de Rennes*, février 2018, n°28, pages 169-189.
- HANNE Olivier, « La Syrie : construction et ruine d'un territoire national », *Les Cahiers de l'Orient*, mars 2018, n° 131, pages 13-33 (En ligne), <https://www.cairn-int.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2018-3-page-13.htm>, consulté le 31 octobre 2020.
- HANNE Olivier, « La révolte arabe en 1916 : mythe et réalité. », in BLED Jean-Paul et DESCHODT Jean-Pierre (sous la direction de), *De Tannenberg à Verdun : la guerre totale*, France : SPM, novembre 2016, pages 331-354.
- KORB Lawrence J, « La stratégie de sécurité nationale du président Obama ou la fin de l'ère Bush », *Politique américaine*, février 2010, n° 17, pages 13-26 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-politique-americaine-2010-2-page-13.htm>, consulté le 11 mai 2021.
- MUNAWAR Nour A. et Zarandona José A. G., « The unfallen statues of Hafez Al-Assad in Syria », *City*, juillet 2020, vol. 24, pages 642-655 (En ligne), <https://www-tandfonline-com.proxy.bib.ucl.ac.be:2443/doi/full/10.1080/13604813.2020.1784594>, consulté le 02 février 2021.
- NARDON Laurence, « Politique étrangère américaine : faiblesses et succès. Les décisions d'un président et l'image de l'Amérique », dans : DE MONTBRIAL Thierry et DAVID Dominique (sous la direction de), *Climat : une nouvelle chance ?*, Paris : Institut français des relations internationales, collection Ramses, 2015, pages 228-231 (En ligne), <https://www.cairn.info/climat-une-nouvelle-chance--9782100738397-page-228.htm>, consulté le 12 mai 2021.
- PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », *Politique étrangère*, janvier 2013, pages 107-118 (En ligne),

<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-1-page-107.htm>,

consulté le 20 avril 2021.

- POUVREAU Ana, « L'engagement du Royaume-Uni en Syrie », *Revue Défense Nationale*, mars 2016, n° 788, pages 113-119 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2016-3-page-113.htm>, consulté le 22 avril 2021.
- « Retour sur le conflit syrien : les erreurs de l'opposition, les manquements de la communauté internationale », *Confluences Méditerranée*, février 2014, n° 89, pages 53-66 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2014-2-page-53.htm>, consulté le 21 avril 2021.
- SCHULTZ Véronique (sous la direction de), « Accord sur le nucléaire iranien : au bénéfice de qui ? », *Infoveilles : Centre de documentation de l'école militaire*, n°37, 21 octobre 2015, pages 1-4.
- SONGOLE S. René, « L'intervention armée consécutive aux allégations d'usage d'armes chimiques en Syrie : brèves remarques sur une opération controversée », *Revue québécoise de droit international*, 2018, volume 31, n°2, pages 1-21.
- TAHA Zakaria, « La construction nationale syrienne face aux dynamiques identitaires et communautaires », *Vers un nouveau Moyen-Orient ? Etats arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*, 2016.
- TROMBETTA Lorenzo, « Syrie-Iran. Aires partagées, ennemis différents », *Outre-Terre*, février 2011, n°28, pages 385-396 (En ligne), <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-2-page-385.htm>, consulté le 05 mai 2021.

III. Articles non-scientifiques

- « Affaire Navalny : la CEDH condamne à nouveau la Russie pour « traitements dégradants », *Le Soir*, 10 novembre 2020 (En ligne), <https://plus.lesoir.be/337026/article/2020-11-10/affaire-navalny-la-cedh-condamne-nouveau-la-russie-pour-traitements-degradants>, consulté le 15 avril 2020.
- ARFI Fabrice et LASKE Karl, « Sarkozy-Kadhafi : la preuve du financement », *Mediapart*, 28 avril 2012 (En ligne), <https://www.mediapart.fr/journal/international/280412/sarkozy-kadhafi-la-preuve-du-financement>, consulté le 25 mai 2021.
- « Barack Obama menace la Syrie de représailles en cas d'utilisation d'armes chimiques », *Le Monde*, 21 Août 2012 (En ligne), https://www.lemonde.fr/proche-orient/video/2012/08/21/barack-obama-menace-la-syrie-de-represailles-en-cas-d-utilisation-d-armes-chimiques_1748095_3218.html, consulté le 20 avril 2021.
- « Barack Obama : "Un monde sans armes nucléaires" », *Le Monde*, 06 avril 2009 (En ligne), https://www.lemonde.fr/idees/article/2009/04/06/barack-obama-un-monde-sans-armes-nucleaires_1177289_3232.html, consulté le 05 mai 2021.
- BERRUYER Olivier, « Mieux comprendre la complexité de la guerre civile syrienne », *Les Crises*, 19 octobre 2015 (En ligne), <https://www.les-crises.fr/mieux-comprendre-la-complexite-de-la-guerre-civile-syrienne/>, consulté le 09 avril 2021.
- DAGORN Gary, DAHYOT Agathe, DURAND Anne-Aël, PIEL Simon et TILOUINE Joan, « Sarkozy, la Libye et le financement de la campagne présidentielle 2007 : tout comprendre à l'affaire », *Le Monde*, 01 août 2019, mis à jour le 16 octobre 2020 (En ligne), <https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/08/01/comprendre-l->

[affaire-sarkozy-la-libye-et-le-financement-de-la-campagne-presidentielle-2007_5495641_4355770.html](http://www.lemonde.fr/affaires/article/2007/05/25/affaire-sarkozy-la-libye-et-le-financement-de-la-campagne-presidentielle-2007_5495641_4355770.html), consulté le 25 mai 2021.

- FINCH Julia, « Twenty-five people at the heart of the meltdown ... », *The Guardian*, 26 janvier 2009.
- KROFT Steve, « President Obama : What makes us America », *CBS*, 28 septembre 2014 (En ligne), <https://www.cbsnews.com/news/president-obama-60-minutes/>, consulté le 14 mai 2021.
- LEPICK Olivier, « Démanteler l'arsenal chimique syrien ? », *Le Monde*, 10 septembre 2013 (En ligne), https://www.lemonde.fr/idees/article/2013/09/10/demanteler-l-arsenal-chimique-syrien_3474195_3232.html, consulté le 28 avril 2021.
- MAHMOOD Mona, « Syrian eyewitness accounts of alleged chemical weapons attack in Damascus », *The Guardian*, 22 août 2013 (En ligne), <https://www.theguardian.com/world/2013/aug/22/syria-chemical-weapons-eyewitness>, consulté le 10 avril 2021.
- MATHIEU Luc, PERRIN Jean-Pierre et SEMO Marc, « Etat islamique : Quatre questions pour une coalition », *Libération*, 11 septembre 2014 (En ligne), https://www.liberation.fr/planete/2014/09/11/etat-islamique-quatre-questions-pour-une-coalition_1098354/, consulté le 09 avril 2021.
- « Obama s'explique sur la non-intervention Etats-Unis en Syrie », *RTBF*, 29 mars 2014 (En ligne), https://www.rtbf.be/info/monde/detail_obama-s-explique-sur-la-non-intervention-des-etats-unis-en-syrie?id=8234071, consulté le 14 mai.
- RUSTHOVEN Peter J., « Obama's Iran deal opens Pandora's Box », *Indianapolis Business Journal*, 20-26 juillet 2015.

- « Syrie : des milliers de patients souffrant de symptômes neurotoxiques soignés dans les hôpitaux soutenus par MSF », *Médecins sans frontières*, 24 août 2013 (En ligne), <https://www.msf.fr/communiqués-presse/syrie-des-milliers-de-patients-souffrant-de-symptomes-neurotoxiques-soignes-dans-les-hopitaux-soutenus-par-msf>, consulté le 10 avril 2021.
- « Syrie : les États-Unis ont la "forte certitude" que Damas a eu recours à des armes chimiques », *Le Monde*, 30 août 2013 (En ligne), https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/08/30/syrie-les-etats-unis-ont-la-forte-certitude-que-damas-a-eu-recours-a-des-armes-chimiques_3469202_3218.html, consulté le 10 avril 2021.

IV. Mémoires

- DELITTE Simon, *La Russie face à la déstabilisation du Moyen-Orient*, Mémoire de Master en Relations Internationales, Louvain-la-Neuve: UCLouvain, 2017, 85 pages.
- HASVOLL BAKKE Lars, *Facing Assad. American Diplomatic Relations with Syria, 1969-76*, Mémoire de Licence en Histoire, Oslo : Université d'Oslo, 2013, 149 pages.
- PODDIGHE Elena, *La prise de décision sous la présidence de Barack Obama. Les relations américano-cubaines*, Mémoire de Master en Relations Internationales, Louvain-la-Neuve : UCLouvain, 2017, 89 pages.

V. Documents officiels

- AGHAZADEH Reza, *Déclaration à la 46^{ème} conférence générale de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique*, Vienne : AIEA, 16 septembre 2002.

- BAKER James A., III, EAGLEBURGER Lawrence S., HAMILTON Lee H., JORDAN Vernon E. Jr, MEESE Edwin III, O'CONNOR Sandra Day, PANETTA Leon E., PERRY William J., ROBB Charles S. et SIMPSON Alan K., *The Iraq Study Group Report*, décembre 2006, pages 39-41.
- *La Charte des Nations Unies*, San Francisco : Conférence de San Francisco, 26 juin 1945.
- *La Déclaration universelle des droits de l'homme*, Paris : Nations Unies, 10 décembre 1948.
- *National Security Strategy*, Washington : Maison Blanche, mai 2010.
- *Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques*, Genève, 17 juin 1925 (En ligne), <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?action=openDocument&documentId=41CC1F7F8EB87F76C12563140043A65E>, consulté le 05 avril 2021.
- *Rapport de la Mission d'enquête des Nations unies concernant les allégations d'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne sur l'utilisation qui aurait été faite d'armes chimiques dans la Ghouta, faubourg de Damas, le 21 août 2013*, New York : Nations unies, 16 septembre 2013, 67^{ème} session, Doc NU A/67/997- S/2013/553 (2013).
- *Rapport du Directeur général sur la mise en œuvre de l'accord de garanties TNP et des dispositions pertinentes des résolutions du Conseil de sécurité en République islamique d'Iran*, Vienne : Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), 11 novembre 2011, paragraphe 53, GOV/2011/65.
- *Résolution 1973 du Conseil de Sécurité traitant de l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne dans l'espace libyen*, New York : Nations Unies, 17 mars 2011, S/RES/1973 (2011).

- *Résolution 2118 du Conseil de sécurité traitant du démantèlement de l'arsenal chimique syrien*, New-York : Nations unies, 27 septembre 2013, S/RES/2118 (2013).
- ŠIMONOVIC Ivan, *La responsabilité de protéger*, New York : Nations Unies (En ligne), <https://www.un.org/fr/chronicle/article/la-responsabilite-de-protger>, consulté le 21 avril 2021.
- *Syrie : 10 ans de guerre en 10 chiffres*, ONU Info, 15 mars 2021 (En ligne), <https://news.un.org/fr/story/2021/03/1091792#:~:text=13%20millions,dans%20le%20monde%20est%20Syrien.>, consulté le 10 avril 2021.
- *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*, New York : Nations Unies, 10 septembre 1996, A/RES/50/245.
- *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)*, New York : Nations Unies, 12 juin 1968, INFCIRC /140.

VI. Outil d'analyse de données

- *The Observatory of Economic Complexity*, United States (En ligne), <https://oec.world/en/profile/country/usa>, consulté le 12 mai 2021.

VII. Support de cours

- AIT-CHAALAL Amine, *Politique étrangère des Etats-Unis*, Louvain-la-Neuve : UCLouvain, 2019.
- STRUYE DE SWIELAND Tanguy, *Foreign Policy Analysis Courses*, Louvain-la-Neuve : UCLouvain, 2019.

VIII. Documents vidéo

- RICHTER Michael, *Les printemps arabes : de l'espoir au désespoir*, Strasbourg : Arte, mai 2021.

Résumé :

Durant l'été 2013, une attaque chimique de grande ampleur touche de nombreux civils dans la banlieue de Damas. Le régime syrien, fortement soupçonné d'en être le responsable, dépasse alors la « ligne rouge » fixée par Barack Obama, président des Etats-Unis. Malgré cela, Obama revient sur sa décision d'intervenir militairement en Syrie, aux côtés de la France et du Royaume-Uni. Ce mémoire tentera de comprendre les raisons de cette réaction en étudiant l'histoire de la Syrie moderne, ses particularités politiques contemporaines et les enjeux de la politique étrangère américaine.

Mots-clés :

Guerre civile Syrienne – Al-Assad – Ligne rouge – Obama – Politique étrangère américaine

Université catholique de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

Ecole des sciences politiques et sociales (PSAD)

Place Montesquieu, 1 Bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/psad